

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION AGRAIRE
EN
ANDALOUSIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1932, à 14 heures

PAR

René JUPIN

AVOCAT AU BARREAU DE TOURS

Président : M. W. OUALID, Professeur

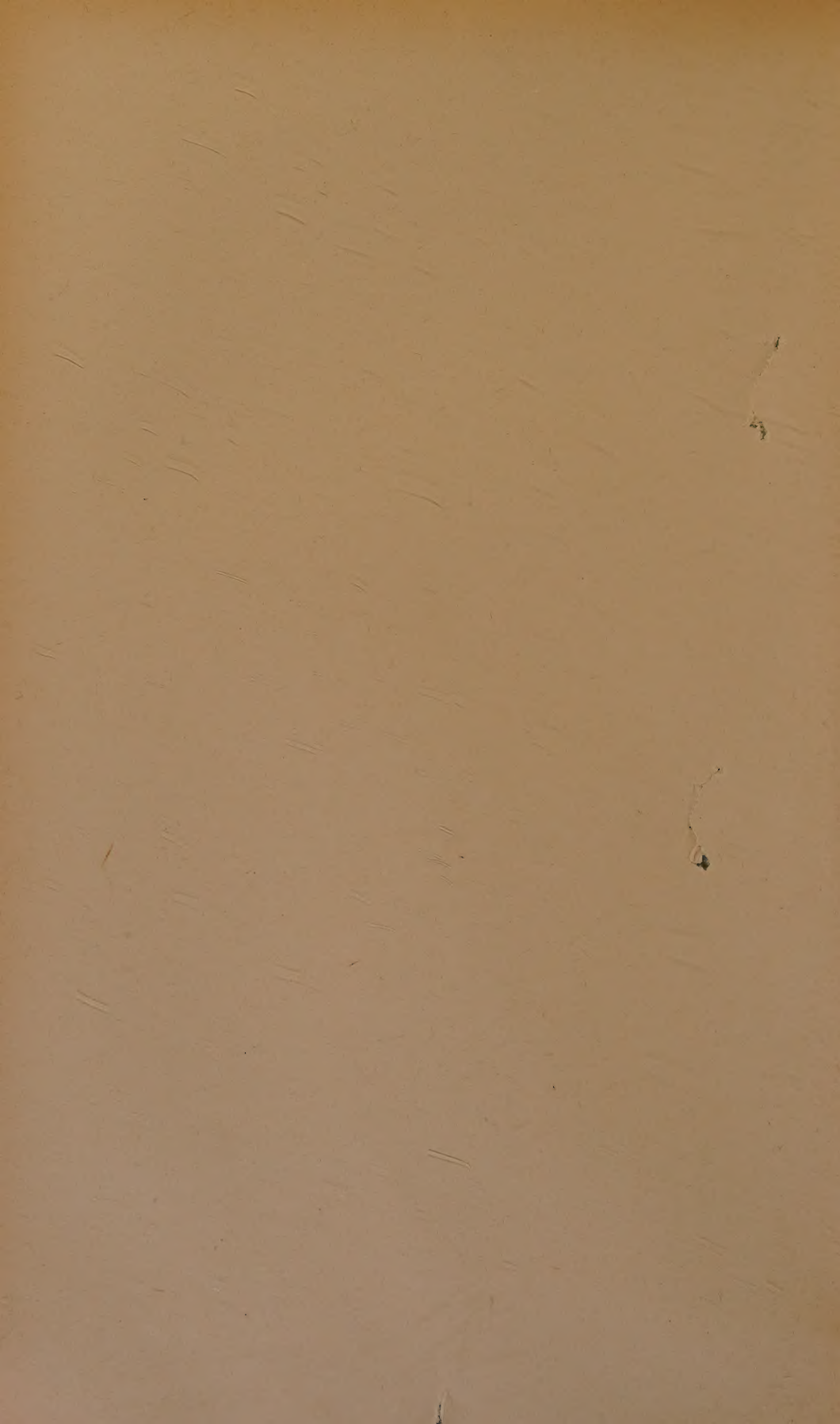
Suffragants { **MM. C. PERREAU,**
Rog. PICARD. } *Professeurs*

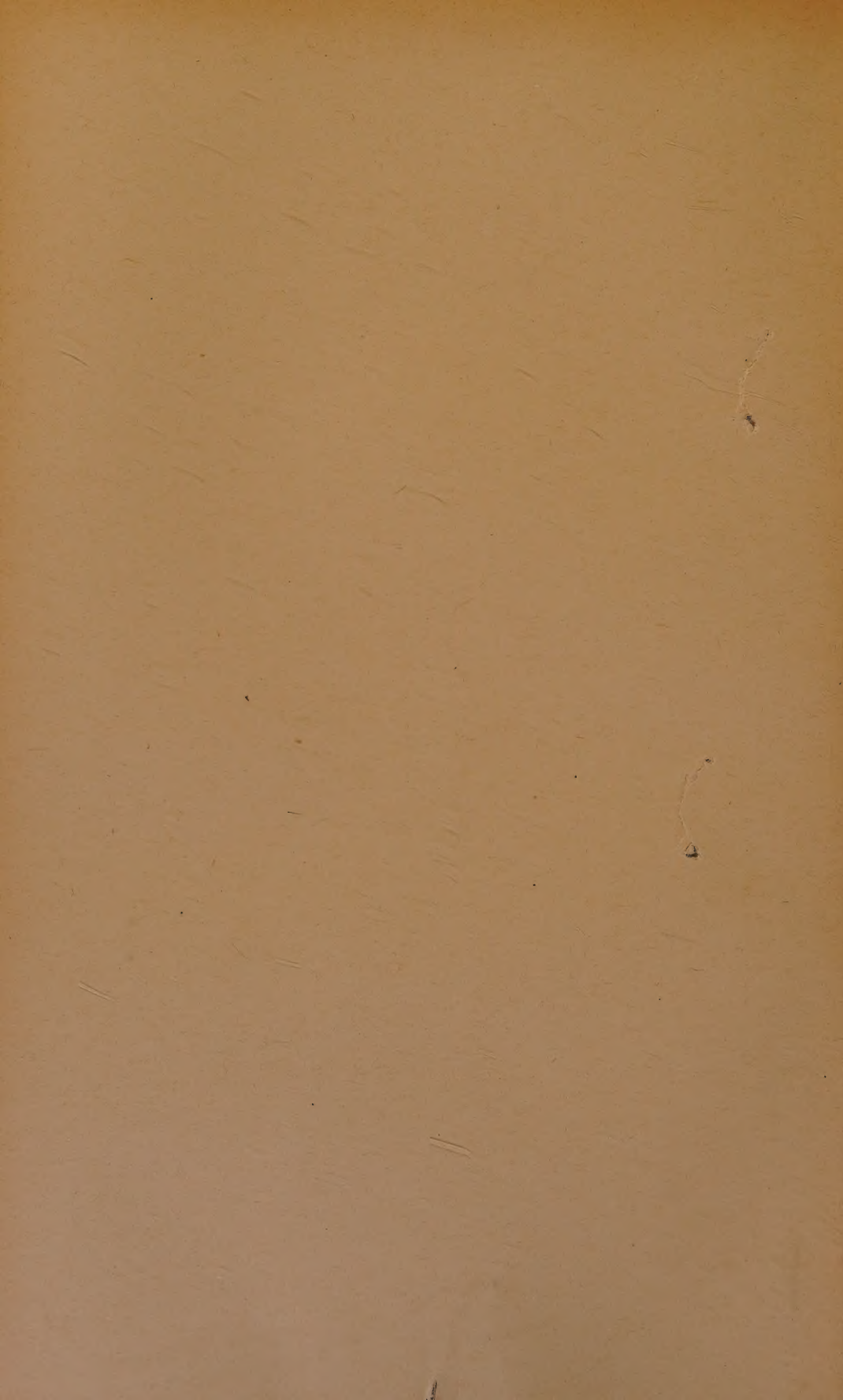
LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1932





**LA
QUESTION AGRAIRE
EN
ANDALOUSIE**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA
QUESTION AGRAIRE
EN
ANDALOUSIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1932, à 14 heures

PAR

René JUPIN

AVOCAT AU BARREAU DE TOURS

Président : M. W. OUALID, Professeur

Suffragants { MM. C. PERREAU, } *Professeurs*
Rog. PICARD. }

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1932



PREMIÈRE PARTIE

L'EXPOSÉ DU MAL

CHAPITRE PREMIER

L'ANDALOUSIE. GÉOGRAPHIE. POPULATION. HISTOIRE NAISSANCE DE LA QUESTION AGRAIRE

Le mot « Andalousie » ne désigne point une unité administrative du royaume d'Espagne. C'est seulement le nom d'une région naturelle bien déterminée, dont l'ensemble forma sans doute, jadis, sous différents gouvernements, une province distincte, mais qui est aujourd'hui divisée en huit circonscriptions séparées.

Depuis la constitution de 1867, en effet, l'Espagne a fragmenté son sol en 49 *gouvernements* de grandeurs sensiblement égales, ressemblant quelque peu à nos départements et ne correspondant pour ainsi dire à aucune entité géographique ou historique. La véritable Andalousie qui est en somme à peu près exactement la « Bétique » des Romains comprend huit de ces gouvernements (ou provinces) : ceux de Huelva, Séville, Cadix, Cordoue, Jaën, Malaga, Grenade, et Almería. Elle se compose donc de tout le sud de la péninsule, autrement dit des terres comprises entre la Sierra Morena et la Méditerranée. Les montagnes la séparent à peu près complètement du reste de l'Espagne, si bien qu'un écrivain célèbre a pu dire qu'il existait deux nations dans le

royaume, celle du Nord, l'Espagne proprement dite, celle du Sud, l'Andalousie¹.

Le grand géographe Reclus abonde d'ailleurs dans le même sens quand il écrit² : « Dans son ensemble et sans tenir compte des petites irrégularités de contour, l'Andalousie, l'ancienne Bétique, est une région naturelle parfaitement distincte du reste de l'Espagne et présentant un caractère tout spécial par son relief et son climat ». Par la nature du sol, par la végétation, par le régime des eaux, par le climat, on peut considérer cette contrée comme se rattachant déjà au continent africain.

Son principal fleuve est le Guadalquivir, dans le bassin duquel se déversent la plus grande partie de ses eaux (celles de 54.000 kilomètres carrés sur les 73.473 kilomètres carrés que comprend toute l'Andalousie³. Le Guadalquivir et ses affluents roulent dans leurs lits respectifs une quantité d'eau totale, qui, si elle était mieux répartie, serait plus que suffisante pour faire de l'Andalousie un pays extraordinairement fertile. Malheureusement, comme celà se voit d'ailleurs dans la plus grande partie de l'Algérie, à côté de certaines plaines trop richement arrosées, il y a des étendues immenses que ne traverse pas un ruisseau. C'est pourquoi Romains et Arabes n'avaient pu fertiliser la Bétique qu'en y faisant d'énormes travaux d'irrigation. Sous leur domination il n'y avait sans doute pas un point de la province qui n'eut été irrigué. Malheureusement nous verrons plus loin comment la destruction de ces travaux a replongé toute une partie de l'Andalousie dans l'aridité naturelle à laquelle la condamne une sécheresse trop grande. Car en effet, les

1. Angel Ganivet, *Idearium espagnol*, Grenade 1897) cité par Blas Infante Perez (*Ideal andalus*, p. 35).

2. *Nouvelle géographie universelle*, vol. I^{er}, chap. x, p. 708.

3. Chiffres cités par Reclus, *ibid*.

pluies ne viennent point corriger la mauvaise répartition des cours d'eau. « La rareté des pluies dans la péninsule, nous dit Angel Marvaud¹ n'a d'égale que leur irrégularité. Elles varient dans une énorme proportion d'année à année et avec les saisons. C'est ainsi que dans tout le sud de l'Espagne, le sol reçoit moins de 25 millimètres, et même en juillet et août moins de 10 millimètres. »

Privée d'eau, sans cesse brûlée par un soleil terrible, l'Andalousie n'a point dans l'ensemble de ses campagnes l'aspect riant que supposent bien des touristes n'ayant vu d'elle que les jardins admirablement entretenus de l'Alcazar de Séville, la radieuse banlieue de Grenade ou la féerie des parcs de Malaga. Dans une page saisissante², le romancier Blasco Ibanez a décrit la tristesse des terres andalouses, mettant celles-ci en opposition avec les radieuses campagnes de Valence et de Murcie :

« Valence et Murcie, toujours vertes, constituent une vision lumineuse ... Mais ici règne la tristesse de la terre avec des champs immenses dont l'extrémité se perd à l'horizon, des sillons qui s'étendent à l'infini comme les rayons d'un éventail que rien ne vient couper. Un homme peut marcher là des heures entières sans sortir de la propriété d'un seul maître. Ces étendues semblent faites non pour nos semblables mais pour les géants de la légende. Et la solitude de toutes parts ... On peut errer une journée entière avant de trouver un autre domaine, au milieu de la terre noire, pleine de ressources vitales, mais mal cultivée, couverte de plantes parasites qui tuent les récoltes ... Sous la pluie d'or du soleil la terre andalouse se montre triste comme un cimetière, silencieuse comme si la mort planait sur elle ... »

1. *L'Espagne au xx^e siècle*, p. 292.

2. *La Bodega*, p. 107.

Cette tristesse n'a pas toujours existé. Il fut un temps où l'Andalousie était un admirable jardin. Les énormes travaux d'irrigation, commencés par les Romains, perfectionnés par les Arabes avaient permis de substituer dans ce pays une culture intensive à la culture extensive. Quelle fut la part respective des Romains et des Arabes dans ces travaux ? La question est délicate. Dans sa *Géographie universelle* (p. 774 du 1^{er} volume), Elisée Reclus nous dit que s'il est probable que « dès le temps des conquérants romains l'irrigation était pratiquée sur les deux bords du Guadaquivir, il paraît prouvé que les grands travaux systématiques d'irrigation étaient dus aux Arabes. » Dans une étude plus récente Dauzat semble admettre plutôt que la majeure partie de ces travaux vient des Romains et qu'ils n'ont été qu'entretenus par les Maures¹. Un auteur qui a séjourné longuement en Espagne dans les années qui précédaient la guerre. Valdour, nous expose également qu'à son avis l'irrigation n'a pas été créée par les Arabes²; d'après les renseignements personnels que nous avons pu recueillir auprès des archéologues locaux, il ne semble pas que le problème soit définitivement tranché. La question de savoir quelle part revient aux Romains et quelle part revient aux Maures dans ce travail d'irrigation est encore incertaine. Mais il y a lieu de remarquer que les fouilles effectuées durant les dix dernières années ont mis à jour (notamment dans les environs de Cordoue et dans ceux de Séville) des travaux considérables qui prouvent que les Romains ici comme ailleurs avaient été de grands bâtisseurs et avaient construit de très nombreux aqueducs. La conquête wisigothe qui ne

1. Dauzat. « La misère en Espagne ». article paru dans la *Revue*, 5^e volume, p. 499, 1913.

2. J. Valdour. *L'ouvrier espagnol*, t. II, p. 103.

donna lieu dans le Sud à aucune grande bataille et qui se réduisit plutôt, à une occupation du pays, la conquête arabe elle-même qui emporta la plus grande partie de l'Andalousie après un seul combat de quelques jours sur les bords du Guadalete en l'année 711, ne causèrent dans leur succès rapides aucun dommage à ce qui avait été fait pendant l'occupation de Rome. Les Arabes, grands jardiniers, et cultivateurs éminents purent donc bénéficier de toutes les réalisations antérieures à 711, les perfectionner et les compléter.

C'est ce qui explique que, de l'avis de tous les historiens, l'Andalousie ait été une merveille de fertilité sous la domination musulmane.

Par contre cette fertilité avait en grande partie disparu quelques siècles plus tard, après que la région fut passée entre les mains des souverains de Castille. Comment expliquer ce changement ?

De nombreux écrivains nous disent : « Cette décadence est la conséquence de l'expulsion des Maures effectuée quelque temps après leur défaite ; les Arabes étaient en effet des agriculteurs excellents connaissant admirablement le pays ainsi que les méthodes agricoles lui convenant ; ces hommes habiles ont été remplacés par des Castillans, race de montagnards ne connaissant rien à la culture intensive et ceux-ci ont massacré les aménagements effectués par les Romains et les Maures ».... Fouillée¹ conclut en ce sens, de même Dauzat² qui nous dit ; « A la suite de l'expulsion des Maures, agriculteurs remarquables, les travaux d'irrigation entretenus depuis les Romains sont abandonnés en maints endroits, s'encrassent et tombent en ruines : privé d'eau, le riche sol d'Andalousie retourne à la stérilité ».

1. Fouillée, *Esquisse psychologique des peuples européens*, p. 158.

2. *Opus citatus*, pp. 498, 499.

A notre sens, c'est là une opinion fort discutable. La vraie cause de la ruine du pays réside dans ce fait que la conquête castillane a été très longue et très ardue. Elle a duré près de deux siècles, et ce n'est que pied à pied, morceau par morceau, ville par ville, village par village, qu'elle a arraché le pays aux Arabes. Comment cette guerre de siège et d'assauts continuels n'aurait-elle pas amené la destruction des travaux d'art ? Ceux destinés à l'irrigation ne furent pas démolis par les Castillans pour le plaisir de faire du mal, mais bien par la nécessité des batailles. Et il nous semble découvrir une preuve de notre thèse dans ce fait que le royaume de Murcie conquis très rapidement par les Castillans à la même époque (1241) et sans grandes batailles n'a nullement été dévasté par eux et conserve encore intact aujourd'hui son magnifique système d'irrigations romano-arabes sur une étendue de plusieurs milliers d'hectares¹. Si les Castillans avaient été destructeurs par essence, ils auraient aussi bien saccagé Murcie que l'Andalousie : ce n'est donc pas par principe ou par maladresse, mais par suite des inéluctabilités de la guerre qu'ils ont détruit ou laissé détruire les travaux d'irrigation édifiés par les Romains en Andalousie². Cette destruction effectuée pendant la conquête, avant 1492 est donc antérieure à l'expulsion des Maures, effectuée seulement à la fin du xvi^e siècle.

Peut-être ce désastre eut-il été rapidement réparé si à ce moment l'attention des Espagnols n'avait pas été détournée des préoccupations intérieures par le mirage du Nouveau-Monde.

Au xviii^e siècle, à un moment où l'Espagne se concentre

1. Vidal-Lablache, *Etats et Nations d'Europe*, p. 369.

2. D'ailleurs certains rois castillans ont fait des travaux d'irrigation très remarquables, comme Pierre le Cruel dans les Jardins de l'Alcazar. Valdour, *op. cit.*, vol. II, p. 103.

sur elle-même, la dynastie bourbonnienne n'essaya-t-elle pas en effet de reconstituer au moins en partie le système d'irrigation en Andalousie¹ ? Mais aux environs de l'an 1.500, l'Espagne commençant à être gorgée de l'or venu d'Amérique, ne pense pas à refaire le pays et à mettre en valeur ses richesses intérieures...

Et puis, à ce moment, elle est sous la domination d'une dynastie étrangère qui ne songe pas assez à défendre les intérêts vitaux de la péninsule. Chose piquante, c'est un écrivain allemand qui nous le dit². « L'Espagne a été appauvrie par la politique de la Maison Habsbourg ».

Une autre conséquence des guerres qui ravagèrent l'Andalousie au quinzième siècle mérite d'être mise en lumière. Jusqu'à la chute du royaume de Grenade (1492) c'est-à-dire tant qu'il y eut encore une puissance arabe en Andalousie, on ne savait qui l'emporterait des Maures ou des Castillans. On vivait dans l'instabilité. A chaque instant la guerre pouvait ravager à nouveau tel ou tel point des campagnes andalouses. C'est pourquoi pendant les cent années qui précèdent cette date mémorable de 1492, les paysans, fermiers ou petits propriétaires dont les familles avaient jusque-là labouré le sol de la vieille Bétique, n'eurent guère à cœur de continuer pour leur compte une besogne que pouvait anéantir d'un moment à l'autre un combat inopiné. Ils préférèrent abdiquer leurs droits, devenus d'ailleurs plus théoriques que réels au milieu de l'instabilité générale, pour devenir les employés de gros propriétaires qui leur assuraient dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, la subsistance quotidienne et assumaient à leurs risques et périls la

1. Lavissee et Rambaud, *Histoire Universelle*, t. VII, p. 998.

2. Rud. Leonhard, *Agrarpolitik und agrarreform in Spanien unter Carl III*, p. 1, Berlin, 1909.

gestion du domaine andalou. Comme à toutes les époques d'instabilité complète, la propriété passa aux mains de gros spéculateurs. C'est là l'origine première des « latifundia », de ces immenses domaines de milliers d'hectares entre lesquels se divise aujourd'hui la terre des Huit provinces qui nous occupent. Ce phénomène se produisit spontanément sur tout l'ensemble des territoires où se continuait la lutte entre les deux belligérants et aussi bien sur les terres demeurées momentanément arabes que sur celles devenues récemment castillanes. Il fut accentué au fur et à mesure que se stabilisa la conquête castillane et dans les conditions suivantes :

Dans son ouvrage précité sur le politique agraire en Espagne sous Charles III, l'allemand Léonhard consacre un chapitre intéressant à l'étude de la formation des « latifundia¹ ». D'après cet auteur, presque tout le sol andalou passa aux mains de la Couronne de Castille peu de temps après la conquête. Le roi le concéda en partie à ses chevaliers en fondant d'importants majorats ; le reste fut transformé en *biens d'églises* ou en *biens communaux*. Pour protéger la frontière on construisit des châteaux, autour d'eux on créa des *colonies* et on donna des biens communs aux colons pour qu'ils s'intéressent mieux à la défense du sol. Dans son ouvrage *L'Espagne sous l'ancien régime* Desdevises du Désert², nous dit de son côté : « Dans le sud gagné à grands coups, la noblesse castillane s'est taillé d'immenses domaines sur lesquels la population vaincue a trouvé le plus dur servage. Après l'expulsion des Morisques, les seigneurs terriens n'ayant plus de colons et n'osant faire venir ni noirs, ni Indiens ont constitué des armées de travailleurs mercenaires que leurs intendants lèvent au moment des grands

1. *Op. cit.*, pp. 68 à 92.

2. T. III, p. 16.

travaux et qu'ils reçoivent dans leurs garnisons après la récolte. »

La conséquence immédiate de la création des « latifundia » est double : 1^o Le paysan y vit très malheureux ; 2^o Il se désintéresse de ses travaux qui ne lui profitent pas, même partiellement. *Et l'agriculture décline.*

En Espagne les grands propriétaires andalous n'avaient à cette époque pour la plupart ni la connaissance ni le goût des choses de l'agriculture : c'étaient en général d'anciens soldats devenus terriens par les hasards de la guerre et ils auraient cru déroger en s'occupant de pareilles questions ; Ils ne voyaient dans leurs terres qu'une source de revenus¹, et c'est pourquoi le paysan était malheureux sous leur domination. Si la récolte était mauvaise, pour maintenir les revenus au même taux, on rognait sur les salaires². « En fait la plupart des terres nobles ne se vendaient jamais. Au prix où les compétiteurs la faisaient monter, la terre échappait presque toujours au paysan et là était la cause principale du ralentissement de la vie agricole. S'il eût pu espérer acheter la terre, le paysan serait venu à bout de tous les obstacles, il aurait trouvé le moyen de se passer de bois, de se passer d'eau, de se passer de clôtures, de se passer de chemins, il eût contracté cette aptitude à acquérir, à épargner, à répartir qui est le point le plus essentiel de l'évolution économique. Mais certain de demeurer éternellement journalier, il se désintéressait du sol et ne travaillait que pour gagner sa frugale pitance de chaque jour³ ». Aussi l'Andalousie n'a-t-elle connu pendant des siècles, que l'agriculture extensive et la transhumance. D'ailleurs, « en lutte perma-

1. Desdevises du Désert, *ibid.*

2. Desdevises du Désert, *ibid.* et Blasco Ibanez, *La bodega*, p. 107.

3. Desdevises du Désert, *ibid.*, p. 14.

nente contre l'infidèle le paysan espagnol ne pouvait songer à asseoir sur sa terre une culture définitive. Il installait ses champs où il pouvait s'attachant une année à une portion de sol, pour l'abandonner ensuite aux végétations sauvages et se transporter ailleurs au hasard des batailles. Rien de stable dans cette agriculture. Des siècles durant, elle erre à travers le sud de la péninsule ibérique, avançant et reculant tour à tour, pareille à ces verdure passagères qu'une averse providentielle fait jaillir du désert et que la sécheresse revenue flétrit en un jour¹ ».

Ce rapide exposé fait déjà découvrir tout l'horizon de notre étude, toute l'étendue des problèmes que nous nous proposons de passer en revue dans ce livre. Examiner la *question agraire en Andalousie*, — c'est examiner l'état d'une région où la petite propriété n'existe guère, et où dans les grands domaines qui forment le droit commun, tous les paysans au lieu d'être fermiers ou métayers sont de simples journaliers, d'une région où les procédés agricoles sont mauvais et le rendement des cultures détestables, d'une région où les problèmes sociaux les plus divers (misère du peuple, colère populaire, troubles consécutifs) naissent de cette situation.

Avant de terminer ce chapitre, il convient que nous complétions ce que nous avons dit plus haut sur le régime de « latifundia » en faisant remarquer que ses inconvénients n'ont fait que s'aggraver à travers les âges depuis la constitution des premiers grands domaines.

Au début du xix^e siècle il y avait encore à côté des énormes propriétés constituées par les majorats une partie notable de la terre andalouse, qui appartenait aux munici-

1. Cavaillès. « Le Problème agraire dans le midi de l'Espagne », *Revue politique et parlementaire*, t. I, p. 341.

palités (30% environ de la superficie totale¹). De même le clergé avait aussi de grands biens affectés en partie à des œuvres charitables. L'origine des biens communaux remontait à la conquête mauresque. Pour protéger les frontières on créait des colonies dans lesquels on donnait un bien commun aux colons pour qu'ils s'intéressent à la défense du sol (Léonhard *op. cit.* p. 89.)

Le partage des biens communaux fut décidé en 1813 et réalisé en trois fois, d'abord par Mendizabal en 1836, ensuite et surtout par Espartero O'Donnel en 1855, enfin par la régente en 1888 ... A peine partagées entre les paysans, ces terres furent revendues² par eux dans leur presque totalité soit aux membres de l'aristocratie ancienne, déjà détenteurs de majorats, soit à des spéculateurs qui se constituèrent ainsi des domaines importants. La cause de cette revente, il faut la chercher soit dans ce fait que le paysan n'avait pas les capitaux suffisants pour mettre en valeur le sol qu'on lui donnait, soit surtout dans ceci : c'est qu'il n'était nullement préparé à la propriété privée. Habitué à vivre au jour le jour, en salarié imprévoyant, il aurait eu besoin qu'on lui apprît préalablement à épargner, à prévoir et à gérer, avant que l'on lui mît en main un capital qu'il gaspilla. Ce fut une faute de priver le paysan andalou d'une propriété collective qui lui eût été fort utile. Après la disparition de ces biens communaux auxquels on avait jadis donné le nom de « Banque d'Espagne des classes pauvres », l'émigration augmenta sensiblement : preuve que cette mesure

1. Ce chiffre qui, à notre connaissance n'est cité par aucun auteur, nous a été signalé oralement par plusieurs sociologues et historiens andalous. Il serait conforme aux enseignements recueillis par tradition. V. toutefois Léonhard, *op. cit.*, p. 16. D'après cet auteur, en 1812, sur 55 millions de fanègues de terres cultivées, 17.559.900 auraient été des « biens bourgeois » appartenant à des communes ou à des roturiers. Le surplus était à la noblesse ou au clergé.

2. Et à vil prix, « au dixième de leur valeur » dit Cavallès, *op. cit.*, p. 343.

soi-disant démocratique avait accru la misère des classes populaires¹.

Une autre faute fut commise par les mêmes gouvernements, sous l'influence des idées de l'économie libérale hostile à la propriété corporative. Le ministre Mendizabal fit voter en 1837 l'expropriation des biens du clergé. Ces biens étaient considérables, ils s'élevaient à 9.093.400 fanegas de terres cultivées sans compter les terres incultes². Le but de l'expropriation était triple ; si l'on en croit l'exposé des motifs mis en avant par le gouvernement. On voulait offrir au prolétariat l'occasion de se procurer de petites propriétés par le morcellement des terres d'Eglise et leur vente à crédit ; on voulait supprimer les hauts traitements de certains dignitaires ecclésiastiques et améliorer le sort du clergé des paroisses ; on voulait effectuer une opération fructueuse pour l'Etat qui devait prendre un bénéfice sur la vente des terres. Aucun de ces buts ne fut atteint. Loin de passer aux mains du peuple les terres furent presque toutes acquises de première ou de deuxième main par les gros capitalistes. Ainsi se refit une féodalité laquelle était d'autant plus disposée à être sans entrailles qu'au rebours de l'autre elle se basait sur des rapports réels et non pas personnels³.

Les traitements accordés par l'Etat aux membres respectifs du clergé ne changèrent pas sensiblement la disproportion de revenus existant entre les différentes catégories d'ecclésiastiques⁴.

Enfin, au point de vue financier, l'opération fut très

1. Cavaillès, *op. cit.*, p. 344.

2. Leonhard, *op. cit.*, p. 46.

3. Balmès, *Observations sur les biens du clergé*, édition de l'Imprenta Barcelonesa, Vol. Miscelanea, 7^e éd., p. 156.

4. Cette disproportion de revenus est tellement de notoriété publique qu'il y est fait des allusions constantes dans la littérature. V., par exemple A. Palacio Valdès *La Hermana San Sulpicio*, chap. II, VII.

mauvaise ? Les biens du clergé étaient évalués 2 milliards au total¹. Ceux qui furent vendus ne dépassèrent guère leur prix d'estimation². Ceux qui furent conservés par l'Etat donnèrent à peu près 3 % d'intérêt entre ses mains. Or d'après le projet de Mendizabal, pour subvenir aux charges que jusque-là le clergé assumait par lui-même à l'aide de ses biens et que l'Etat devait désormais supporter en échange de l'expropriation consentie, il fallait ouvrir dans le Trésor Public un crédit annuel de 361 millions³. Le déficit de l'opération était par conséquent énorme. C'est ce qui amène Balmès à en tirer la conclusion suivante : « Quand un particulier, une corporation, ou une classe possède ses propres moyens d'existence, c'est une grande erreur de la part de l'Etat de se charger de leur subsistance en se laissant prendre au désir de s'approprier leurs biens. ».

C'est ainsi que la suppression des propriétés communales et ecclésiastiques accentua les inconvénients des « latifundia » et favorisa la naissance du *caciquisme* politique et social dont nous parlerons ultérieurement.

Mais, avant de terminer ce premier chapitre, il importe pour l'éclaircissement des pages qui vont suivre, que nous disions *un mot* de la population andalouse et de son caractère.

Il est peu de contrées en Europe à avoir subi autant d'influences étrangères et supporté autant de dominations extérieures que l'Andalousie.

Il semble que le fonds de la population andalouse soit avant tout ibère. C'est l'avis exprimé par Fouillée⁴. C'est

1. Balmès, *ibid.*, p. 145.

2. D'après Cavaillès, p. 343, *op. cit.*, elles furent même toutes vendues au-dessous de leur valeur.

3. Balmès, *ibid.*, p. 343.

4. *Op. cit.*, pp. 141 et s.

également l'opinion que l'on retrouve dans les plus récents travaux des archéologues et des historiens locaux contemporains. L'un des plus distingués écrivains de l'Espagne du Sud, Blas Infante, nous expose en effet que le fond de la race est certainement Aryen. Mais d'après lui ces Aryens seraient venus d'Afrique et auraient fondé sur les deux rives du détroit de Gibraltar mille ou deux mille ans avant l'ère chrétienne, une civilisation identique¹. Dans beaucoup de régions, nous dit un historien récent, « ils avaient rendu florissants l'agriculture et l'élevage. Entre les différentes branches d'industrie, ils avaient amené à une grande perfection le travail des métaux. Les mines étaient exploitées d'une façon assez active. Les Ibères avaient une écriture nationale très répandue. Les plus cultivées étaient ceux qui habitaient la basse Andalousie. Ils avaient leur histoire, leurs chansons de gestes et ils vivaient sous l'empire de lois écrites. Ils ont laissé des monnaies frappées² ».

Mille ans environ avant Jésus-Christ, les Phéniciens installèrent de nombreuses colonies autour du détroit de Gibraltar, fondant notamment Malaga, Cadix, et s'enfonçant dans les terres. Ils ont laissé des monuments impressionnants, comme l'Alcazar de Malaga. Mais rien ne semble indiquer qu'ils aient laissé une empreinte quelconque d'ordre physiologique ou moral sur la population.

Un peu plus forte semblerait avoir été, suivant Blas Infante³, l'influence des Grecs. Ceux-ci commencèrent dès 700 avant Jésus-Christ, à fonder des colonies en Espagne. Les autochtones entretenaient toujours les meilleures relations avec eux. La ville de Tartes à l'embouchure du Bétis

1. *Ideal Andaluz*, p. 59.

2. Sanchez Casado, *Historia de España*, p. 6.

3. *Op. cit.*, chap. II.

ou Guadalquivir, dont les habitants étaient les amis fervents des Grecs¹ eurent pour les Ioniens les plus incroyables libéralités. D'après Hérodote, un roi du pays bétique, Arghantonio, offrit, même un fraternel refuge aux Grecs chassés d'Ionie, et sur leur refus, les combla des plus riches-présents². Il exista donc une très grande affinité intellectuelle entre les Andalous du VII^e siècle avant notre ère et les Grecs de la même époque. Et Blas Infante va même jusqu'à dire que le particularisme qui aujourd'hui encore est une des caractéristiques de l'esprit andalou à son origine dans une forte emprise grecque.

Faut-il aussi attribuer une importance semblable à l'influence carthaginoise ? N'oublions pas en effet, que les soldats de Carthage conquièrent la Bétique au VI^e siècle avant Jésus-Christ et y demeurèrent jusqu'au III^e. Malgré cette longue occupation, les Carthaginois ne semblent pas avoir laissé en Andalousie d'empreinte durable et profonde. Sans doute, maîtres du pouvoir, cherchèrent-ils à africaniser le plus possible le pays conquis. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, l'Andalousie ibère était déjà en partie africaine. Et au surplus les carthaginois n'envoyaient dans le pays que des trafiquants, des soldats mercenaires et des administrateurs qui, même s'ils se mêlèrent peu à peu à la population, furent toujours considérés par elle comme des tyrans oppresseurs. Si donc, il y eut entre Ibères et Carthaginois une fusion relative, ce furent finalement les éléments autochtones qui dominèrent et qui forcèrent les envahisseurs à s'adapter au milieu³.

Lorsque la domination romaine succéda à la domination

1. Sanchez Casado, *op. cit.*, p. 6.

2. Blas Infante, *op. cit.*, p. 71.

3. Blas Infante, *op. cit.*, p. 37.

punique en l'an 206 avant Jésus-Christ, après les guerres conduites par les Scipions, il n'est pas douteux qu'il y eut de ce fait dans l'Espagne tout entière et en particulier en Andalousie, un puissant apport de civilisation. Ce furent les Romains, qui exécutèrent notamment, comme nous l'avons exposé plus haut, ces magnifiques travaux d'irrigation dont on peut encore admirer les restes dans la région de Valence. Attirés par la douceur du climat, leurs colons vinrent s'installer nombreux en Bétique. Ils se fusionnèrent rapidement avec la race ibère ; la meilleure preuve que l'on puisse en apporter, c'est la création de cités peuplées entièrement de métis comme Carteya¹ et celle de nombreuses villes libres. Par la suite, la population andalouse vivant dans les termes les plus amicaux avec les Romains, fournit à l'Empire un puissant contingent de lettrés et même de souverains. Les écrivains, Gellius Italicus, Lucain, Colomelle, Sénèque, les empereurs Trajan, Adrien, Théodose étaient des Andalous.

Quelle qu'aît été sur la race andalouse l'influence de tous les peuples dont nous venons de parler, elle semble avoir été moins forte néanmoins que celle des Vandales. « Le fonds de la population est ibère, nous dit Fouillée², mais avec un grand apport de sang vandale, » Sans doute, cette affirmation de l'illustre géographe est contredite par un auteur espagnol contemporain que nous avons plusieurs fois cité, Blas Infante³, qui va même jusqu'à affirmer : « Il n'est pas sûr que nous autres andalous, nous ayions dans les veines la moindre goutte de sang vandale. L'inva-

1. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 39.

2. Fouillée, *op. cit.*, p. 141.

3. *Op. cit.*, p. 74.

sion des barbares germaines ne fût qu'une rafale passagère qui passa sur le pays pour aller mourir en Afrique¹ ».

Nous avons de la peine à accepter pour notre part la thèse de Blas Infante et nous serions enclins à conclure dans le sens de Fouillée. Toutefois quand Fouillée parle de sang vandale, il importe peut-être de spécifier qu'il s'agit de Vandales mélangés à des Wisigoths. Les Vandales en effet, ne sont entrés en Espagne qu'en l'an 409. Ils la quittèrent dix-neuf ans plus tard, en 428, sous la pression des Wisigoths. Il semble difficile qu'en si peu de temps, ils aient pu profondément modifier le sang de la race. Si tous les Vandales ne passèrent pas en Afrique, si certains d'entre eux restèrent en Andalousie, ceux-ci devinrent aussitôt les sujets des Wisigoths dont ils étaient les proches parents et se mêlèrent à eux. Ce sont donc des Vandalo-Wisigoths qui à partir de 428, dominent en Andalousie. Vers 572 c'est à Séville que le roi Léovigilde installa la cour wisigothe, elle y demeura jusqu'en 711, date du débarquement des Arabes. Il est difficile d'admettre que tout un peuple installé solidement dans un pays pendant 140 ans, y possédant sa capitale, ne se soit pas presque entièrement fusionné avec les autochtones. Il ne s'agit plus en effet seulement de colons comme sous les Phéniciens, les Grecs, les Carthaginois, les Romains ; ce sont toutes les tribus vandales d'abord, toutes les tribus wisigothes ensuite, hommes, femmes, enfants avec leurs troupeaux et leurs biens qui, en masse ont envahi

1. Blas Infante va même jusqu'à affirmer que le mot « Andalousie » n'aurait pas son étymologie dans l'appellation de « Vandalousie » comme on le prétend habituellement. Si cette origine eût existé les historiens contemporains, dit-il, n'auraient pas manqué d'employer le mot ; or, ni saint Grégoire ni saint Isidore ne prononcent cette appellation. D'après Guichot, conclut Infante, le mot « Andalousie » serait né à l'époque arabe du nom de la presqu'île où débarquèrent les conquérants musulmans « El Andalos », aujourd'hui Tarifa.

le pays. La fusion était fatale, d'autant plus qu'elle se produisit à une époque où la conversion de l'Europe au christianisme imprima des caractères spéciaux et nouveaux à sa civilisation. C'est pourquoi l'affirmation de Fouillée, comprise en ce sens que par Vandales il désigne non seulement les tribus portant ce nom mais sous-entend aussi les Wisigoths, semble bien difficilement contestable.

Pour les mêmes motifs, Fouillée a raison de dire que la race andalouse a reçu aussi un grand apport de sang arabe. Ce n'est en effet que sept siècles après leur arrivée, que les arabes furent définitivement chassés de l'Andalousie. Ils firent donc bénéficier le pays de leur génie propre et de leur civilisation acquise qui se mélangea harmonieusement avec celle déjà existante. C'est l'époque où l'Andalousie devient un des grands foyers intellectuels d'Europe et rayonne sur le Monde par ses universités nombreuses, par ses artistes, par les produits de son industrie, par la fécondité de son agriculture.

Tout cela est en partie détruit par les ruines de la longue et difficile conquête castillane. Les Castillans rendent à la civilisation andalouse le caractère chrétien qu'elle avait momentanément perdu. Mais ils ne modifient pas profondément la race, n'amenant guère sur la vieille Bétique des soldats et des fonctionnaires. Au surplus, les Castillans, eux aussi en grande partie de sang ibère, sont proches parents des Andalous. La race telle qu'elle résulte des mélanges ci-dessus décrits, a donc acquis à peu près sa composition définitive au moment où l'Espagne se trouve à nouveau unifiée.

Elle a reçu d'ailleurs un autre apport, permanent et puissant, celui de son ciel, de sa lumière, de son soleil. Son intelligence à la même clarté que le firmament par les midis

d'été, elle possède la même ardeur, elle semble consumée par un feu dévorant.

L'Andalou est un être essentiellement vif et actif, prompt à se mettre en colère, prompt aussi à dépenser pour autrui les trésors de son cœur aimable et généreux, capable de gros efforts, de travail suivi, capable aussi des plus noirs découragements et des paresse les plus prolongées. C'est un homme au corps généralement vigoureux et résistant, mais c'est au moral un impressionnable et un sensitif. Ceci est à retenir pour bien comprendre tous les problèmes dont nous allons maintenant étudier les différentes faces.

CHAPITRE II

UNE DES FACES DE L'ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE L'ESPAGNE.

LE CACIQUISME EN ANDALOUSIE.

L'ADMINISTRATION ET LES TRAVAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. LES POUVOIRS PUBLICS ET L'INSTRUCTION.

L'organisation politique de l'Espagne à travers les cinquante dernières années, a eu une grosse répercussion sur les problèmes économiques. L'Espagne a vécu en fait jusqu'en 1923 et en droit jusqu'en 1931 sous le régime de la Constitution du 30 juin 1876. Cette constitution établissait la monarchie constitutionnelle. Le pouvoir législatif appartenait à un parlement composé de deux Chambres : celle des Députés élue à un suffrage quasi universel, et le Sénat composé en partie de membres de droit et en partie de membres élus à un suffrage restreint ou de représentants des grands corps de l'Etat. Le Roi détenait en droit le pouvoir exécutif mais on peut dire qu'en fait et bien que ces mots ne fussent pas littéralement inscrits dans les textes : « Il régnait et ne gouvernait pas. » Il ne pouvait en effet rien faire sans la signature de ses ministres responsables devant le Parlement. Ce sont donc ces derniers qui détenaient en principe le pouvoir et pratiquement, c'étaient

plutôt les chambres qui étaient les véritables maîtresses du pays : Par leurs votes, elles dictaient aux ministres soumis à leur contrôle des ordres impératifs.

Or, sous la monarchie, la vie parlementaire en Espagne présentait un caractère assez particulier. Elle reposait entièrement sur la succession au pouvoir, perpétuelle et fréquente de deux grands partis, celui des conservateurs et celui des libéraux ¹. Cette succession au pouvoir, le « *torno de partidos* » semble avoir été une chose voulue par les fondateurs des deux groupements politiques en question : Canovas et Sagasta. Ils y voyaient un gage de sécurité, une certitude de bonne administration, car ils admettaient comme chose indiscutable que de l'émulation entre conservateurs et libéraux naîtrait le désir de bien faire et l'application au travail.

La réalité des choses a été différente. La concurrence entre les partis a amené dans les provinces des luttes politiques acharnées. Les combats électoraux ont pris dans les villages de grandes proportions, et ils ont apporté aux agents des différents partis une puissance aussi formidable que néfaste. Cela a donné naissance à cette situation à peu près inconnue dans les autres nations de l'Europe que l'on appelle le « *Caciquisme* » ².

Le Caciquisme, c'est la situation sociale et politique résultant dans les villages de ce fait que la masse populaire est entièrement tyrannisée par les abus et les exactions des caciques. Qui désigne-t-on de ce nom ?

« Le cacique ou politicien de clocher est ce personnage

1. Le parti radical n'avait été fondé par Canalejas que peu de temps avant sa mort. Il n'a eu, ainsi que les partis socialiste, républicain, régionaliste qu'une action relativement restreinte au Parlement.

2. V. Angel Marvaud, *L'Espagne au xx^e siècle*, 3, pp. 79, 89.

qui possédant dans sa localité quelque influence réelle, beaucoup d'audace et peu de scrupules, compte sur l'appui du gouverneur ou du ministre¹. » Il arrive à acquérir une puissance formidable si bien que les luttes électorales se circonscrivent entre les caciques. Souvent sans scrupules, il lui arrive de servir successivement les libéraux et les conservateurs. Parfois il *régne* sur tout une région. Au dessous des caciques régionaux, il y a les « tiranos chicos » des petits villages dont la place n'est pas sans profits matériels.

Profitant de son influence politique² « le tirano chico » convertit en terres irriguées les champs desséchés de ses partisans et il prive d'eau les terres irriguées de ses ennemis. Il s'empare peu à peu des propriétés contigües à ses propres domaines, il se sert pour les travaux à effectuer dans ses fermes de la prestation vicinale, lui-même ne paie pas d'impôts bien qu'il possède les meilleures terres ; ses troupeaux paissent librement dans les domaines de ses voisins... Sauf ses créatures qui occupent les places de juge municipal, d'alcade ou de syndic, tous ont à craindre ses rigueurs et son courroux ».

Le caciquisme est né en grande partie de l'absentéisme des grands propriétaires andalous. Ceux-ci, au lieu de demeurer dans leurs domaines, en confient la direction absolue à des subordonnés. C'est ainsi que l'unique maître des immenses pâturages de l'Isla Mayor dans le Guadalquivir, habite Paris. Dans la région du chêne liège, à Cadix, il y a un domaine de 18.000 hectares dont le propriétaire est à Madrid etc... Les gérants des grands domaines (intendants ou fer-

1. D'après Posada, cité par Marvaud, *op. cit.*, p. 38.

2. D'après Costa, v. *Cronica Méridional de Almeria*, 4, oct. 1900, cité par Marvaud, p. 37, *op. cit.*, en note.

miers généraux) ont formé la classe sociale qui a produit le plus grand nombre de caciques¹.

Ceux-ci entretiennent la classe des journaliers agricoles dans un état de misère qui confine à celle des esclaves antiques².

Ils deviennent d'ailleurs souvent propriétaires eux-mêmes et comment ...

Dans un discours fait à la Chambre des députés³, l'orateur Fernando de Los Rios citait le fait suivant : « Je livre ceci aux méditations de MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice et de la Chambre : Dans une pueblo de la province de Grenada, à Jayens, il existe en faveur d'un propriétaire une concession royale de 20 à 30 hectares. Elle s'est transformée en un patrimoine de 8.000 hectares. Tout le district municipal appartient aujourd'hui à un seul propriétaire. Depuis 1880 environ jusqu'à maintenant ce patrimoine s'est augmenté de 4.000 hectares sans qu'il y ait un seul titre d'acquisition ou de transmission qui le justifie. Des exemples comme celui-là peuvent être cités dans tous les villages du sud de l'Espagne. De là, à notre avis, l'impérieuse nécessité de faire une enquête sur la situation de tous les biens particuliers et une révision des droits. » Anticipa-

1. Cavaillès. « Le problème agraire dans le midi de l'Espagne », *Revue politique et parlementaire*, t. I, pp. 343 et ss., 1906.

N.-B. — En 1920, un sociologue de Séville, M. Monge y Bernal, avocat et homme politique d'extrême droite, me disait : « Il y a deux aristocraties en « Andalousie, celle qui descend des anciens seigneurs et celle qu'ont formée « voilà 80 ans les acheteurs de terres municipales et des biens religieux. « Aujourd'hui, l'ensemble des deux aristocraties s'est désintéressé de la « terre. L'aristocratie a des intendants ou bien loue à de grands fermiers « généraux qui relouent eux-mêmes quelquefois à d'autres fermiers généraux « moins importants. Ces intermédiaires sont une véritable plaie si bien qu'il « y a quelques années un ministre mauriste proposa d'interdire la sous-locat-
« tion des terres ».

2. Conférence de M. Bernard Michel à la Société d'Économie Sociale, v. *La réforme sociale* 1919, 1^{er} semestre, p. 457.

3. Cité par *El Socialista*, du 16 février 1920.

tions sur les grandes propriétés voisines, occupation des dernières terres communales non vendues, tentatives de chantage, pressions administratives, persécutions judiciaires se terminant à titre de transaction par l'occupation sans titres d'une partie de la terre d'un voisin, voilà les moyens employés par les caciques pour augmenter leurs propriétés. A Cazalla de la Sierra, la municipalité possédait jadis plusieurs milliers d'hectares ; les caciques se les sont appropriés¹.

Mécontentement général, menaces constantes de révolution sociale, mauvais état des cultures, mauvaise administration, absence d'instruction dans les classes populaires, voilà le résultat de cet extraordinaire état de choses.

L'administration en face de tout cela est restée jusqu'à ces dernières années terriblement déficiente. Ce n'est pourtant pas faute d'être informée. En 1869 et 1873, le vétérinaire Perez, de Alama, se livre à la plus minutieuse information qui se puisse imaginer. En 1882 et 1883, après les attentats d'une bande de révolutionnaires dont les intrigues sont connues sous le nom de « conspiration de la main noire » la police envoie au gouvernement des renseignements de toutes sortes. En 1902, puis en 1906, l'Institut de Réformes Sociales² s'adonne à deux enquêtes très approfondies. Enfin en 1919, une nouvelle enquête est faite par la même administration dans la province de Cardoue.

« L'Espagne, son gouvernement, son parlement sont « saturés de renseignements et d'informations ; et on peut « dire que les paysans andalous ont peut-être raison de « réclamer que l'on cesse d'étudier pour mettre la main en « plein dans le mal et pour remédier à un état de choses

1. *Revue « Andalucia »*, 15 octobre 1921.

2. Organisme Officiel qui équivaut au Ministère du Travail français.

« dont tout le monde souffre. Mais le temps passe et il ne
 « se fait absolument rien ... Il existe des projets de réforme
 « sur les bureaux des deux Chambres ... Le Parlement ne
 « se prononce jamais sur eux... En vingt ou trente séances
 « il lui arrive parfois de discuter le phénomène des violen-
 « ces ... Il ne trouve pas de temps pour résoudre le problème.
 « ... Et le mois de Mai revient toujours, ramène la même an-
 « goissante question : La moisson se fera-t-elle en Andalou-
 « sie ? Reverra-t-on les incendies de champs de blé ? »¹.

Comme frappés de stupeur en face du problème agraire, Parlement et Gouvernement sont pendant bien longtemps demeurés figés dans une complète inaction. Ils ne faisaient rien pour tenter de remédier aux maux dont souffre la plaine andalouse.

Au point de vue social, ils assistaient impassibles aux grèves de fonctionnaires². Au point de vue des travaux publics, ils laissaient s'ensabler les rivières, notamment le Guadalquivir³. ils ne travaillaient pas à l'utilisation des richesses nationales, par exemple à celle de la houille blanche qui, si elle était exploitée, permettrait à l'Espagne de faire à l'étranger une exportation fort intéressante, notamment de fournir de l'électricité au Portugal, lequel manque de charbon et l'importe à grands frais d'Angleterre⁴. Le service des transports était souvent lamentables : en 1920, par suite du mauvais fonctionnement des chemins de fer le pain a manqué à Malaga, durant cinq jours⁵.

Sans doute quelques efforts ont bien été faits par l'Etat

1. Conférence d'Ossorio Gallardo, ancien ministre, cité dans *El Debate*, du 29 février 1920.

2. Lepelletier, *Réforme Sociale*, p. 530, 1919.

3. Senador Gonez, *La Cancion del Duero*, pp. 19 ss.

4. *Ibid.*, p. 142.

5. Diario de Malaga, les 17, 18, 19, 20 février 1920.

et nous aurons à les examiner au cours des chapitres suivants, mais ils ont laissé jusqu'ici subsister le problème.

L'incurie gouvernementale a cependant fort heureusement diminué d'une façon très nette, à partir de la dictature. De 1923 à 1928, le Maréchal Primo de Rivera et ses collaborateurs ont fait un gros effort pour la mise en valeur de l'Espagne. Ils ont été de grands bâtisseurs ; ils se sont attaqués aux travaux publics, construisant de nouvelles routes, de nouvelles voies ferrées et améliorant les moyens de communication préexistants.

Il rentrait par ailleurs dans les plans du dictateur de procéder à des travaux d'irrigation pour mettre en valeur les terres andalouses. Mais l'effort premier ayant porté sur les chemins de fer et sur les routes, la dictature est tombée avant d'avoir pu aborder cette autre partie de son programme.

Notons aussi en passant, que Primo de Rivera a cherché à diffuser le plus possible la petite propriété. Alors que, de 1907 à 1922, la monarchie constitutionnelle n'avait consacré à cette œuvre que 13.260.093 pesetas en 15 ans, le Dictateur y a consacré de 1925 à 1928, c'est-à-dire en 3 ans, une somme de 12.473.061 pesetas. Voici quel fut son procédé : de grands domaines étaient achetés de gré à gré par l'Etat à des propriétaires désireux de vendre. Ils étaient divisés en parcelles suffisamment grandes pour que chacune pût constituer un bien de famille. Et ces parcelles étaient livrées, nues, à des travailleurs agricoles. La dictature morcela ainsi 27 grands domaines en 4.202 petites propriétés¹. Elle créa donc 4.202 nouveaux propriétaires en trois ans alors que par le même procédé la mo-

1. Cristobal de Castro, *Al servicio de los campaninos*, 2^e éd., p. 199, Madrid, 1931.

narchie constitutionnelle n'en avait créés que 1.700 en quinze années. Mais Cristobal de Castro fait remarquer que de 1907 à 1922, les Gouvernements avaient pris soin dans les colonies agricoles ainsi créées d'organiser des édifices communaux (magasins, caves, etc...) et de doter chaque bien de famille de bâtiments d'habitation et d'exploitation. La dictature au contraire, livra des terres nues, sans constructions d'aucune sorte et sans organisation communale susceptible d'aider les particuliers.

Castro critique en outre ce fait que la gestion de la dictature ne fut soumise sur ce point à aucun contrôle budgétaire¹.

Le Gouvernement républicain depuis son avènement semble s'être surtout préoccupé d'une question assez spéciale et jusqu'à un certain point nouvelle : celle du chômage à la campagne. Il a promulgué plusieurs décrets pour remédier à ce fléau et pour établir en même temps le statut juridique des ouvriers agricoles. Nous aurons occasion de les étudier plus loin au chapitre VII.

Cette incurie ou plutôt cette inaction du Gouvernement et du Parlement se manifestait également d'une façon toute particulière dans le domaine de l'Instruction publique. Il est évident que l'analphabétisme des classes rurales andalouses contribue beaucoup au non-perfectionnement de l'agriculture. Il est peu de pays en Europe où il existe autant d'illettrés.

En effet, si Altamira², nous déclare qu'en 1897, les illettrés espagnols étaient au nombre de 11.945.872 sur 17.656.652 habitants et en 1910 d'après le recensement de 11.867.455 sur 19.995.686 habitants, il faut tenir compte

1. *Ibid.*

2. *Psicologia del pueblo espanol*, p. 332.

de ce fait que cette proportion d'illettrés est beaucoup plus forte en Andalousie que dans le reste de la péninsule. En effet le même auteur nous déclare que dans les seules huit provinces de l'ancienne Bétique il existe 2.759.105 habitants sur 3.828.916 (population totale) qui ne savent ni lire ni écrire.

Sans doute ces chiffres qui sont basés sur le recensement de 1910 ne correspondent plus à l'exacte vérité. Mais cependant des journaux nous déclaraient encore voilà quelques années, qu'il existait en Espagne 30.000 villages sans école et que 90 % des écoles nationales disposaient de sommes insuffisantes pour leur matériel (166 pesetas par an)¹.

Le 7^e Congrès de l'Association pour le Progrès des Sciences qui se tint à Bilbao du 7 au 12 septembre 1919, aboutit à des conclusions identiques. D'après le discours du ministre par rapport au plan de la loi de 1857, il restait alors 8 à 12.000 écoles à construire et il en aurait fallu 30.000 en tenant compte du nombre d'enfants qui s'élevait à 4 millions. Il fallait environ 100.000 maîtres en plus, là où il n'y en avait que 28.000. De plus, il n'y avait en 1919 que 140 inspecteurs pour toute l'Espagne, ce qui était fort peu, chacun ne pouvant voir chaque école que tous les deux ans².

Malgré quelques efforts accomplis sous la dictature, l'instruction générale n'a pas fait depuis lors de bien grands

1. *El Liberal de Sevilla*, 30 déc. 1919.

2. *Revue « Ingeniera »*, 20 septembre 1919 (revue scientifique et économique publiée à Madrid).

N.-B. — Il convient d'ailleurs de remarquer que les chiffres du Ministre ne semblent pas tenir compte des enfants élevés dans les écoles privées. Le raisonnement de l'Administration apparaît donc comme supposant tous les enfants fréquentant les écoles publiques. Or, autant que nous avons pu le constater par nous-même, il existe encore en Espagne un assez grand nombre d'écoles privées. Les chiffres des écoles publiques à construire et des maîtres à recruter est donc inférieur en réalité aux chiffres officiels précités.

progrès en Espagne : jusqu'ici en ce qui concerne l'extension de l'instruction, il semble que les pouvoirs publics se soient bornés à faire des rapports et à publier des discours.

En Andalousie, il y a certainement eu toutefois un effort pratique qui a été fait dans différents centres intellectuels et sociaux. Le parti régionaliste andalou a fait une sérieuse campagne pour émouvoir l'opinion publique sur les dangereuses conséquences du manque général d'instruction.

De même les syndicats catholiques agraires ont fait tous leurs efforts pour remédier à ce qu'il appellent « l'analfabetismo ». Le 19 février 1920, dans un meeting tenu à Montilla sous la présidence du comte de la Cortina, un des orateurs, le Père Novarrès recommande aux Syndicats de la province de Cordoue de travailler d'une façon pratique contre l'ignorance générale, au besoin en faisant instruire directement par leurs propres moyens leurs adhérents et les enfants de ceux-ci¹.

L'idée ainsi jetée au Congrès de Montilla semblait admettre que les pouvoirs publics laissés à eux-mêmes sont insuffisants pour résoudre le problème. Tel était aussi l'avis du Ministre de l'Instruction Publique en 1921. Ce ministre déclarait en effet à la Chambre des Députés (Séance du 27 avril) qu'on ne ferait rien de pratique si on ne déchargeait pas l'État de la direction générale de l'Enseignement, si on ne donnait pas à l'Université une autonomie complète et la personnalité juridique.

Peut-être les Universités auraient-elles pu aboutir à quelque résultat alors que l'État depuis 1857, date de la dernière loi sur l'enseignement public, est demeuré impuissant. Il ne faut pas oublier en effet que les nombreuses

1. *El Debate*, numéro du 4 mars 1920

révolutions qui ont eu lieu en Espagne depuis cette époque ont paralysé l'action publique de l'Etat. Elles n'auraient peut-être pas paralysé l'action d'une personne morale telle que l'Université qui aurait conservé sa direction unique et inchangée au milieu des successions de ministères.

Depuis l'avènement de la République, les pouvoirs publics ont décidé la création de 7.000 écoles nouvelles et le Parlement y a consacré un crédit de 12.886.000 pesetas. Une nouvelle loi est en préparation pour réorganiser l'instruction publique¹.

1. Voir par exemple A.B.C. du 18 octobre 1931, p. 36.

CHAPITRE III

**LES CULTURES EN ANDALOUSIE. LEUR ÉTAT ACTUEL.
PAUVRETÉ ET RICHESSE DES TERRES.
INSUFFISANCE DES RENDEMENTS.
DÉBOISEMENT. IRRIGATION. GENRES ET PROCÉDÉS
DE CULTURE.**

Nous venons de voir dans quelles conditions politiques vivaient les provinces andalouses. Il importe maintenant pour bien nous rendre compte du problème agraire d'examiner l'état de l'agriculture elle-même.

Nous avons dit que jadis l'Espagne et surtout le sud de celle-ci avait été d'une fertilité inouïe et qu'on avait pu la considérer comme le grenier de toute une partie de l'ancien Monde. Il n'en est malheureusement plus ainsi aujourd'hui et nous dirons pourquoi dans les pages qui suivent.

Dans un ouvrage intitulé : « La Resena Geografica y estadística de Espana » édité en 1912, nous lisons les lignes que voici : « Très clairsemées et très petites sont les zones qui « présentent un aspect fertile et qui peuvent nous faire « croire que l'Espagne est un pays riche par son agriculture. « A coup sûr, il y a des zones qui sont de véritables vergers, « mais le reste du pays, bien qu'incontestablement, il n'en « ait pas toujours été ainsi jadis, est aujourd'hui extrême-

« ment pauvre. Il est complètement sec. Il n'a pour ainsi
« dire aucune végétation. La population est très clairsemée.
« Les rivières passent dans des campagnes brûlées qu'elles
« ne fertilisent pas, mais qu'elles dévastent par leurs inon-
« dations. On peut marcher des jours entiers dans nos cam-
« pagnes sans rencontrer aucun être vivant et sans entendre
« le chant d'un oiseau.

« Les bois, qui dans les âges passés, couvrirent les cimes
« de nos sierras, ont été complètement rasés et les petites
« forêts qui demeurent disparaîtront dans peu d'années si
« la haine acharnée qu'éprouvent contre les arbres tous les
« paysans espagnols ne s'arrête pas bientôt et si les classes
« dirigeantes ne prennent soin d'apporter un remède à ce
« mal.

« La décadence de notre ancienne richesse forestière est
« extrêmement rapide. D'année en année, on voit se trans-
« former en landes des sites qui étaient autrefois touffus. La
« vie s'enfuit de ces coins-là, les pluies les dégradent chaque
« fois un peu plus et les montagnes présentent un squelette
« décharné des roches vives, et c'est ainsi que de grands
« morceaux de notre territoire deviennent petit à petit
« déserts.

« Les zones désertes doivent quelquefois leur désolation
« aux conditions naturelles du sol que personne ne peut
« améliorer. Mais elles le doivent plus fréquemment au
« déboisement de nos forêts. En Espagne, il y a des terrains
« qui par leur situation et par la composition de leur sol
« sont naturellement arides, mais qui sont susceptibles
« d'amélioration et qui peuvent même être préparés pour la
« culture. Ces terrains sont actuellement de véritables step-
« pes d'un sol pierreux, argileux ou siliceux dans lesquelles
« ne peuvent pousser présentement que quelques plantes

« anémiques d'une couleur grise, seules capables de résister
« à une grande sécheresse et à des variations de tempéra-
« ture qui varient de 60 degrés .

S'il faut en croire l'ingénieur agronome Enrique Alcaez dans un article publié en décembre 1912 au Bulletin Mensuel des Institutions Economiques et Sociales de l'Institut International d'Agriculture de Rome, l'Espagne comprendrait 19.883.000 hectares de terrains cultivés. 4,912.000 hectares de bons ou mauvais bois, 20.800.000 hectares de terres incultes sans arbres ni arbustes et 4.856.000 hectares de terres, qui sont, non seulement incultes, mais incultivables .

Sans doute, dans les terrains incultes, il existe des troupeaux qui cherchent tant bien que mal leur vie, mais on peut considérer le revenu qu'en tire le pays comme insignifiant, tellement est médiocre la nourriture que trouvent les bêtes dans ces semblants de prés. D'après Alcaez, il faudrait en effet un hectare pour nourrir une brebis.

Si ce que nous venons de dire s'applique à l'Espagne en général, cela s'applique encore bien plus à l'Andalousie. Ainsi que nous l'avons déjà dit, le grand mal actuel est le défaut d'irrigation. C'est le manque de politique hydraulique qui fait le plus de tort à la culture andalouse.

Nous avons exposé dans le chapitre, 1^{er} comment la destruction des canaux creusés par les Romains était due principalement aux deux siècles de guerres qui ont ravagé l'ancienne Bétique pendant la conquête des Castillans sur les Arabes.

Pour être juste, il faut d'ailleurs ajouter que les vain-

1. Cité par le vicomte de Eza, député aux Cortès dans *El Problema agrario en Espana*, p. 12.

2. *Ibid.*, p. 15.

queurs ne surent pas toujours comprendre non plus le parti qu'ils pouvaient tirer des fleuves comme voie de communication. C'est ainsi que sur l'instigation des meuniers de Cordoue, Pierre le Cureau fit détruire le lit artificiel du Guadalquivir qui avait été créé partie par les Arabes, partie par les Romains pour assurer la navigation du fleuve jusqu'à Cordoue. Or, Cordoue, qui était alors le foyer d'une civilisation formidable, qui avait un million d'habitants à une époque où Londres n'était qu'une petite ville, vit sa splendeur tomber du jour au lendemain. Elle n'était quelque chose que parce qu'elle communiquait jusqu'à Séville par le Guadalquivir. Le geste de Pierre le Cruel profita peut-être à quelques meuniers, mais il intercepta les communications de Cordoue avec le monde et réduisit presque cette ville au rang d'un hameau. La canalisation du Guadalquivir était tellement bien une des causes de la richesse andalouse que les Français en 1809 cherchèrent à rétablir, tout au moins d'une façon précaire des moyens de navigation entre Cadix et Cordoue par le Guadalquivir¹. A vrai dire, le gouvernement a bien essayé de remédier à cet état de choses au moins en ce qui concerne les voies de communication, mais les canaux qu'il a essayé de créer ont été faits d'après des plans défectueux et on a gaspillé des sommes énormes sans arriver à rien². Quant au propriétaire, il apporte la plus grande mauvaise volonté à faire des travaux d'irrigation, comprenant d'ailleurs très mal son intérêt à cet égard puisque les terrains irrigués (les terrenos de regadio) se louent cinq fois plus cher que ceux de « secano ».

Le manque d'irrigation n'est pas le seul mal. Le déboisement est tout aussi néfaste.

1. Senador Gomez, *La Cancion del duero*, p. 91.

2. *Ibid.*, p. 47.

« Quand il y avait chez nous des montagnes boisées « chaque feuille conservait des gouttelettes quand il pleuvait. Ainsi que le disait Elisée Reclus, vingt minutes de pluie faisaient pleurer les bois tout un jour¹ ». Actuellement les eaux qui tombent sur les pentes déferlent sur le sol et les terrains ne s'imprègnent pas. D'après Louis de Hoyos Sainz, professeur d'agriculture à Madrid, il se déverse ainsi dans le Guadalquivir, 4.200 millions de mètres cubes d'eau par an, qui, s'il existait des arbres, seraient absorbés par la terre².

Une forte campagne en faveur du reboisement avait été faite par l'illustre écrivain Costa. Ce dernier préconisait beaucoup l'arbre fruitier et les arbres de bordure qui en retenant la pluie sur leurs feuilles sont des agents de fécondation³.

Mais la replantation n'est jusqu'ici pas en vogue en Espagne et les ingénieurs et propriétaires qui veulent replanter se heurtent à la mauvaise volonté du pays. Cependant certains ont réussi à faire œuvre importante, par exemple Don Angel Fernandez de Castro, qui, dans son domaine de Puerto Santa Maria a planté en un an 40.000 pins, 1.000 eucalyptus et 11.000 acacias sur 37 hectares de terrain. Le même a planté 47.000 pins dans 16 hectares de terrain à Veger et 25.000 arbres dans 10 hectares de terrain à Huelva. Cet homme a enrichi considérablement l'Andalousie⁴. Son

1. *Ibid.*, p. 194.

2. Dans un chapitre curieux de son livre « *La Cancion del duero* », chapitre intitulé *El Santo Arbol de la Guarda*, p. 197 à 229, titre qui pourrait se traduire : « L'Arbre sacré qui monte la garde », Senador Gomez voit dans l'arbre une sécurité militaire, la protection des frontières pour retarder la marche des armées ennemies. En Andalousie, dit-il, les forêts devraient protéger la frontière du Portugal. Elles devraient également permettre de nouveaux Baylen.

3. Costa : *El Arbolado y la patria*, chap. 1 et *Agricultura armonica*, p. 573, 1^{er} par Blaz Infante *Ideal Andaluz*.

4. Senador Gomez, *La Cancion del duero*, p. 31.

exemple aurait besoin d'être suivi, car, s'il faut en croire Senador Gomez, l'Espagne aurait importé en 1907 pour 44 millions de pesetas de bois¹.

S'il est vrai que le déboisement exerce une influence sur la sécheresse des terres et par voie de conséquence sur les mauvais rendements, il est incontestable qu'il serait urgent de faire du reboisement en Espagne, car les rendements sont extrêmement mauvais dans la culture. L'Espagne devrait pouvoir exporter du blé si l'Andalousie était bien cultivée.

Or, en 1906 elle a importé 500.000 tonnes de blé, en 1913 174.000 tonnes, en 1915 371.000 tonnes et en avril 1918, il manquait 400.000 tonnes pour arriver à la récolte et faire la soudure².

Certaines terres andalouses auraient, dans les grandes propriétés le rendement de 9,79 quintaux métriques à l'hectare³, mais dans d'autres elles n'auraient guère qu'un rendement de 5 hectolitres par hectare⁴.

Des rendements bien supérieurs, nous a-t-on dit, auraient été obtenus dans de toutes petites propriétés où on aurait atteint le rendement de 19 quintaux à l'hectare. Mais il convient de remarquer, qu'il s'agit là de propriétés situées dans les parties irriguées de l'Andalousie. Dans les mêmes régions, les grandes propriétés donnent aussi des rendements excellents.

Nous avons visité nous-même en 1920, dans la région de Cordoue plusieurs grandes fermes d'importance considérable appartenant à un seul propriétaire et où le rendement

1. *Ibid.*, p. 142.

2. Senador Gomez, *La Cancion del duero*, pp. 234, 236.

3. *Ibid.*, p. 230.

4. Eza, *op. cit.*, p. 16.

dépassait 20 quintaux à l'hectare, mais ces fermes étaient situées sur le bord même du Guadalquivir.

D'après une statistique officielle publiée par le journal « El Sol » (16 février 1920) le rendement moyen en Andalousie Orientale aurait été en 1919 de 8,62 quintaux à l'hectare avec 3.025.764 quintaux de blé et 4.334.943 quintaux de paille pour 350.666 hectares cultivés et en Andalousie occidentale de 9,24 avec 3.544.088 quintaux de grain et 4.829.579 quintaux de paille pour 383.592 hectares cultivés.

C'est évidemment avant tout à la sécheresse du sol que l'on doit la faiblesse des rendements andalous proportionnellement à ce qu'ils devraient être. Mais la responsabilité de cette sous-production remonte aussi aux mauvais procédés de culture. Un système extrêmement répandu en Andalousie est ce qu'on appelle le système des : « tres hojas¹ c'est-à-dire que pour avoir des pâturages, on dispose la terre de telle sorte dans certains coins de l'Andalousie que l'on fait une récolte de céréales dans chaque champ seulement tous les trois ans, le reste du temps on laisse le champ en friches et on utilise comme pâturage l'herbe qui y pousse. Ce système a été qualifié par l'écrivain Senador Gomez de « mode de culture asiatique » (La Ciudad Castellana p. 33). Or, dans les fermes — écoles on est arrivé à améliorer les terrains en supprimant les jachères, en faisant des labours profonds avant les pluies d'hiver, afin de combattre la trop grande friabilité du sol et de travailler à la formation de l'humus².

Enfin la culture des légumineuses auparavant très peu connue en Andalousie, a été expérimentée dans les terrains

1. Dauzat, p. 99. Cet auteur prétend que par suite de ce système la proportion de terrains en friche en Espagne est de 48 %.

2. *El Sol*, du 26 janvier 1920.

secs et a produit d'excellents résultats, les enrichissant en azote et rendant ainsi plus favorable le sol pour la culture du blé. Mais ce système d'assolement était jusqu'ici à peu près inusité en Andalousie. Enfin l'emploi des engrais (notamment du superphosphate de chaux) qui serait l'un des meilleurs moyens — concurremment avec le labour profond — pour améliorer le sol, est presque complètement inconnu des cultivateurs andalous¹.

Nous venons de donner quelques indications au sujet de la culture du blé en Andalousie. Il est évident que le blé est l'une des principales récoltes de la région, mais c'est loin d'être la seule. En effet, si nous en croyons l'enquête faite par l'Institut des réformes sociales dans la province de Cordoue en 1919, nous voyons qu'un quart à peine de cette province produit du blé et encore est-il que dans ce quart la moitié du sol seulement est consacrée aux céréales. Il en est certainement de même dans le reste de l'Andalousie. A quoi donc est consacré le reste du sol ?

Il est consacré pour la plus grande partie à des pâturages (au moins la moitié du territoire) et pour environ 1/8 à la culture de l'olivier. Ajoutons que dans la région de Jérez et dans quelques autres régions, la culture de la vigne est assez importante.

Disons quelques mots des pâturages où l'on élève le bétail. Nous avons fait remarquer plus haut que d'après le Vicomte de Eza on trouverait seulement dans ces pâturages une moyenne de 1 mouton par hectare. C'est dire que la proportion des bovidés est encore moins grande. En réalité on voit des troupeaux de 100 bêtes à corne circuler dans des espaces immenses comprenant des centaines d'hectares. Il en est de même pour les chevaux. Or beaucoup de

1. Cavaillès, *op. cit.*, p. 350.

terrains ainsi employés pourraient être convertis partie en bois, partie en pâturages bien aménagés, susceptibles de nourrir au moins une bête à corne à l'hectare, sinon plusieurs.

Cette mauvaise utilisation d'une grande partie des terrains andalous ne contribue certainement pas à améliorer la situation sociale dans la province. Cependant remarquons que ce n'est pas à propos de la population des bergers que se pose à proprement parler le problème social. Les gardiens de troupeaux, assoiffés de grand air, et de liberté, se trouvent en général heureux de leur sort et ne formulent aucun désir de modification de la société. Ils sont généralement au point de vue politique extrêmement conservateurs. Mais le mauvais emploi de ces immenses pâturages se répercute sur le reste de la population rurale, car les propriétaires des grandes landes où paissent les troupeaux, subissent par leur incurie un manque à gagner qui les empêche de faire dans leurs autres propriétés les améliorations qui s'imposent et qui leur permettraient, tout en augmentant le revenu national et leurs propres revenus, d'améliorer le sort des cultivateurs à proprement parler.

Parlons maintenant de la culture du vin.

Pour le profane, la vigne semble constituer pour l'Andalousie une richesse incalculable. Qui ne connaît en effet le prix auquel se vend le vin de Jérez? Pour le touriste, cette ville respire la richesse :

« Jérez est seigneuriale, noble, splendide. Les célèbres
« bodegas (caves) de ses marchands, ne rappellent ni la
« fabrique, ni le magasin, ni l'atelier, ni le marché public,
« ni la halle au blé. Elles ont quelque chose de spécial,
« quelque chose d'aristocratique, de distingué et d'exquis ;
« quelque chose qui rappelle les blasons, les monuments que

« le temps a revêtus de sa patine vénérable, les vieux par-
 « chemins, les armures. Pourquoi ? Parce qu'à Jéréz le vin
 « est plus qu'une industrie, c'est une gloire, un prestige
 « local et régional. N'avez-vous pas visité une de ces caves
 « magnifiques qui depuis de nombreux lustres, voire même
 « pour quelques-unes depuis des siècles, exportent leur
 « liquide merveilleux à toutes les régions de la terre ? Elles
 « sont sévères comme des temples. Leurs immenses galeries
 « avec leurs tonneaux colossaux valent des centaines de
 « milliers de douros à cause de leur bois qui ne peut se rem-
 « placer parce qu'il est l'œuvre des années, tonneaux qui se
 « dressent gardant dans leurs entrailles le moult doré. Là
 « tout est solennel et presque rituel. L'« ampélographie »,
 « la science, qui étudie la généalogie des ceps, a, dans les
 « caves de Jeréz, ses chaires les plus savantes.

« Mais dans les champs de vignes gardés avec amour,
 « jamais la joie ne règne, Jéréz est la ville des contrastes¹ ».

C'est qu'en effet, si la culture de la vigne a enrichi autour de Jéréz quelques gros propriétaires, elle n'a jamais enrichi la population des journaliers vigneron. Ceux-ci reçoivent des salaires de famine, ils ne sont attachés à aucune propriété en particulier, ils travaillent tantôt ici, tantôt là, et ils sont, en général passablement malheureux. Leur misère s'est augmentée de ce fait qu'une grande crise viticole à sévi dans cette région à la suite du phylloxera². On essaya bien de replanter des vignes américaines, elles ont pris, mais le greffage ne vaut pas le premier cépage. En tous cas les propriétaires furent très appauvris et les journaliers le furent par ricochet. Il y eut chez eux beaucoup de

1. *El Sol*, supplément du 12 février 1920.

2. Le phylloxera a également fait de grands ravages à Cadix, où sur 200.000 hectares de vigne qui existaient en 1882 il ne reste plus que 6.000 hectares.

chômage et par suite beaucoup de misère. Ceci a augmenté l'acuité du problème social.

Ce qui est vrai de Jêrêz est également vrai de Malaga où les conditions de travail sont sensiblement les mêmes¹.

Parlons enfin de la culture de l'olivier. En Andalousie 600.000 hectares sont plantés en oliviers. Ils donnent un rendement de 2.500.000 hectolitres en moyenne.

La valeur de l'huile aux 100 kilos était de 105 frs vers 1904. Elle a aujourd'hui passablement augmenté (Cavaillés p. 338).

L'Espagne consacrant en tout 1.500.000 hectare à l'olivier, il s'ensuit que l'Andalousie produit, à elle seule, près de la moitié des olives espagnoles.

En principe ce devrait donc être une des grandes sources de richesse du pays puisque les Espagnols emploient en général surtout l'huile d'olive dans la cuisine, de préférence à la graisse et au beurre. Par ailleurs les résidus de l'olive, notamment les tourteaux, peuvent servir à alimenter le bétail, à être distillés, ils peuvent aussi être utilisés comme engrais. Mais on les emploie plus souvent encore à la fabrication de l'acide acétique².

Et cependant il y a un « problème de l'olive ». Ce problème a surtout pour cause la réglementation tracassière qui est imposée aux producteurs d'olives par la législation espagnole.

Ce problème a été résumé d'une façon extrêmement complète dans un rapport présenté à la Chambre Officielle d'Agriculture de Séville par MM. Pareja et Gonzalez Parejo en 1917.

1. V. Art. de Luis de la Sierra, directeur du journal de Jêrêz dans *El Sol*, 12 février 1920, supplément consacré à l'Andalousie et Vidal-Lablache, p. 375, *Etats et Nations d'Europe*.

2. Conférence de MM. Puerta et Torrès à la *Semana Olivarea* de Séville. V. *Noticiero Sevillano*, des 11 et 12 avril 1919.

Ce rapport étudie trois points ; 1^o la production de l'olive 2^o l'influence qu'exerce sur l'économie nationale l'élévation de ses prix ; 3^o la nécessité de tolérer l'exportation.

La production, selon les rapporteurs, serait, en voie d'accroissement, elle le devrait à une augmentation graduelle des plantations et aussi à l'amélioration des rendements.

En 1917, année médiocre, le rendement moyen à l'hectare aurait été de 160 kilos d'huile d'olive, ce qui aurait fait la même année une production de 137 millions de kilos d'huile d'olive pour toute l'Espagne.

D'après la statistique officielle, la moyenne de la production aurait augmenté chaque année depuis 1912. Or la consommation moyenne par habitant serait de 9 kilos par an pour l'ensemble de l'Espagne, un peu moins pour les habitants du Nord, un peu plus pour l'Andalousie.

Or, la consommation moyenne totale pour l'ensemble de l'Espagne serait de 190 millions de kilos. Il en résulterait que pour une année moyenne, comme celle de 1917, 47 millions de kilos d'huile seraient disponibles et pourraient être exportés.

Or par la suite des restrictions à l'exportation il y aurait surproduction d'huile à l'intérieur de l'Espagne et le prix de cette denrée tendrait à s'abaisser d'une façon anormale. Les rapporteurs signalent formellement que l'augmentation du prix de l'huile d'olive à la date de 1917, n'avait en aucune façon correspondu à l'élévation générale des prix de première nécessité. Et ces hommes avisés émettaient une crainte sérieuse : c'est que les cultivateurs espagnols voyant cette culture cesser de répondre par ses rendements pécuniaires, à de légitimes espérances, ne se détournent de plus en plus de l'olivier, ne négligent ou ne sabotent les planta-

tions pour les remplacer par d'autres cultures. L'économie nationale y aurait grandement perdu.

Sans doute, il n'était aucunement question dans l'esprit des auteurs de ce rapport de désirer une augmentation telle des prix de l'huile d'olive que le consommateur dût en souffrir. Ils demandaient simplement que l'huile d'olive fût ramenée à son prix normal et bénéficiât elle aussi d'une augmentation proportionnelle à celle des autres denrées. Le moyen d'arriver à ce but était d'augmenter les autorisations d'exporter jusqu'à concurrence des quantités disponibles. Il est évident que l'Espagne et l'Andalousie en particulier ont tout à gagner à ce que l'exportation soit largement autorisée. Malheureusement, jusqu'ici, ces réclamations n'ont eu qu'une satisfaction incomplète. En 1921, à Cordoue comme à Madrid, les producteurs d'olives tenaient encore des réunions pour réclamer le droit d'exporter.

Le problème de l'olivier subsistait d'une façon quelque peu semblable en 1931. Pour s'en convaincre il suffit de se reporter au congrès des producteurs d'huile tenu en octobre 1931. Les rapporteurs de ce congrès réclamaient à nouveau une meilleure réglementation de l'exportation¹.

Les prix médiocres touchés pour leurs produits, par les propriétaires d'oliviers ne contribuent pas à aplanir les difficultés sociales. Il est évident en effet que gagnant peu ces agriculteurs n'ont pas tendance à augmenter leurs ouvriers agricoles, alors que ceux-ci souffrent de l'augmentation du prix de la vie.

1. A.B.C., du 18 octobre 1931, p. 39.

CHAPITRE IV

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ EN ANDALOUSIE.

LES « LATIFUNDIA ».

EMPLOI DES TERRES DANS LES GRANDS DOMAINES.

ABSENTÉISME DE CERTAINS PROPRIÉTAIRES RURAUX.

LES FERMIERS GÉNÉRAUX.

LE RÉGIME LÉGAL DES CONTRATS DE CULTURE.

LES CONTRATS DE CULTURE

DANS LA PRATIQUE.

Dans notre premier chapitre, nous avons dit un mot du régime de la propriété en Andalousie. Il convient maintenant que nous donnions un peu plus de détails à ce sujet.

Comme on le sait, la caractéristique du pays, c'est l'existence d'immenses propriétés, mal utilisées, mal cultivées, sur lesquelles vivent une grande quantité d'ouvriers agricoles, n'étant aucunement intéressés aux résultats de la culture et touchant seulement un salaire journalier.

Evoquons quelques chiffres pour nous faire une idée de l'importance de la grande propriété en Andalousie. Dans la province d'Almería, 10.660 hectares sont répartis entre 5 propriétaires ; dans la province de Jaen, 47. 438 hectares appartiennent à 20 propriétaires, le plus avantage possé-

dant 7.675 hectares ; dans la province de Malaga, 15.890 hectares appartiennent à 6 propriétaires, dans celle de Grenade, 24.541 hectares appartiennent à 6 propriétaires, le plus avantagé ayant 8.100 hectares et le moins avantagé 1.600 hectares ; dans la province de Cordoue, 16.366 hectares appartiennent à 12 propriétaires et dans la province de Cadix 59. 775 hectares appartiennent à 31 propriétaires.

Voici la moyenne par propriétaire, suivant les provinces pour les propriétés citées ci-dessus :

Almería	2.132	H.
Jaen	2.371	—
Malaga.....	2.648	—
Grenade.....	4.090	—
Cordoue	1.906	—
Séville	1.363	—
Cadix	1.928	— ¹

La moyenne générale pour l'Andalousie aboutit donc à 2.756 hectares par propriété, pour les domaines compris dans les chiffres ci-dessus. Mais ces domaines sont loin de former la totalité des grandes propriétés de l'Andalousie. Ils sont pris seulement à titre d'exemple et sont les seuls pour lesquels on avait pu recueillir des chiffres précis.

Depuis la publication du livre qui les mentionne, des statistiques plus complètes ont été faites, au moins pour certaines provinces. Nous retrouverons plus bas des chiffres précis en ce qui concerne Cordoue.

Sans doute, en dehors de ces grandes propriétés, il existe de petites propriétés. Mais la petite propriété est néanmoins d'une importance extrêmement limitée ; et

1. Ces chiffres ont été trouvés dans un ouvrage de M. Andrès Barthe y Barthe, *Las grandes propiedades rusticas en Espana*, Madrid, 1912.

nous allons le voir en examinant les chiffres officiels concernant la réparation de la propriété dans une province que nous prendrons comme exemple, celle de Cordoue, sur laquelle il a été fait un travail très complet par l'Institut des Réformes Sociales de Madrid.

Si, en effet, nous avons signalé plus haut dans cette province l'existence d'immenses propriétés de plusieurs milliers d'hectares, il existe beaucoup d'autres propriétés très importantes où les propriétaires exploitent directement sans fermiers ni métayers, et simplement avec des journaliers et quelquefois un fermier général qui étend sa domination sur plusieurs propriétés. D'après les chiffres officiels les 58 centièmes de la superficie totale de la province sont occupés par des domaines de plus de 100 hectares. Quant au reste, il est divisé entre plus de 60.000 propriétaires ayant chacun en moyenne 10 hectares, mais il convient de remarquer que ces petits propriétaires comprennent tous les propriétaires urbains et tous les maraîchers de la banlieue de la ville, ce qui ne laisse à peu près rien pour la campagne, à proprement parler.

Voici en effet textuellement comment concluent les auteurs du rapport¹.

« Des chiffres recueillis par nous, il résulte sur 30 %
« environ de la superficie de la province, soit 394.000 hectares sont divisés en 351 domaines, avec une superficie
« moyenne de 1.125 hectares par domaine. Il ne nous a pas
« été possible de recueillir des chiffres précis sur l'importance de l'accumulation de la propriété des grands
« domaines.

Raisonnant par ailleurs² sur d'autres chiffres de l'en-

1. Enquête sur le problème agraire dans la province de Cordoue 1919, p. 196.

2. *Ibid.*

quête, les auteurs de celle-ci estiment qu'il existe dans la province de Cordoue 664 propriétaires possédant en moyenne chacun 992 hectares et 176 possédant en moyenne chacun 2.246 hectares.

Notons d'ailleurs que toutes les statistiques ayant été faites par commune ou tout au moins par district, elles ne tiennent pas un compte complet de la concentration de la propriété entre quelques mains seulement. En effet, certains propriétaires possèdent un grand domaine dans tel territoire et un autre moins important dans une commune plus ou moins éloignée. C'est ainsi que, par exemple, dans le district de Pedrozzo, sur 31.000 hectares formant la superficie totale de la commune, 15.000 hectares appartiennent à C..... qui possède par ailleurs 27.000 hectares dans d'autres propriétés en grande partie incultes. C'est ainsi encore que le duc de Medina-Ceili, gros propriétaire à Jerez possède en outre 17.000 hectares de terre vierge à Cote de la Almoraima¹. Dans la province de Cadix, d'après Senador Gomez², un seul propriétaire posséderait 1.000 kilomètres carrés et dans le district de Jérez 14 % seulement des citoyens seraient propriétaires.

Sur ces grandes propriétés, comme le propriétaire exploite en culture directe, il ne peut s'occuper suffisamment de l'état des cultures et il y a d'immenses étendues bien mal employées. Certaines sont consacrées à l'élevage. C'est ainsi que dans la commune d'Almodovar (Province de Cordoue), 3.783 hectares sont consacrés aux taureaux de course (Enquête sur la Province de Cordoue précitée, relatée par « El Debate » du 30 novembre 1919). A Belmez, même province, 4.000 hectares sont considérés uniquement comme des territoires de chasse (*Ibid*).

1. Article de Blas Infante, *El Sol*, 15 mai 1919.

2. *La Tierra Libre*, p. 75.

Il y a d'ailleurs bien des communes où l'on retrouve des exemples similaires. A Hornachuelos 31 propriétés réunissent ensemble 47.000 hectares de chasse et terrains d'agrément ; à Obeja 10.106 hectares et à Villaviciosa 16.370 ont la même destination. La province de Séville nous offre des exemples semblables. A Utera, 71 % de la terre est entre les mains de 48 propriétaires qui réunissent 51.566 hectares sur lesquels 17.675 ne sont jamais cultivés et 19.788 mal cultivés. A Lora del Rio, 9.061 hectares appartiennent à 13 propriétaires, la moitié de ce terrain étant inculte et 1867 hectares étant consacrés aux taureaux de course. A Alcala de Guadaira sur 28.290 hectares qui constituent le territoire, 20.129 sont au pouvoir de 53 propriétaires qui en laissent 6.229 incultes. A Cadix les « estados » de Castellar nous offrent ce triste spectacle : sur 16.00 hectares, on en cultive seulement 1.000, alors que tout l'ensemble est dès maintenant en état de donner de bonnes récoltes¹.

La densité de la population s'en ressent. D'après Senador Gomez (« Cancion del duero », page 155), il n'y aurait dans certaines parties de l'Andalousie que 12 à 24 habitants par kilomètres carré.

Les propriétaires de ces immenses domaines n'habitent, le plus souvent, pas sur leurs terres. Certains résident à Madrid, d'autres à Séville ou à Cordoue, ou dans d'autres grandes villes, il y en a aussi qui résident à l'étranger. Notons d'ailleurs qu'une des caractéristiques des propriétés andalouses, c'est qu'il n'y existe en pleine campagne pour ainsi dire pas de demeures bourgeoises. La vieille désignation de « châteaux en Espagne » pour évoquer une fiction correspond pleinement à la réalité quand on contemple

1. Ossorio Gallardo. Conférence à l'Hôtel Ritz de Madrid, 17 novembre 1919.

l'Andalousie. A part quelques châteaux-forts, extrêmement rares qui dressent leurs masses isolées au milieu des sierras, il n'y a point de châteaux dans cette région. Nobles et bourgeois habitent dans les villes. Ils y ont de beaux hôtels mais ils ne vivent pas au milieu de leurs terres ; tout juste si, de ci, de là, ils ont dans un village un petit pied à terre mais c'est l'exception. Toutefois il semble y avoir actuellement une réaction contre cet état de choses et les propriétaires auraient facilement tendance à se faire construire une demeure au milieu de leurs terres. Nous en avons en tous cas rencontré nous-même, dans la région de Séville et dans la région de Jérez.

L'absentéisme des propriétaires ruraux est généralement considéré comme un mal par tous ceux qui ont étudié le problème andalou. Nous avons toutefois trouvé une opinion en sens contraire, c'est celle du romancier Blasco Ibanez dans son roman à thèse « La Bodega » (p.198). Cet écrivain prétend qu'à Jérez, par exemple, le riche suit de très près ses propriétés. Les propriétaires y auraient tendance à pressurer les journaliers. Il ajoute que la richesse visible et tapageuse rend plus amère la pauvreté.

Mais cette opinion de Blasco Ibanez correspond à une situation un peu spéciale. Il faut remarquer en effet que ce qu'il appelle la présence du riche à Jérez n'est pas du tout une vraie présence du propriétaire terrien. Celui-ci n'habite pas au milieu de ses terres mais en est seulement à proximité dans la ville la plus facile de moeurs et la plus relâchée du midi espagnol, ville où dans les cercles on a malheureusement tendance à mener une vie de plaisir un peu trop tapageuse. Jérez est une cité passablement débauchée, c'est un fait. On y assiste à des orgies pour ainsi dire publiques, car elles se cachent à peine, mais il

ne faudrait pas croire que toute la population bourgeoise et aristocratique de Jerez ait cette mentalité. Nous connaissons au contraire beaucoup de gros propriétaires jérésiens qui mènent une vie exemplaire et d'une haute moralité. Ceux là, loin de pressurer leurs journaliers, font au contraire tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer leur sort. Nous croyons qu'il est difficile de rencontrer dans un autre pays un geste semblable à celui qui, d'après ce qui nous a été conté, aurait été fait voilà quelques années par le marquis de D ... Ce philanthrope qui est à la tête d'une des plus grosses maisons de vins de la ville et qui possède des milliers d'hectares dans la province a fait don à un syndicat agricole de la région, d'une propriété valant plus d'un million avec stipulation que cette propriété devrait être morcelée et vendue à des journaliers qui deviendraient ainsi de petits propriétaires, le produit de ces ventes devant servir à racheter une autre terre qui serait également morcelée.

Quoi qu'il en soit, voyons quels sont les procédés employés en Andalousie pour assurer la culture de la terre.

Nous avons dit déjà que la caractéristique générale était celle-ci : le plus souvent, le propriétaire dirige par lui-même ou par un intendant la culture de sa propriété. Il a, par domaine un chef domestique ou deux qui habitent dans les bâtiments de la ferme et qui commandent, sous la direction de l'intendant ou du propriétaire, le travail des journaliers. Au-dessous des chefs domestiques, pas de serviteurs à demeure, mais de simples journaliers payés à la journée.

C'est ce que, dans un article de la Revue des Deux Mondes en octobre 1913, p. 862, Henri Lorin exprimait de la façon suivante : « En Andalousie, en Estramadure, les domaines sont immenses. Là, les habitants des campagnes ne sont que de misérables journaliers au service du pro-

« priétaire ? Ils campent plutôt qu'ils ne logent dans de
« tristes cabanes pressées autour des puits et se dispersent
« au petit jour pour gagner les champs où ils travaillent.
« Leur ordinaire ce compose d'une soupe froide « gazpacho »
« quelquefois relevée d'un morceau de lard ».

Les bourgs où demeurent les journaliers « *braceros* » étant très éloignés des domaines, il s'ensuit que les gens qui travaillent la terre n'y forment qu'une partie relativement peu importante de la population. Tous les journaliers qui le peuvent cherchent à s'employer en ville, fût-ce à des besognes de misère ; quant aux femmes, elles travaillent à des métiers ou dans des manufactures, mais rarement à la terre. La famille paysanne n'existe pour ainsi dire pas. Le nombre des « *braceros* » travaillant à la terre ne serait pour toute l'Andalousie, si l'on en croit un auteur, que de 700.000 sur 3:562.606 habitants, soit 19,50 de la population¹.

Depuis un certain temps, le système des fermiers généraux s'est introduit en Andalousie. Certains trafiquants louent à un ou plusieurs propriétaires des centaines et des centaines d'hectares et se substituent ainsi aux propriétaires et à leurs intendants. Ces spéculants appelés « *laboradores* » louent en général pour six ans. Le bail étant relativement court et l'étendue des terres louées étant immense, ces fermiers généraux ne sont pas enclins à faire des améliorations dans les propriétés. Cavaillès voit là une des grandes causes du dépérissement de l'agriculture.

Sous l'autorité du « *labrador* », les « *braceros* » sont payés « *a destajo* » ou « *a jornal* » c'est-à-dire à la tâche ou à la journée. Mais comme nous venons de le dire, ils n'habitent pas la propriété, ils logent dans les bourgs. Seul, le chef domestique ou « *aperador* » est établi dans le « *cortijo* », dans

1. Cavaillès, *op. cit.*, pp. 347, 349.

le domaine à céréales. Le moins malheureux des journaliers serait le gardien de troupeaux « vaquero » qui loge en général dans une cabane construite par lui en plein champ¹.

Certains fermiers généraux pratiquent aussi la sous-location de la terre.

Voici ce que disait à ce sujet dans sa célèbre conférence faite à l'Hôtel Ritz le 17 novembre 1919, Ossorio Gallardo :
« Dans beaucoup de parties de l'Espagne ont surgi des sor-
« tes de négociants qui trafiquent la sous-location de la
« terre. Ils la prennent aux propriétaires à un prix moyen
« et ils la sous-louent à un prix excessif. Parfois, le sous-
« locataire sous-loue lui-même à un autre et ce dernier à
« un autre encore et ainsi se crée une chaîne d'agiateurs qui
« s'enrichissent sans travailler, frustrant le droit légitime
« du propriétaire, ruinant l'effort du colon et empirant les
« conditions de la production nationale. Vous trouverez
« peut-être qu'il gagne beaucoup, ce sous-locataire qui
« gagne de cette façon 2.500 pesetas, sur un pâturage situé
« à Mérida ? Eh bien ! non, rassurez-vous, c'est peu, puis-
« qu'à côté, à Dom Benito, cet agiateur à un collègue qui
« gagne annuellement 10.000 pesetas dans les mêmes condi-
« tions. J'ai en mains les preuves d'un grand nombre d'abus
« du même genre. Dans une ferme de la province de Cor-
« doue, est passé en 1915 un contrat de location directe du
« propriétaire au colon, pour trois années, d'un terrain de
« 24 fannègues au prix de 790 pesetas l'an. Le terme arrivé,
« au cours de l'an 1918, ce même colon apprend que le pro-
« priétaire a loué le domaine à une autre personne qui va
« repasser un contrat avec ce colon, mais dans la même
« ferme, cet intermédiaire donne seulement six fannègues au

1. Cavaillès, *ibid.*, p. 346.

« lieu des vingt-quatre qui coûtaient 790 pesetas, et cela pour
« 1740 pesetas par an ».

Dans la réponse faite aux enquêteurs venus de Madrid, les dirigeants de la Société Ouvrière de El Carpio disaient ceci :
« Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance, que,
« dans cette commune, il y a un propriétaire possédant
« plusieurs milliers d'hectars, le Duc d'Alba. Il loue ses
« terres à des fermiers généraux par très grandes quantités.
« Ces fermiers paient un loyer de 25 pesetas par fanègue
« de terre et il y en a qui sous-louent à des ouvriers au prix
« de 60 pesetas la fanègue. Nous protestons contre de sem-
« blables abus¹ ».

Si en fait, l'emploi des travailleurs payés à la journée est le système le plus répandu en Andalousie à l'égard des masses paysannes, il n'en est pas moins vrai que le Code civil actuel d'Espagne prévoit beaucoup d'autres systèmes de contrats de travail. Cette question a été résumée d'une façon parfaite par M. Labiche, dans une thèse de doctorat passée à Paris en 1920 : « Les baux ruraux et la question agricole en Espagne ». Le contrat de fermage est prévu par les articles 1542 et suivants et 1546 et suivants du Code espagnol. Le fermage emphytéotique est même prévu par les art. 1655 et suivants. Le preneur s'appelle « arrendataric » et le bailleur « arrendador ». Le fermage s'appelle « colonato ». Il est souvent évalué en fanegas de grains. La plupart des baux à ferme sont conclus verbalement et le *Code ne contient à ce sujet que l'art. 1547*. Remarquons seulement que l'art. 1575 concerne des dispositions empêchant la révision des baux à ferme pour cause de stérilité de la terre, perte de fruits, etc ... mais autorisant la résiliation pour certains cas fortuits imprévisibles.

1. *Information sur le Problème agraire dans la Province de « Cordoue », p. 151.*

Le colonat partiaire (arrendamiento por aparceria), est également permis par l'art. 1579. Le métayer est appelé « mediero ». Le colonat peut être général ou porter seulement sur le cheptel. Le « masoneria » est un colonage spécial dans lequel le « masonero » est obligé de vivre avec sa famille dans le « mas ou « manso ». *Il peut être métayer ou seulement loueur de services*, mais dans ces deux cas, il est administrateur agricole avec la responsabilité du « mas » et des terres qui en dépendent. Y a-t-il là contrat de louage ou contrat de société ? On a longuement discuté sur ce point. La loi ne dit pas grand chose à ce sujet. Si l'art. 1579 semble assimiler ce contrat au contrat de société, les auteurs espagnols ne l'admettent pas, car : 1° il n'y a pas de création de personne morale distincte ; 2° dans la société les pertes se partagent entre tous les associés, tandis qu'ici le colon cultive à ses frais et risques en apportant ses instruments aratoires. Mais ces mêmes auteurs n'admettent pas davantage qu'il y ait contrat de louage parce qu'il existe : 1° une redevance indéterminée ; 2° une impossibilité de sous-louer ; 3° partage des pertes en cas de destruction des fruits par cas de force majeure.

Dans la province de Jaen, il existerait un colonat de fait non prévu par le Code civil, qui se présenterait comme une association agricole, le métayer fournissant les semences et les plantes, et, pour le partage par moitié, le propriétaire choisissant la partie de terrain sur laquelle il récoltera¹. En dehors du bail emphytéotique, l'Espagne a conservé le cens perpétuel (Art. 1604 du Code civil et suivants, 1068, 1609, 1622, 1651, et 1939).

« En somme, dit à ce propos M. Labiche, (*op.cit.* p. 11,) « tandis que l'on voyait disparaître en France, et ailleurs,

1. Labiche, *op. cit.*, p. 61.

« les contrats mettant une entrave à la libre transmission
« de la propriété, l'Espagne gardait intact le cens perpétuel
« dans lequel son esprit traditionaliste voyait une efficace
« protection de la propriété et elle ne craignait pas de lui
« conserver son nom et son caractère, malgré le souvenir de
« féodalité qui en émane. »

Il y a trois sortes de cens : 1^o le cens emphytéotique par lequel un domaine utile est cédé contre un cens annuel revenant au domaine éminent ; 2^o Le cens consignatif par lequel un propriétaire grève sa propre terre d'un cens ou redevance d'un capital qui n'est jamais remboursable ; 3^o le cens réservatif par lequel une terre est vendue avec réserve d'une rente annuelle due sur l'immeuble.

L'art. 1608 du Code civil autorise le rachat du cens consignatif par le remboursement du capital prêté et celui du cens réservatif par la remise d'un capital déterminé dans les formes prévues par les art. 1661 et 1662 avec obligation d'une estimation préalable à la constitution du cens.

Nous verrons plus loin dans la deuxième partie de cet ouvrage, d'une façon complète, les moyens de remédier à la misère de la population agricole andalouse, mais nous pouvons toutefois signaler que, dans l'ensemble les auteurs les plus sages et les plus éclairés affirment que la vraie solution du problème réside dans l'emploi plus généralisé des contrats de travail prévus par le Code civil.

Ce chapitre ne serait pas complet, si parlant du régime de la propriété en Andalousie, nous ne disions pas un mot sur les grandes propriétés de l'Etat et sur celles des communes. L'Etat possède quelques forêts. Il possède aussi dans la province de Cordoue, commune d'Adamuz, des terrains qui pourraient être plantés en oliviers¹. Beaucoup plus

1. *El Debate*, 30 novembre 1919. Article de Angel Ossorio.

importantes sont les propriétés des communes. Pour ne citer par exemple que quelques chiffres, parlons des domaines forestiers des municipalités. A Hinojosa del Duque, la propriété dite du Saint-Esprit, comprend 841 hectares. A Rute, autre forêt de 1.000 hectares, appelée la « Sierra y Lanchar ». A Valsequille, forêt, appelée « la Malagana », etc... Ajoutons que dans quelques communes il existe de grands domaines cultivables très disséminés et divisés en parcelles dont l'usage est concédé à des habitants de la commune . C'est le cas par exemple, à Hinojosa, où 6.000 hectares sont employés de cette façon. Jadis, les domaines municipaux étaient beaucoup plus importants, avant que n'ait été faite la répartition de la plupart des domaines possédés par les communes, répartition dont nous avons parlé plus haut.

CHAPITRE V

**SITUATION SOCIALE DES OUVRIERS AGRICOLES. SALAIRES.
MISÈRE DES PAYSANS.
MENTALITÉ DE L'OUVRIER AGRICOLE.
SON CARACTÈRE DÉPENSIER.
MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL DES POPULATIONS RURALES.
LE SPARTAKISME AGRAIRE.**

Un anglais, Malhall a pu dire : « Qu'il n'y avait pas de « situation comparable à celle du paysan andalou¹ ». Il y a certainement là, malgré quelque exagération, une grande part de vérité. En effet des organes alors libéraux modérés, comme le *Heraldode Madrid* du 21 avril 1911, ont pu écrire sans crainte d'être démentis : « Les maîtres de la terre andalouse sont les seigneurs d'un peuple esclave et misérable, humble troupeau qui périt, dévoré par la faute et la dissipation d'autrui »..., peut-être aussi par sa propre faute, ajoute M. Dauzat, car l'indolence des andalous a aussi contribué à leur misère².

Dans le livre extrêmement fouillé qu'il a publié sur la politique agraire et la réforme agraire en Espagne sous

1. Dauzat. Article dans la *Revue* 1913, 5^e vol., pp. 493 et ss. : La misère en Espagne ».

2. *Ibid.*, pp. 501, 502.

Charles III, l'allemand Leonhard nous dit qu'au XVIII^e siècle déjà, les grandes propriétés andalouses étaient exploitées en régie et rarement louées. La population se divisait en « labradores » (gros propriétaires ou fermiers généraux), « pegujaleros » (petits fermiers) et « braceros » (journaliers). Les gros propriétaires, d'après cet auteur, auraient exercé à l'époque une réelle tyrannie sur le peuple ; toutefois, ajoute-t-il, jusqu'en 1767, le sort de la population était adouci par ce fait qu'il existait une taxe minima des journées. Cette taxe avait été prévue depuis 1373 par le roi Henri II. Elle avait été instituée en faveur du peuple et assurait aux travailleurs un minimum de salaire qui sauvegardait son existence.

Le 2 novembre 1767, sous l'influence des idées libérales, on supprima cette taxe. Juste à ce moment, arrivèrent en Andalousie un certain nombre d'immigrants venus de Galice. Ces immigrants, beaucoup plus forts et robustes que les andalous, par ailleurs d'une sobriété extraordinaire, firent une concurrence terrible à la main-d'œuvre andalouse. Cela amena une chute des salaires et augmenta la misère. De plus, jusqu'en 1765, l'exportation du blé était interdite et les grains récoltés en Andalousie étaient consommés sur place par les journaliers qui avaient ainsi une nourriture suffisante. Un décret de 1765 ayant levé cette interdiction, le blé s'en alla et les travailleurs furent nourris avec une soupe aux légumes (gaspacho)¹.

« L'insuffisance de la nourriture et de l'hygiène demande
« à être mise en relief. Le patron qui nourrit l'ouvrier agri-
« cole lui donne pour toute pitance du mauvais pain noir
« très dur et de l'huile rance avec parfois (mais pas tou-
« jours), quelques médiocres légumes secs. Quiconque a

1. Leonhard *op. cit.*, pp. 58, et ss.

« conservé le souvenir du pain et de l'huile qui lui ont été
« servis dans les hôtels andalous, peut se figurer ce que re-
« présente la dernière qualité de ces deux denrées »¹.

D'une nourriture insuffisamment substantielle, découle la fréquence des épidémies et des maladies. « Celles-ci de-
« vraient être pourtant beaucoup plus rares étant données
« la salubrité générale du pays et du climat et la robustesse
« de la race. Les affections des bronches sont nombreuses,
« cela dans une des contrées d'Europe qui, grâce à son soleil,
« renferme le moins de tuberculeux et devraient en compter
« moins encore » (Dauzat, *ibid.*).

L'insuffisance de nourriture amène dans la population rurale un vieillissement prématuré des individus. Il faut lire dans *La Bodega* de Blasco Ibanez (p. 133), la description des hommes mûrs rencontrés dans les champs avec leur cou sans chair, leur peau molle et gonflée, et leurs yeux cernés. Il faut lire aussi ses pages décrivant la pâleur anémique et la maigreur des jeunes femmes. Nous-même, en 1920, en circulant autour de Malaga, nous avons été frappé du mauvais aspect physique d'un grand nombre de paysans et de paysannes dès qu'ils ont dépassé 25 ou 30 ans. Ils sont vieillis beaucoup plus prématurément que dans les autres régions de l'Espagne. Cela est dû, semble-t-il, à une nourriture insuffisamment azotée.

Quel est le salaire versé aux ouvriers agricoles ? Si nous en croyons M. Dauzat (*op. cit.*, p. 495) et les statistiques

1. Dauzat, *ibid.*, p. 496.

N.-B. — Cette opinion de Dauzat sur la qualité des mets servis dans les hôtels et pensions de famille espagnols, n'est pas partagée par la majorité des français séjournant en Espagne. Si l'estomac du simple touriste est un peu étonné au début par le goût d'huile qui se retrouve dans tous les aliments, la plupart des français qui font un long séjour dans le pays, s'habituent fort bien à cette cuisine et finissent même par la trouver excellente. Cette question de qualité n'infirme d'ailleurs pas l'importance des remarques de M. Dauzat en ce qui concerne la valeur nutritive du gazpacho.

officielles citées par Angel Marvaud dans « La question sociale en Espagne », le salaire moyen de l'ouvrier agricole aurait été aux environs de 1910 de 1,25 à 1,50 par jour. En 1912, les salaires auraient même été tellement bas que la petite ville de Vera, près d'Almeria, aurait demandé à la presse espagnole d'ouvrir une souscription publique pour ses habitants dans le dénuement.

Pour l'année 1917, voici les prix signalés par l'enquête « sur le problème agraire dans la province de Cordoue » (*op. cit.*, pp. 145 et ss.).

A Elcarpio, les journaliers auraient gagné, cette année-là de 2 p. 25 à 3 p. par jour. Il en aurait été de même à Almédinilla et dans les autres communes.

Nous avons pu recueillir nous-même les chiffres de salaire suivants pour les ouvriers agricoles de la commune de Sautaella pendant la récolte de 1918.

Moissonneurs non nourris 8 p. 75 ; moissonneurs conduisant des machines, 9 p. 50, charretiers non nourris 6 p. 50, manœuvres 6 p. toujours non nourris. Des femmes ont été payées à la même date 3 p. 75 et des enfants de 12 ans 2 p. 5 à 2 p. 50. D'autres chiffres ont été trouvés par nous dans le *Bulletin de l'Institut de Réformes sociales* de juillet 1920 (p. 144 à 150) concernant les prix de l'année en cours dans la province de Cordoue. Les prix ont varié entre 2 p. 50 et 6 p. suivant que les journaliers étaient nourris ou qu'ils ne l'étaient pas. Dans la province de Cordoue, les prix flotent entre 2 p. et 8 p., toujours suivant qu'il existe ou non prestation de nourriture. Dans la province de Huelva à San Sylvestre Guzman, nous trouvons des salaires de 4 p. nourri, mais il faut travailler 9 heures, alors qu'à Grenade et à Cordoue on ne travaille que 7 ou 8 heures. Toujours province de Huelva, à Moguer, 750 ouvriers sont payés 2 p. 50

à 3 p. 50 et nourris, mais ils ne travaillent que 6 heures. A Villablanca, même province, le salaire est de 3 p. 50, nourri, avec 8 heures de travail. Province de Malaga, nous trouvons à Casaberneja des salaires moyens de 6 p. nourri avec 5 heures de travail l'hiver et 6 en été. Par contre, dans la même province, nous rencontrons les salaires les plus bas : dans la commune de Benahavis avec des salaires de 2 p. 50 nourri, pour un travail se prolongeant depuis le lever jusqu'au coucher du soleil (« de sol à sol »). Dans les endroits que nous venons de citer, la durée moyenne des heures de travail semble être de 8 à Castro del Rio et à Esppejo ; de 7 à Bahéma et à Dost-Torres ; de 7 à Fernan Nunez. Nous trouvons 8 heures dans les communes de Gor ; Lugros, Purschil, Cortes, etc..., 6 heures à Alicun de Ortega, Huelago, mais 10 heures à Charches. Des variations semblables se rencontrent à Huelva et à Malaga. Ces différences entre les diverses communes en ce qui concerne la durée du travail, s'expliquent par ce fait que la chaleur est beaucoup plus grande dans tel endroit que dans tel autre. Par suite de l'altitude ou de la proximité des rivières, la température permet de travailler plus longtemps ici que là.

Les salaires agricoles sont demeurés à peu près les mêmes de 1920 à 1931. Voici, en effet, les chiffres moyens de salaires qui nous sont indiqués dans un ouvrage intitulé *La crisis agraria andaluza*, publié en 1931 par le Ministère du Travail (Dirreccio general de accion social), p. 17.

Salaire journalier moyen des personnes occupées à sarcler les champs de « garbanzos » (pois chiches) dans la province de Séville au cours des années 1930-31 : 2 pesetas.

Salaire des moissonneurs, 3 p. 50.

Salaire des charrettiars, 3 p. 50.

Salaires pendant les travaux de battage, 4 p. 50.

Si l'on compare ces salaires avec ceux gagnés par les ouvriers urbains, nous constatons qu'ils sont en général très inférieurs. Voici en effet, pour prendre un ouvrier moyen ce que gagnent les maçons dans différentes villes. A Madrid, moyenne de 7 p. 50, à Séville de 7 p., à Cadix de 6 p. 25, à Jérez de 6 p. 88¹. Ces chiffres correspondent à peu près avec ceux indiqués par l'Institut de Réformes sociales, dans son bulletin de juillet 1920, p. 145. A Pueblo Nuevo del Terrible, les mineurs gagnent de 6 p. 50 à 8 p. 95, à Espiel, une moyenne de 7 p. 90. Dans la même commune, les métallurgistes gagnent une moyenne de 7 p. 50, un employé du textile 7 p. 75.

Pour se rendre compte exactement de ce que représentent les salaires, il faut se faire une idée du prix de la vie.

L'enquête sur le problème agraire dans la province de Cordoue nous donne des chiffres extrêmement intéressants sur le coût de la vie en 1918 et pendant les années antérieures. En 1918, le journalier aurait eu besoin de 2 p. 50 au minimum pour manger frugalement sans compter le loyer ou les maladies. A Luque en 1918, la dépense journalière d'un ménage ayant deux enfants se serait décomptée comme suit : pain 1,50, huile 0,50, charbon 0,25, pois chiches 0,50, loyer 0,20, vêtements et ustensiles divers 0,25 ; casse-croûte dans le courant de la journée 0,50 ; lumière 0,10, divers 0,20 : Total : 4 p. 50².

Mais le coût de la vie aurait été beaucoup moins important dans les années antérieures à 1918. D'après les déclarations des dirigeants du Syndicat Ouvrier de Cabra, l'élé-

1. *El Guadalete*, Journal de Jérez, 11 février 1920. Compte-rendu de la Chambre Officielle de la Propriété Urbaine à propos de la grève des maçons.

2. Page 162 de l'enquête sur Cordoue.

vation des produits aurait été de 100 % en 1918 sur les années précédentes¹.

Voici au surplus le tableau donné par la Société ouvrière de El Carpio et nous indiquant l'élévation des prix de l'année 1918 sur l'année 1917.

	Prix en 1917 Pesetas	Prix en 1918 Pesetas
Blé la fanègue	15	22,50
Pois chiches, la fanègue	25	50
Huile, la arroba	11,50	20
Chaussures d'homme	15	20

Voici au surplus une autre estimation pour cette commune de la dépense d'une famille de 4 personnes : pain, 2 kilos à 0,55 l'un, soit 1,10; huile 0,30; pois chiches 0,40; riz 0,25; lard 0,50; chaussures 0,25; loyer 0,25; vêtements 0,50; médecin et pharmacien 0,10; pommes de terre, 0,10; café et sucre 0,15; légumes et fruits 0,25; viande de bœuf 0,25; savon et charbon 0,50. Total : 4 p. 80.

Un autre tableau du coût de la vie d'une famille de 5 personnes pendant les hivers de 1913 et 1919 nous est donné par les cultivateurs de Montilla².

	1913 Pesetas	1919 Pesetas
Pain, le kilo	0,30	0,55
Haricots, la mesure	0,15	0,25
Pommes de terre, le kilo	0,12	0,45
Riz, les 400 grammes	0,20	0,40
Porc, le kilo	1,75	4,00
Huile, la arroba	10,00	17,25
Œufs, la douzaine	1,20	3,00
Bœuf, le kilo	1,25	3,50
Sucre, le kilo	1,50	2,00
Savon, les 100 grammes	0,15	0,15
Charbon de bois, le kilo	0,15	0,30

Dans le même bourg, la réponse à la même enquête

1. *Ibid.*, p. 148.

2. *Ibid.*, pp. 165 et ss

évalue de la façon suivante les dépenses normales d'une famille de 5 personnes en 1913 et en 1919.

	1913 Pesetas	1919 Pesetas
Pain, 3 kilos	0,90	1,65
Les haricots, deux mesures ...	0,30	0,50
Riz, une livre de 400 gr	0,20	0,40
Porc, 100 grammes	0,30	0,50
Huile	0,25	0,40
Savon	0,05	0,15
Charbon, 1 kilo	0,15	0,30
Eau potable et boissons	0,05	0,10
Entretien des vêtements, linge et chaussures	0,25	0,40
Loyer journalier	0,12	0,15
Total de la dépense journalière normale	2,57	4,55
Prix moyen de la journée	2,25	3,25
Déficit	0,32	1,30

Les ouvriers de Montilla en concluaient qu'en 1913 comme en 1919, ils gagnaient des sommes insuffisantes pour subvenir à leurs besoins normaux et à ceux de leur famille.

Voici différents prix de denrées tels que nous les avons recueillis nous-même au marché de Cordoue au début de 1920 : les pommes de terre valaient 36 pesetas les 100 kg., elles avaient valu 25 p. au moment de la récolte précédente. Les œufs valaient 0,25 à 0,30 la pièce ; un gros brin de céleri 0,50 ; un choufleur de taille moyenne 0,50 ; les petits pois valaient 0,60 le kilo ; les artichauts 1,25 le kilo ; les « garbenzos » 1,50 à 1,75 le kilo après avoir valu 1 p. à la dernière récolte ; le riz 1 p. le kilo ; les haricots 1,50 le kilo ; l'ail 0,10 les 3 gousses ; les pommes 0,80 le kilo ; les figues 1 p. le kilo ; le boeuf avec os 4 p. 16 le kilo ; sans os 5 p. 66 le kg. le poisson de friture 1,25 à 2 p. le kilo, les gros poissons allant jusqu'à 2 p. 50 le kilo.

Voici d'autres chiffres donnés par un journal de Courdoue

le 23 février 1920 (*El diario Liberal*) : huile d'olive fraîche 130 p. les 100 kilos ; sucre 310 p. les 100 kilos, café 520 p. les 100 kilos ; vin ordinaire 0,80 le litre ; morue 2,75 le kilo ; porc 5 p. le kilo ; veau 4 p.50 le kilo ; boeuf 4 p. 12 le kilo ; lait de vache 0,70 le litre ; saindoux 4 p. 50 le kilo ; pétrole 1,25 le litre.

Tous les chiffres que nous venons de citer sont confirmés par des statistiques de l'Institut de Réformes Sociales concernant le prix de la vie dans différentes provinces et notamment celles de Malaga et Séville, dans le courant de l'année 1920 (Bulletin de l'Institut R.S. 1920 2. P. 1114 et 1124, 1921 : 1, P. 907 à 936).

D'intéressants tableaux synoptiques publiés par le même Bulletin (1920 2. Pages 324 à 345 et 823, et surtout 1921, 1. pages 269 et suivantes) nous montrent au surplus que si l'on prend comme indice du prix de la vie le coût de celle-ci d'avril 1909 à mars 1914, le coût de la vie avait passé de 100 à 130, la denrée qui avait le plus augmenté étant la morue séchée, passée de 100 à 164,8 et la denrée qui avait le moins augmenté étant l'huile, passée seulement de 100 à 105,7.

Par ailleurs le pain avait passé de 100 à 129 ; le mouton de 100 à 143 ; le boeuf de 100 à 136,4 ; les pommes de terre de 100 à 140 ; les pois chiches de 100 à 120 ; le riz de 100 à 126 ; le vin de 100 à 116 ; le lait de 100 à 117 ; les oeufs de 100 à 141.

De 1920 à 1931, le coût de la vie n'a pas beaucoup varié. Prenons en effet, les mercuriales dans un journal quelconque, par exemple l'A B C du 18 octobre 1931 (p. 56).

En 1931, à Ciudad Real, le blé vaut 20 p. la fanègue, alors qu'il valait 22,50 en 1920. A Badajoz, les oeufs se vendent en 1931 de 3 à 3 p.40, même prix qu'en 1920. A Palencia,

les pois chiches valent de 55 à 60 p. contre 50 en 1920 ; le kilo de boeuf vaut exactement le même prix etc, etc.

Comme on le voit et comme l'ont déclaré par ailleurs, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, différentes personnalités, la situation du journalier agricole est loin d'être brillante, et étant donné les rapports qui existent entre les salaires et le prix de la vie, il est incontestable que c'est la misère qui règne en Andalousie.

Différentes causes viennent augmenter cette misère.

D'abord l'usure. Cette plaie cause des ravages énormes en Andalousie. Il arrive que des usuriers prêtent à 15 % de janvier à la St Jacques, c'est-à-dire sur le pied de 30 % l'an aux cultivateurs qui ont besoin d'argent pour faire des travaux de culture ou pour tout autre cause. Il arrive de même que des fabricants d'huile prêtent à 8 % pour 3 mois, c'est-à-dire sur le pied de 32 % l'an aux agriculteurs, mais ceux-ci sont alors forcés de leur vendre leur récolte, ce qui est très désavantageux pour le cultivateur, car il n'est plus maître de ses cours¹.

Un sociologue bien connu, M. Ignacio Sanz Escobedo écrit ce qui suit : « Selon les renseignements que je possède, l'usure atteint dans beaucoup de villages d'Andalousie, l'énorme proportion de 25, 30, 40 et 100 %. Elle va même dans certain village jusqu'à atteindre le taux de 20 % par mois².

Quand il arrive que, par hasard, un cultivateur est fermier ou métayer, au lieu d'être simple journalier, là encore, il risque d'être écrasé soit par l'usurier, soit par les fermages exorbitants que prélèvent sur lui les spéculateurs dont nous avons parlé plus haut, ceux qui louent une terre

1. *Revue Andaluca*, 24 septembre 1919.

2. *El Correo de Andaluca*, 31 décembre 1918.

importante pour la sous-louer à des ouvriers avec un bénéfice énorme.

Ce bénéfice est d'autant plus dur que les dépenses de culture sont assez élevées par unité (la fanègue) et sont mal compensées par les rendements.

D'après l'enquête de Cordoue¹, il faudrait compter un minimum de 305 p. pour cultiver convenablement en blé une fanègue de terre. Cette fanègue pourrait rapporter 685 p. et laisser ainsi un bénéfice de 380 p. Pour le cultivateur qui paie, dans les cas que nous avons relatés plus haut 60 p. la fanègue², il y aurait un bénéfice possible de 320 p. à la fanègue.

Pour un cultivateur locataire de 6 fanègues (cas cité par Ossorio Gallardo dans sa conférence de l'Hôtel Ritz), la gain serait donc seulement d'un peu moins de 2.000 p. l'an, ce qui donne aux fermiers un revenu à peu près égal à celui des journaliers.

Seuls les fermiers ou métayers, ayant une quantité un peu plus importante de terre arrivent à se tirer d'affaire d'une façon acceptable ou même avantageuse. Nous y reviendrons plus loin³.

Faut-il admettre qu'en dehors de cela, la paresse et l'insouciance de l'Andalou contribuent à augmenter sa misère ?

Un propriétaire de Dos Hermanas, près de Séville, Français établi depuis de nombreuses années en Espagne, nous disait ce qui suit en 1920 : « Sans doute, l'ouvrier « andalou n'est pas très courageux au travail, mais cela

1. *Op. cit.*, p. 168.

2. Enquête de Cordoue, *op. cit.*, p. 151.

3. D'ahs les terres de vignes ou dans les terrains plantés en oliviers, le bénéfice net par fanègue serait quelque peu différent. Il faudrait compter une moyenne de 587 p. dans la culture de la vigne et 242 p. dans la culture de l'olivier (Cordoue, *ibid.*).

« tient beaucoup à ce qu'il est mal nourri et par suite peu
« vigoureux. A vrai dire, l'ouvrier pourrait avec son salaire,
« se nourrir beaucoup mieux qu'il ne le fait. J'emploie chez
« moi un ménage : la femme est payée 2 p. par jour, le mari
« 5 p. Avec ces sommes, ils pourraient se procurer une
« nourriture très suffisante ; mais le mari dépense beaucoup
« à boire et à jouer et ne sait pas régler son budget. On
« achète beaucoup de pain et insuffisamment de riz et de
« pois chiches. L'autre jour, j'ai eu l'occasion d'examiner
« ce que contenait le panier d'un ouvrier se rendant à son
« travail. J'y ai vu pour 25 cmes de pain, pour 50 cmes de
« jambon et une bouteille de vin de Jérez valant environ
« 5 p. C'est peut être un cas isolé. Il est quand même assez
« symbolique ».

Dans la même localité, un vieil ouvrier tonnelier, également d'origine française, établi là depuis 45 ans, nous disait de son côté : « Le cultivateur andalou n'est point
« économe comme les gens de chez nous. Je connais des ou-
« vriers dans le village qui gagnent de beaux salaires et qui,
« après avoir été payés le samedi, viennent demander aux
« camarades de leur prêter 5 p. le lundi. Ils ont tout bu ou
« joué le dimanche ».

Un ingénieur nous disait : « L'ouvrier andalou se nourrit
« mal et n'est pas très fort. Je puis vous en donner une
« preuve : il a été impossible de faire adopter la poinçon-
« neuse dans les ateliers mécaniques de Séville, car l'ouvrier
« n'avait pas la force de la pousser ».

Toutefois, il ne s'ensuit pas que l'ouvrier andalou, s'il manque de prévoyance et d'esprit de suite, soit essentiellement paresseux. Un sociologue bien connu, qui s'est livré à des enquêtes en Andalousie, en allant y travailler lui-même dans différents ateliers, M. Jacques Valdour, a

écrit ce qui suit : « L'ouvrier andalou est tenu pour flâneur, « paresseux, mou, indolent. Je constate que les ouvriers « de mon atelier travaillent mieux que les Catalans que j'ai « connus. Ils montrent une application, un zèle, une activité « soutenus pendant la durée du travail. Loin de montrer « de la répugnance pour le travail, ils accueillent avec « satisfaction l'annonce d'une heure de travail supplé- « mentaire : « Ce sera davantage d'argent à gagner », me « disaient-ils, tout joyeux. Ces ouvriers n'ont pas moins « de goût pour la politesse et le beau langage. Ils ne sont « pas seulement affables et serviables, ils aiment la langue « littéraire et la poésie. Deux jeunes gens me déclarent « qu'ils ne croient pas qu'il y ait pays au monde où la « recherche de l'élégance soit aussi grande qu'en Anda- « lousie¹ ».

Le même auteur déclare avoir entendu les propos suivants d'un industriel sévillan : « Je suis castillan, mais établi « depuis 30 ans à Séville. A mon sens, il n'y a pas dans toute « l'Espagne d'ouvrier qui ait la noblesse de sentiments de « l'ouvrier andalou. Il est doué d'une grande et vive intel- « ligence. Il comprend très vite et très bien. Il devine l'ex- « plication, mais il manque d'esprit de suite et de prévo- « yance. »

Intelligente et primesautière, mais prompte au découragement, la race andalouse a les défauts de tous les impulsifs. Quand la misère est très grande dans les campagnes, le paysan andalou, plutôt que de chercher l'amélioration de son sort dans des efforts raisonnés et sagaces, se livre à la violence, et c'est pourquoi on voit périodiquement en Andalousie des scènes de révolution.

Depuis longtemps, c'est un fait bien connu, il règne dans

1. *L'ouvrier espagnol*, t. II, p. 61.

les plaines andalouses un état d'esprit révolutionnaire qui faisait dire, paraît-il, à l'un des précurseurs de la révolution russe, Kropotkine : « C'est par la Russie ou par l'Andalousie « que le marxisme commencera à être mis en pratique¹ ».

Durant tout le xix^e siècle, il y a eu, en Andalousie, à de nombreuses reprises, des révoltes dans les campagnes, à tel point qu'on a pu écrire un ouvrage sur le spartakisme agraire en Andalousie², et une très volumineuse histoire des agitations paysannes andalouses à Cordoue³.

Presque toujours ces révoltes se sont manifestées par des dévastations de récoltes, par des incendies ou par des attaques à main armée contre les villes bourgeoises ou contre des voyageurs n'appartenant pas à la classe paysanne.

Avant de retracer l'histoire de ces révoltes, à main armée, disons aussi un mot, de l'état d'esprit qui les a fait naître dans leurs caractères généraux et aussi des motifs de leurs échecs répétés.

La misère a fait naître un état d'esprit haineux dans les campagnes contre les propriétaires et toutes les classes bourgeoises en général. Il serait long de retracer tous les faits que nous avons pu constater par nous-même et qui mettent en relief l'exaspération des paysans andalous. Contentons-nous de citer des témoignages qui en ont été donnés dans des articles parus dans « Le Sol » les 15 mars et 30 juin 1919. M. Blaz Infante, avocat à Séville et chef du parti régionaliste andalou, nous montre notamment la surexcitation des femmes. Il appelle ces dernières les prédicatrices de la haine.

1. Ce propos nous a été rapporté par différentes personnes, nous n'avons pu en retrouver le texte nulle part.

2. *El espartaquismo agrario andaluz* par Bernaldo de Quiros. Reus, éditeur, Madrid, 1919.

3. Diaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas* Cordoba, Madrid, 1929.

Il en interroge une ; elle lui répond : « Il faudrait que tous les « journaliers viennent à mourir » — ? — « Oui, comme ça, « ils seraient forcés de venir eux-mêmes travailler à la terre » — « *Eux*, qui donc ? — *Eux*..., les maîtres de la terre, ceux « qui possèdent tout ... » Plus loin, il en interroge une autre. « Oui, Monsieur, nous étions plus de 200. Nous le sommes « encore, bien que notre cercle ouvrier ait été fermé par la « guardia civile ». — Ah ... vous vous réunissez quand même ! ... — Oui, toutes les nuits et nombreuses, et nous parlons de nos affaires. »

« Je le savais déjà, ajoute Blaz Infante, qu'elles se réunis-
« saient toutes les nuits et ce sont elles qui dictent leurs
« décisions aux hommes. En second lieu, elles parlent entre
« elles du chiffre des salaires féminins. Elles veulent déter-
« miner le prix de tous les produits de la terre ; elles disent
« qu'elles veulent pousser les servantes à se déclarer soli-
« daires des journaliers en grève et enfin, par-dessus tout,
« elles passent de longues heures à faire des médisances sur
« le compte des bourgeoises du pays, filles et femmes des
« caciques ou des propriétaires, tantôt s'en moquant, tantôt
« s'excitant sur leur compte. »

Cet état d'esprit serait entretenu ou même peut-être aurait été provoqué par les professionnels de l'agitation socialiste. Dans une conversation que nous avons eue en 1920 avec un vice-consul de France dans une ville d'Andalousie, ce dernier et son fils nous disaient que tous les ouvriers de la région étaient très montés par des étrangers et notamment par des Russes.

Une personnalité jérésienne nous disait de son côté que les syndicats socialistes étaient tellement puissants qu'ils employaient la terreur pour embrigader tous les ouvriers. Les non-syndiqués étaient en effet menacés dans leur vie, et

leurs femmes et leurs enfants étaient l'objet de vexations sans nombre.

Au milieu du XIX^e siècle, les révoltes se manifestaient surtout par des attaques à main armée contre les maisons bourgeoises ou même contre des villes. Depuis 1880 environ, c'est la grève et le sabotage qui sont en honneur. L'incendie des récoltes est un des principaux actes auxquels se livrent les grévistes¹.

Voici d'une façon résumée, l'historique du spartakisme andalou tel qu'il résulte du livre de M. de Quiros et de celui de M. Diaz del Moral, complété par quelques renseignements que nous avons pu trouver ailleurs.

C'est seulement à partir de la moitié du XIX^e siècle que l'on peut trouver des renseignements précis au sujet des mouvements révolutionnaires en Andalousie. M. de Quiros

1. Il y a des incendies volontaires, mais pour dire strictement la vérité, il faut ajouter qu'il y a aussi en Andalousie beaucoup d'incendies qui sont dûs à des cas fortuits. Le 15 août, la récolte est faite et on a l'habitude pour fumer la terre d'y brûler le chaume avant le labour. A ce moment toute la terre andalouse est en feu. Ce mode de procéder est utile, car la cendre est un excellent engrais, mais il arrive que l'embrasement des champs communique le feu aux meules de gerbes et aux meules de paille qui se trouvent près des « cortijos ».

Enfin la chaleur du soleil et les flammèches des chemins de fer occasionnent aussi des incendies. C'est ainsi qu'en 1919 deux grands incendies ayant consommé pour 130.000 p. à eux deux, l'un dans la province de Séville, celui du « cortijo » nommé « Miguel Uceda » exploité par une société en commandite et l'autre dans la Province de Cadix près de Jérez, auraient été produits par le chemin de fer.

S'il existe pas mal d'incendies provoqués par le sabotage, ils ne seraient que d'une importance relative par rapport aux incendies accidentels, car en 1919, année où il y aurait eu beaucoup de sabotages, les grandes Compagnies d'Assurances « La Union et le Fenix », « La Catalana », La Themis » auraient trouvé une moyenne générale inférieure aux autres années. Si l'on en croit M. Eloy Vaquero, les Compagnies d'assurances auraient beaucoup agité le spectre de l'incendie volontaire pour élever le taux des primes, portant celles-ci de 12 à 14 pour 1000 pour les pailles, et de 6 à 8 pour 1000 pour les grains, avec une surprime de 5 pour 1000 si l'on voulait que chacune des primes assure, entre autres choses, le risque des émeutes (article dans la *Revue Andaluca*, du 7 septembre 1929).

Cependant, dans le même numéro de revue, un article voisin de Rafael Omeja reconnaît qu'il y a eu des menaces de violence au moment de la récolte.

suppose qu'il existait une préhistoire des révolutions connues, mais c'est à vrai dire une supposition que nous n'avons pu contrôler. Nous nous permettons toutefois de nous demander si elle correspondait bien rigoureusement à la réalité. En effet, comme nous l'avons dit plus haut, il existait jusque vers 1765, une législation qui assurait aux paysans andalous, un salaire minimum, qui le sauvait au moins de la misère. De plus, les communes possédaient d'immenses biens communaux qui servaient à adoucir le sort de la population. Ceux-ci n'ont été vendus qu'après 1830. Si l'on en croit l'impression qui se dégage de tous les livres de l'écrivain socialiste espagnol Costa et bien qu'il ne le dise d'une façon positive nulle part, il semble bien que c'est à partir du moment où les biens communaux ont été supprimés que le paysan andalou a commencé à souffrir. Il est donc très possible qu'il n'y ait pas eu avant le xix^e siècle de sérieuses rébellions en Andalousie. Sans doute, M. Diaz del Moral consacre bien le 2^e et le 3^e chapitre de son ouvrage à la préhistoire des agitations ouvrières à Cordoue. Mais il appert des faits qu'il nous expose qu'il s'agissait beaucoup plus de mouvements politiques que de troubles sociaux. Sans doute, il nous parle de famines qui auraient eu lieu au xvii^e siècle. Mais il y a eu, à cette époque, certaines années, des famines un peu partout. On ne peut donc pas voir là la preuve d'événements spécialement dûs à la situation andalouse.

Quoi qu'il en soit, les grandes rébellions commencent en 1855. A cette date, un certain José Astudillo fut condamné à Séville pour avoir fondé de dangereuses sociétés secrètes qui menaçaient l'ordre social¹.

Deux ans après, au mois de juillet 1857, nous raconte

1. Cubas, *La Mano negra*, cité par Quiros, p. 8, Madrid, 1884.

Guichot dans son *Histoire Générale de l'Andalousie* (t. VIII, chap. 4), s'ourdit à Séville une importante conspiration dont les chefs demeurent absolument mystérieux. Quel était son but exact ? On ne le sait pas. Toujours est-il qu'un soir, après la nuit tombée, cent et quelques hommes mal armés, sortent de Séville, et se dirigent vers les villes de Utrera et Arahal, y pénètrent la nuit suivante, s'emparent de la caserne de gendarmerie et se livrent à des attentats regrettables.

Les rebelles qui s'étaient grossis d'un certain nombre d'autres conspirateurs, se heurtèrent le 3 juillet dans le bourg de Bernaojin à une forte colonne de cavalerie et d'infanterie qui avait été envoyée contre eux. Après un combat qui coûta la vie à 25 personnes, la plupart des rebelles furent fait prisonniers, les autres s'enfuirent, mais furent arrêtés peu de jour après. Soumis à un conseil de guerre, les conspirateurs virent leur principal chef et 24 de ses lieutenants condamnés à mort. Ils furent fusillés à Séville.

Le second chef de la conspiration fut aussi fusillé à Utrera avec huit de ses complices. D'autres conspirateurs allaient être condamnés à mort, quand ils furent graciés par la Reine qui s'acquit ainsi en Andalousie une très grande popularité et qui, quelques années après, fut l'objet de manifestations enthousiastes, quand elle traversa les villages où vivaient les individus graciés.

Quelque temps après ce soulèvement, on découvrit qu'il existait à Arahal une société communiste. Seize membres de cette société furent, paraît-il, fusillés¹.

En 1861, le 21 juillet, un nouveau mouvement séditieux naît soudainement à Mollina, non loin de Antequera. Plusieurs personnes trouvent la mort ou sont blessées au cours

1. Quiros, *op. cit.*, p. 10, d'après Cubas, *op. cit.*

de cette sédition. Le juge de Antequera engage aussitôt des poursuites contre le vétérinaire de Loja qui aurait été le principal instigateur de cet événement. Aussitôt, ce vétérinaire, Don Rafael Perez del Alamo relève le gant, sort à cheval du bourg, où il habitait, suivi par un grand nombre de paysans. Rafael Perez avait alors, nous dit de Quiros, la figure d'un Spartacus Andalou. Il soulève des bandes de rebelles, les organise militairement et bien qu'il soit mal armé, il marche avec eux contre des villes d'une certaine importance. Le 29 juillet 1861, ces hommes armés, surtout avec des outils de culture, s'emparent de Loja et prélèvent un tribut sur les habitants de la ville. A ce moment, Rafael Perez a environ 10.000 hommes sous ses ordres. Quelques jours après, les troupes du gouvernement arrivent. Le général Serrano del Castillo engage un siège en règle contre la ville de Loja occupée par les rebelles. Après une série d'escarmouches avec les troupes gouvernementales, Perez del Alamo se décide à évacuer la ville. Il arrive à en sortir avec la plus grande partie de ses troupes et se retire dans la montagne où il disperse ses partisans. Mais à la fin, il est vaincu, fait prisonnier et condamné à mort. Il ne fût cependant pas exécuté, grâce à la générosité du Ministre de l'Intérieur, le marquis de la Vega. Perez se retira alors à Arqua de la Frontera, son village natal, où il vécut obscurément, en exerçant sa modeste profession jusqu'à sa mort survenue à un âge avancé en janvier 1911.

Quelques années après la révolte du vétérinaire Perez, l'Association Internationale des Travailleurs s'était fondée à Londres. Le propre gendre de Karl Marx, Paul Lafargue, avait été envoyé par son beau-père, en Andalousie pour faire de la propagande socialiste. Il avait trouvé là un terrain propice, car le germe anarchiste avait été semé à l'extré-

mité de la péninsule par l'écrivain espagnol Joaquín Abreu, directeur de « L'Echo » de Madrid. A Jerez de la Frontera, également en 1841, Don Manuel Sagrario de Veloy avait essayé de fonder un phalanstère dans lequel étaient entrés 1620 adeptes.

En 1873, quand la République fut proclamée en Espagne, beaucoup de villages andalous connurent des scènes de véritable révolution sociale. C'est surtout à Montilla, en pleine campagne de Cordoue, qu'eurent lieu les plus grands désordres ; deux propriétaires et un garde rural furent assassinés¹.

A ce moment, se fondent un peu partout de petites sociétés secrètes dont l'activité se signale de différentes façons. Un jour ce sont des incendies sur plusieurs points. Une autre fois, ce sont des vignobles qui sont entièrement détruits. Une nuit se signala dans la plaine de Jerez par le massacre à peu près général de tous les chiens de garde. La plus active de ces associations est « L'Association des Pauvres honorables contre les Riches tyrans ». Il est question de cette association dans les pièces d'une instruction judiciaire faite en 1898 par le juge Fajano à Jerez ... En 1882, une grande crise économique éclate et dure depuis le mois de mai jusqu'au mois d'octobre. A ce moment eut lieu à Séville un congrès d'ouvriers. On y voit pour la première fois se donner libre cours, la divergence de vues entre communistes et socialistes collectivistes. La vérité est que l'anarchisme andalou était d'un genre spécial essentiellement individualiste².

Un certain jour, le 26 décembre 1882, au cours de l'instruction d'un crime qui paraissait d'une grande banalité :

1. Quiros, *ibid.*, p. 19.

2. *Ibid.*, p. 19.

l'assassinat de Fernando Olivera et celui d'un personnage qu'on appelait « El blanco de Benacoaz », apparaît le premier document révélant l'existence d'une terrible association dont le nom seul inspirait la terreur. C'est l'histoire de la « Main Noire » qui commence. Un nouveau crime vint d'ailleurs s'ajouter à la série. Dans une pauvre auberge située à 2 kilomètres de Jérez, le débitant Numez et sa femme sont assassinés pour avoir, semble-t-il, refusé d'accomplir un ordre du Comité directeur de cette ténébreuse association. Un certain nombre de conspirateurs sont aussitôt arrêtés et enfermés à la prison de Jérez. Il y avait là parmi les principaux chefs, le nommé Juan Galan assassin de l'aubergiste, et une femme de 23 ans, nommée Isabel Luna qui aurait été l'une des âmes de la conspiration ; enfin les frères Francis et Pierre Corbachos, fils d'un ancien propriétaire ruiné. Ces chefs de la conspiration ainsi que tous ceux de leurs adeptes qui avaient été arrêtés au nombre de 400, furent jugés par le Tribunal de Séville, plusieurs d'entre eux furent condamnés à mort et exécutés le 14 juin 1884.

Le procès de la « Main Noire » causa une énorme impression dans toute l'Espagne et loin de détruire la propagande anarchiste, ne fit que l'augmenter. Loin de décroître, les sociétés anarchistes devinrent de plus en plus puissantes. A la fin de 1891, un anarchiste madrilène, maçon de son métier, Félix Gravallo, apparaît dans la plaine de Jérez et sème l'agitation dans toute la province, jusqu'aux portes mêmes de Séville. Une idée folle naquit dans les cerveaux de ces exaltés : s'emparer de Jerez, couper cette ville du reste de la province et en faire un canton anarchiste qui servirait d'exemple. Le 8 juillet 1892, ils essaient de mettre leurs plans à exécution. A la tombée de la nuit, la plaine de Caulina, à proximité de la ville, se couvre de journaliers

armés d'armes primitives, de bâtons et de pierres ou bien, en majorité, d'armes procurées par leurs instruments de travail : la faucille, la terrible faucille emblème socialiste du révolutionnaire rural depuis les temps les plus reculés. Les travailleurs arrivaient de tous les côtés. Il en venait de tous les points de l'horizon : de Lebrija comme de Puerto Santa Maria, de Arcos comme de Sanlucar. On attendait l'armée des travailleurs de l'intérieur de la ville. Mais la nuit s'avancait et la multitude sans chef commençait à s'impatienter. A onze heures, d'une façon plus ou moins houleuse, elle s'avança vers la ville, obligée toutefois de se disperser à travers les rues de la cité. On poussait de grands cris en faveur de l'anarchie, mais avec un enthousiasme qui allait en déclinant. La cité était déserte. Le malheur voulut que deux passants solitaires fussent rencontrés par les rebelles. L'un était un voyageur de commerce d'une maison de vins d'Estramadure, l'autre était un jeune comptable qui sortait de son bureau avec des gants à la main. « A mort, bourgeois » cria-t-on à ce dernier. Pauvre bourgeois, qui était le seul soutien d'une mère veuve ! Ces malheureux furent tués tous les deux. On les retrouva le lendemain, frappés, l'un de huit blessures, l'autre de quatorze.

A ce moment, la garde civile sortit. Il y eut des arrestations en masse et le reste des rebelles fut dispersé. On avait arrêté notamment les assassins du voyageur de commerce et ceux du pauvre jeune homme. Ceux-là furent condamnés à mort et exécutés. Quelques autres furent condamnés à la réclusion perpétuelle. Il est probable, que c'est cette dernière scène de révolte qu'a voulu peindre le romancier Blasco Ibanez dans son roman : « *La Bodega* ».

Cet épisode termine le premier cycle des révoltes. L'activité des révolutionnaires se manifesta depuis lors par la

grève et le sabotage principalement. Toutefois, en 1905, à la suite d'un chômage causé par la sécheresse, les ouvriers agricoles se livrent à des actes de banditisme. Ils coupent le blé en herbe pour le faire manger aux bestiaux. Le 20 septembre, une bande de huit hommes montés passent toute une journée sur le route de Villemartin, près Cadix, un jour de foire et dévalisent tous les passants (Cavaillès « Revue Politique et Parlementaire » t. L, p. 335).

La première grève qui soit connue en Andalousie, s'est produite au moment du procès de la « Main Noire » à Jérez. Depuis un temps immémorial, les moissonneurs étaient payés à la tâche. Cette année-là, ils demandèrent soudainement à être payés à la journée. Les propriétaires refusèrent et le gouvernement dut recourir à la mobilisation pour assurer la rentrée de la récolte.

Ensuite, il faut arriver à 1902 et à 1904 pour trouver un sérieux mouvement d'agitation. Il y eut ces années-là dans les campagnes andalouses, la formation de nombreux syndicats de journaliers qui donnèrent lieu à des grèves, à des désordres, des tumultes et des incendies. Mais il est difficile de donner des précisions sur le nombre des grèves qui s'est produit à cette époque-là, car il n'existait pas encore de statistiques. C'est peu après cette crise de 1904 que l'Institut des Réformes Sociales commença à publier la statistique des grèves agraires. Il se déroula de 1908 à 1914 inclus, 13 grèves importantes en Andalousie, 8 à Cadix, 3 à Séville, 1 à Grenade, 1 à Cordoue. De 1915 à 1917, inclus, nous trouvons 4 grèves dans la province de Cadix, 2 dans la province de Séville, 1 dans celle d'Almería, 1 dans celle de Cordoue, 1 dans celle de Huelva, 1 dans celle de Jaen.

Que réclament au cours de ces grèves les ouvriers agrico-

les ? Nous pouvons nous en faire une idée en examinant la réponse faite lors de l'enquête de Cordoue¹.

On réclame ici le salaire minimum, ailleurs, on proteste contre la prétention injuste des patrons de ne pas tenir compte du salaire normal de la localité pour les ouvriers qui viennent d'une autre commune, plus loin, on demande que 15 % des terres soient obligatoirement louées à des groupements collectifs d'ouvriers agricoles qui les répartiraient par parcelles aux syndiqués, dans une autre commune, on réclame des dispenses d'impôts pour les cultivateurs. Dans une autre encore, la distribution des terres. On voudrait que le propriétaire ne loue plus jamais qu'à des groupements ouvriers et ce pour une durée de 20 ans, les groupements ouvriers distribuant les terres aux ouvriers par parcelles de 2 à 10 hectares. Certains demandent à ne plus travailler à la tâche, mais uniquement à la journée, ils invoquent ce motif, que, pour payer à la tâche, le propriétaire aurait eu l'habitude d'abandonner aux moissonneurs, lors de la récolte, les blés couvrant les 10 ou 15 centièmes de la terre moissonnée. Mais au moment de faire le prélèvement de ces 10 à 15 % un arpentage avait lieu et souvent l'arpenteur avait été soudoyé par le propriétaire pour réduire la quantité réelle de moisson ainsi abandonnée.

En 1917, apparaît la Révolution Russe. Cette révolution causa une profonde émotion en Andalousie. Elle ne fut certainement pas étrangère aux événements de 1918, 1919, et 1920, ceux que Diaz del Moral appelle le *trienio bolchevista*².

Les 25, 26 et 27 octobre 1918, a lieu à Castro del Rio, province de Cordoue, un congrès d'ouvriers agricoles auquel

1. *Op. cit.*, p. 171.

2. *Op. cit.*, pp. 28 et ss.

assistèrent des ouvriers venus de plus de 24 communes. Ce congrès formula différentes réclamations concernant le montant des salaires, la durée de la journée de travail etc.

Très peu de temps après, le 2 novembre, la grève des journaliers agricoles commençait à Baena. Petit à petit, elle s'étendait à 43 communes de la province laquelle compte en tout 75 communes. Cette grève fut caractérisée par une très grande excitation de la part des grévistes. Ils se rendant même dans les villes, dans les demeures de leurs propriétaires et forcèrent les servantes à abandonner leurs patrons, par acte de solidarité. Il y eut de véritables épisodes de guerre civile sur les routes qui conduisent à Baena par Potichuelo et Casilla de Martirio. Il y eut là des collisions entre les ouvriers et la gendarmerie. Il y en eut d'autres plus sérieuses à Puente Genil. Le matin du 6 novembre, le lieutenant de la Garde Civile s'étant abattu avec son cheval au milieu de la place publique, faillit être massacré par la foule. Différents coups de fusil furent tirés. Un journalier fut tué. On reconta que les propriétaires avaient tiré sur la foule qui donnait l'assaut à leur maison. Dans un petit bourg de la province de Jaen, les journaliers proclamèrent une nuit la république bolchevique. Le lendemain ils entraient à Priego en formation militaire armés de bâtons grossiers. Du côté de Cordoue, les ouvriers furent, pendant deux ou trois jours, maîtres de localités importantes : Baena, Aguilar, Montilla et de quelques autres bourgs. La terreur envahit les propriétaires et beaucoup d'entre eux s'enfuirent à Cordoue, à Séville et à Malaga. Les petites filles de l'un des notables qui avait été assassiné sur la place de Montilla en 1873 s'enfuirent de leur maison en pantoufles au moment où on voulait la prendre d'assaut. En face de cette situation très grave, le gouvernement de l'époque

prit des mesures énergiques. Plusieurs milliers de gendarmes de la « Guardia civile » furent envoyés en Andalousie. Le « guardia civil » est extrêmement redouté en Espagne. Il a toujours son fusil chargé et il en use quelquefois sans sommation préalable. Or l'andalou a une peur très grande des armes à feu. Cette peur égale presque sa peur des chiens. Les gardes civils n'entrèrent pas en collision sérieuse avec la foule. Ils procédèrent à des arrestations en masse et tout rentra dans l'ordre ... tout au moins dans un ordre apparent, car si l'agitation ne dura pas dans la rue, elle persista dans les centres ouvriers et dans les différents syndicats.

Le mouvement de rébellion recommença pendant l'été et pendant l'automne de 1919. D'après ce qui nous a été raconté à Jérez par des notabilités, il y aurait eu à cette époque de sérieux mouvements dans la rue. Des femmes essayèrent d'arracher les volets des maisons bourgeoises. Des propriétaires de Cordoue et de Séville nous ont dit qu'il était impossible durant ces mois-là, de se rendre à la campagne sans être armé jusqu'aux dents. Par contre, des membres importants du parti socialiste de Cordoue nous ont affirmé qu'il y a avait là quelque exagération. Ce qui est certain, c'est qu'il n'y eut pas d'incidents sanglants. Mais, de part et d'autres, on était prêt à l'attaque et à la défensive. La garde civile et même les lanciers, étaient répandus à travers les compagnes andalouses et la crainte des propriétaires se comprend fort bien si l'on remarque que dans toutes ces populations méridionales, on use facilement du couteau. Les propriétaires circulant dans leurs terres au milieu de l'exaspération des journaliers, auraient très bien pu recevoir un mauvais coup, s'ils n'avaient pas eu le browning à la main. A la fin de 1919 et au début de 1920, le mouvement semblait apaisé. Nous avons pu, en ce qui nous concer-

ne, circuler sans encombre, seul, la plupart du temps, à travers les campagnes andalouses et nous n'avons jamais été victime d'autre agression que celles des féroces chiens que l'on rencontre aux abords des villages. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une grande haine semblait exister encore contre les propriétaires dans les milieux des journaliers et que cette haine était absolument susceptible de donner naissance à de très pénibles incidents. Depuis 1919, il y a eu des grèves, mais il n'y a pas eu de mouvement général aussi sérieux que celui qui a correspondu à la révolution bolchevique en Russie. « Le fatalisme de la race a repris sa place. Le peuple s'est dit que la révolte contre les patrons était inutile. Les centres révolutionnaires sont alors morts de consommation » (Diaz del Moral. *op. cit.* p. 389). Toutefois, le problème n'est pas résolu, bien que des efforts sérieux aient été faits pour aplanir la lutte des classes.

Nous retrouverons ces efforts, dans la deuxième partie de cet ouvrage, mais auparavant, nous allons dire quelques mots dans le chapitre suivant sur la question de l'émigration.

CHAPITRE VI

L'ÉMIGRATION. SES CAUSES. SON IMPORTANCE. SES MODES. SA DIRECTION. SES CARACTERES. CE QU'ON A FAIT POUR L'ENRAYER.

La grande misère andalouse a, comme résultat, une émigration intensive. « On a vu, en Andalousie, des villages entiers se vider d'un seul coup, et les habitants, chassés par la misère, partir, curé en tête, pour l'Amérique¹ ».

S'il existe une certaine émigration susceptible d'enrichir un pays, il en existe une autre qui est capable de l'appauvrir. L'émigration bienfaisante, c'est celle qui se voit dans le nord de l'Espagne, par exemple. Il y a là des hommes qui, à telle ou telle saison, s'en vont pendant plusieurs mois travailler en France ; d'autres quittent momentanément la mère-patrie pour aller chercher fortune en Amérique. Tous ceux-là laissent, dans leur province d'origine, le plus souvent une femme et des enfants ; d'autres fois de vieux parents, presque toujours une famille, à laquelle ils songent. Tandis qu'ils gagnent de l'argent et qu'ils économisent dans les pays lointains où ils sont allés travailler, ils pensent à leur petit coin de terre dans lequel ils

1. Dauzat, *La Revue*, p. 495, 1913.

reviendront un jour s'établir. Ainsi, en s'enrichissant à l'étranger, ils travaillent finalement pour leur pays lui-même, puisque c'est lui qui doit profiter des économies réalisées par l'émigrant et destinées à être rapatriées par lui.

« Mais ce qui est terrible, c'est l'autre émigration, celle
« qui est la caractéristique du midi de l'Espagne : l'émigration collective, familiale, parce que les familles qui
« sont emmenées hors de la terre natale par cette émigration-là, ce sont des plantes arrachées au sol et qui vont
« prendre, sous un autre climat, dans un autre territoire, de solides racines qui leur feront complètement oublier
« la patrie d'origine. Cette émigration, celle de l'homme qui
« tourne radicalement le dos au sol ingrat sur lequel il est
« né, est angoissante et terrible. Or, c'est bien elle qui
« aujourd'hui s'accroît. Tel est le problème qui mérite
« de retenir l'attention du Gouvernement¹ ».

Cette émigration est due, nous l'avons dit, principalement à la misère. Voici comment un haut fonctionnaire du Conseil Supérieur de l'Émigration, M. Antonio Pastor, Inspecteur de cette Administration, précise les origines de ce phénomène social. D'après lui, c'est toujours la gêne qui pousse les andalous à émigrer vers d'autres pays, mais cette gêne, ajoute-t-il, est souvent due à des causes différentes.

Dans la Province d'Almería, dit-il, l'émigration serait due principalement à la difficulté qu'éprouvent les cultivateurs dans leurs travaux par suite du mauvais état des rivières et des fleuves. Au lieu de servir, par une canalisation et une irrigation bien exécutées, à fertiliser et à enri-

1. Discours de M. Barcia y Trelles à la Chambre des Députés. Séance du 13 novembre 1916. C. f. *Boletín del consejo superior de emigración*, n° septembre-décembre, p. 487, 1916.

chir le sol, les cours d'eau sont tantôt à sec, tantôt transformés en torrents impétueux qui inondent et dévastent les champs.

« En cette province d'Almería, dans les zones extrêmement réduites où l'eau est bien répartie, la végétation est exubérante et hâtive plus que dans aucune autre région, mais les 4/5 du sol de la province restent stériles faute d'irrigation. Si elles disposaient d'eau, les populations très travailleuses d'Almería feraient de leur province la zone la plus florissante de l'Espagne. Mais comme on remet d'année en année les travaux nécessaires pour fertiliser le pays, la population ne trouve pas à s'occuper et est obligée d'émigrer¹ ».

Dans la province de Malaga, le problème serait un peu différent, car là, le sol est plus riche et le cultivateur trouve assez souvent du travail. Aussi quand l'état des cultures est favorable, le propriétaire emploie beaucoup de monde et personne ne songe à émigrer. Mais survient-il une mauvaise récolte, la vie augmente, les salaires sont plus bas et la population se précipite vers les ports pour s'embarquer vers l'étranger².

Quelle est l'importance de cette émigration pour l'Espagne toute entière ?

Pour la période qui va de 1910 à 1927 environ, il semble qu'il faille l'évaluer à environ 200.000 personnes par an. Différents auteurs nous donnent en effet des chiffres précis à cet égard.

« Il part pour l'Amérique, nous dit le ministre Jimeno, environ 200.000 espagnols par an. La dernière statistique

1. Publication du Conseil supérieur d'émigration. *L'émigration par les ports espagnols en 1917*, p. 445.

2. *Ibid.*

dont je me souviens, celle de l'année 1913, enregistrait le nombre de 151.000 émigrants espagnols. En 1909, il y eût 70.000 émigrants rien que pour la République Argentine. En 1912, 151.000 se rendaient dans le même pays et en 1913, 100.000. Parallèlement, il se rendait à Cuba 22.000 espagnols en 1909 ; 30.000 en 1913. Au Brésil, qui est un pays injustement oublié par nous, 7.000 émigrants partaient en 1909, 13.000 en 1913¹ ».

Dauzat, qui nous cite également ce chiffre moyen de 200.000 émigrants par an, nous dit que l'émigration a quintuplé en 1/4 de siècle. Encore estimait-il que ces chiffres doivent être majorés du fait de l'émigration officieuse².

Marvaud nous dit qu'il y eut, pour l'Espagne tout entière, 40.000 émigrants en 1895, 106.000 en 1896, 183.000 en 1910 ; près de la moitié d'entre eux auraient été des agriculteurs, exactement les 46,9 %. L'Andalousie, ajoute-t-il, est une des régions d'où l'on émigre le plus. Il émigre en tous cas, plus d'hommes que de femmes, par exemple en 1910, 137.000 hommes sur 191.000 émigrants. Ces 191.000 émigrants seraient allés 155.000 en Amérique, 28.000 en Afrique et 6.000 dans d'autres pays³.

A partir de 1926 ou 1927, l'émigration se ralentit. Où faut-il en chercher la cause profonde ? Sans doute, dans ce fait que certains pays, comme les États-Unis ferment leurs portes aux nouveaux arrivants et que, dans d'autres, on ne trouve pas de travail. Nous constatons par exemple en 1929, ce fait sans précédent que 9.823 émigrants retour-

1. Discours du Ministre d'État Jimeno à la Chambre espagnole. Séance du 13 novembre 1916. Cf. *Boletín del consejo superior de emigración*, septembre-décembre, p. 495, 1916.

2. Dauzat, *La Revue*, p. 495, 1913.

3. Marvaud. « L'Espagne au xx^e siècle », p. 369. D'après *The statistical abstract for the foreign countries*.

nent en Espagne pour n'avoir pas trouvé de travail, notamment en Argentine et à Cuba (V. *Boletín de Emigración*, 1930-31, p. 642). Conséquence sans doute, de la crise mondiale qui commence.

En 1929, dernière année pour laquelle il nous ait été possible de nous procurer des statistiques complètes, l'émigration connue aurait été de 82.319 personnes¹ auxquelles il faudrait ajouter les émigrants se rendant en Algérie par la zone espagnole du Maroc.

Il est extrêmement difficile de fixer d'une façon précise combien il y a d'Andalous parmi ces émigrants. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y en a beaucoup, mais il est à peu près impossible d'établir une statistique sérieuse. Il est, en effet, impossible de s'appuyer sur le nombre des individus partis des ports d'Andalousie, car il est incontestable que parmi eux, il y a des individus qui viennent du Centre ou même du Nord de l'Espagne. Nous voyons, en effet, dans une statistique concernant le mois de septembre 1916, que, sur 118 émigrants partis de Cadix ce mois-là, 94 étaient originaires de la Corogne, 108 de Pontevedra, 28 de Biscaye, 32 de Salamanque, etc²...

Toutefois, en ce qui concerne l'émigration dans ce même mois de septembre 1916, nous découvrons une statistique publiée dans le *Bulletin du Conseil Supérieur de l'Emigration*³, nous disant que sur 390 des émigrants, 129 étaient originaires de la province d'Almería, 46 de la province de Cadix, 30 de la province de Grenade, 29 de la province de Malaga, 22 de la province de Séville, 8 de la province de

1. Ce chiffre est le total de ceux donnés par le *Boletín de Emigración* 1930-31 pour les différents points de sortie (voir pp. 628, 716, 726, 751).

2. *Boletín del consejo superior de emigración*, septembre-décembre 1916, p. 582.

3. Septembre-décembre 1916, p. 580.

Cordoue. Ce mois-là, la proportion aurait été infime pour l'Andalousie. Mais, en septembre, il y a encore pas mal de travail à faire dans la campagne andalouse et certainement l'Andalou émigre moins qu'à un autre moment.

Si nous en croyons un graphique annexé à la statistique officielle de l'émigration en 1912, le nombre des émigrants aurait été cette année-là de 15.717 pour Alméria (soit 4,37 % de la population); 12.023 pour Cadix (soit les 0,26 % de la population); de 3967 pour Grenade (soit 0,80 % de la population); de 508 pour Jaen (soit 0,10 % de la population); de 2397 pour Malaga (soit 0,45 % de la population); de 1185 pour Séville (soit ,021 % de la population); de 193 pour Huelva (soit 0,07 % de la population); et de 377 pour Cordoue (soit 0,08 % de la population).

Le chiffre des émigrants, en cette année 1912, aurait donc flotté entre 20 et 25.000 pour les huit provinces andalouses, alors que dans l'ensemble de l'Espagne, elle était de 194.000 pour 49 provinces¹.

Le graphique n° 1 annexé à la statistique officielle de l'émigration de 1913 nous montre qu'après les provinces qui entourent le Cap Finistère (la Corogne, Lugo, Oviedo, Pontevedra et Orense), la province d'Alméria est avec la province de Léon celle d'où il émigre le plus d'individus.

Ajoutons également que par rapport à la population, c'est aussi la province d'Alméria qui, avec la seule autre province d'Orense, connaît une émigration atteignant par an les 4,50 % de la population². Une impression nettement similaire se dégage de différents graphiques annexés au *Boletín de Emigración* de 1930-31.

1. P. 44, 45 de cette statistique.

2. V. Graphique n° 2 annexé à la Statistique Officielle de l'Émigration espagnole pendant l'année 1912, publiée par le *Conseil supérieur de l'Émigration*.

Il est également remarquable que presque tous les individus qui sortent d'Espagne par le port d'Almería sont originaires de la province de ce nom, puisque en 1916, par exemple, sur les très nombreux émigrants qui passèrent par Almería, il n'y en avait que 147¹ qui venaient d'autres provinces et encore parmi ceux-ci, 110 venaient-ils de la province andalouse de Grenade². Il en est de même en 1929 où, sur 1881 émigrants sortis par le port d'Almería, 1603 sont originaires des provinces andalouses. (*Boletín de Emigración* 1930-1931, pp. 626 et 627). Ajoutons que c'est aussi en Andalousie, principalement dans la province d'Almería, que l'émigration est familiale. Nous en avons la preuve par l'examen des statistiques publiées par le Conseil Supérieur. Examinons, en effet, par exemple, la statistique d'émigration de 1910. Cette année-là, parmi les émigrants quittant Almería, il y a presque une femme pour deux hommes ou, si l'on veut être plus exact, 2 femmes contre 5 hommes (5.493 c. 13.977) ; à Cadix, il y a plus d'une femme contre 2 hommes (3709 c. 6714) et à Malaga, il y a presque autant de femmes que d'hommes (1874 c. 2135). A Cadix en 1914, il y a plus de femmes que d'hommes à émigrer. En 1912, 1913 et 1914, la même proportion que celle qui vient d'être citée se retrouve à Malaga ; pour 1929, une statistique parue au *Boletín de Emigración* de 1930-31 (p. 628) nous apprend que pour les provinces d'Almería, Malaga, Grenada, Cordoba, l'émigration a été presque exclusivement familiale. Dans le reste de l'Espagne, la proportion est bien moins grande, puisque nous voyons, par exemple, à la Corogne, seulement une femme

1. Sur environ 1000 émigrants, alors qu'il y en avait eu 20.000 en 1912 qui passèrent par ce port.

2. *Bulletin du Conseil supérieur de l'Emigration*, p. 921, 1917.

contre 3 hommes et, à Santa Crux de Tenerife, pas même une femme contre 4 hommes¹.

D'ailleurs, l'émigration familiale était provoquée en Andalousie par de véritables entrepreneurs d'émigration cherchant à attirer des familles entières à l'étranger. Un sous-inspecteur de l'émigration, M. Salvador Montorc, signale le fait dans un article publié en 1917 au sujet des efforts faits par le Brésil pour attirer des familles entières².

Une des caractéristiques de l'émigration familiale est qu'elle se fait à n'importe quelle époque avec toutefois une petite augmentation en janvier et février, puis en juin, juillet et août, tandis que, dans les ports du Nord, comme à la Corogne, par exemple, où l'émigration n'est pas familiale, on émigre méthodiquement à des mois déterminés pour revenir au pays quelques mois après³.

De même que nous notons en 1929, une diminution de l'émigration, il y eut pendant la guerre une baisse très importante du chiffre des émigrants andalous. Cela tenait probablement en partie à l'amélioration des salaires à cette époque et aussi au besoin de main-d'œuvre qui se faisait sentir en Espagne par suite de l'intensification de son industrie qui fournissait du matériel de toute sorte aux pays belligérants. Mais cela tenait surtout à ce que l'encombrement des navires par les marchandises ne permettait plus de transporter beaucoup de voyageurs⁴.

Mais si les statistiques de 1916, 1917, 1918 signalent un abaissement sérieux de l'émigration, cette suspension ne

1. V. également au sujet des familles quittant encore l'Andalousie, la statistique de l'émigration espagnole en 1918, p. 802.

2. *Boletín del consejo superior de emigración*, n° 91, p. 583, 1917.

3. Statistique officielle de 1910, pp. 9, 10.

4. *La Réforme Sociale*, p. 349, mai 1921. Voir aussi dans le même sens la Statistique officielle de l'Émigration espagnole pendant le premier trimestre de 1918, p. 18.

dura point. L'année 1920 fait ressortir au contraire une augmentation considérable par rapport à 1919. Le total des émigrants ayant quitté les seuls ports espagnols, s'est élevé en 1920 à 147.198 c. 69.472 l'année précédente. S'il faut en croire un économiste français très averti des choses d'Espagne, M. Lepelletier, cet accroissement d'émigration serait dû, en partie à la crainte qu'inspiraient à cette époque aux travailleurs non syndiqués les exigences constantes et les menaces des syndicalistes¹. Il est fort possible, en effet, que ce facteur ait joué dans les campagnes andalouses où les ouvriers agricoles non syndiqués étaient très mal vus des syndiqués. Nous avons, en effet, rencontré nous-même dans le sud de la France et particulièrement dans l'Hérault, un certain nombre d'ouvriers espagnols, qui nous ont affirmé avoir quitté l'Espagne vers 1920, par suite de la terreur rouge. Toutefois, nous ne croyons pas que ce soit là le facteur dominant et nous serions plus tentés de croire que c'est seulement le cours normal de l'émigration qui a repris, après avoir été endigué un moment par les circonstances de la guerre.

Le ralentissement de l'émigration survenu en 1929 que nous avons signalé plus haut, est un mouvement encore trop récent pour qu'il ait donné lieu à de très importants commentaires tout au moins en ce qui concerne ses causes. On s'est borné à gémir avant tout sur ses méfaits par suite de l'accentuation du chômage qu'il a occasionné dans les milieux ruraux (voir notamment *La Crisis Agraria Andaluza de 1930-31*, une brochure de 209 pages, Madrid, 1931).

D'ailleurs, ce ralentissement qui nous ramène simple-

1. Dans le même sens, discours de M. Cierva à la Chambre des Députés, le 13 novembre 1916, *Bulletin du Conseil supérieur de l'Emigration*, p. 491, 1916.

ment aux chiffres des environs de 1900 ne supprime point le problème de l'émigration qui conserve, dans son essence, toute son acuité.

Par quels ports émigrent surtout les andalous ? Lorsque l'émigrant s'embarque en Espagne, il semble bien qu'il choisisse avant tout les ports de Malaga, de Cadix et d'Almería. Ce qui tend à le prouver, c'est que les seules statistiques qui nous indiquent l'origine des émigrants par province avec signalement des ports de sortie, ne nous indiquent pour les huit provinces andalouses que peu ou pas d'émigration par d'autres ports que par les ports andalous¹. Mais il faut ajouter qu'il y a aussi une émigration qui se fait en passant par l'étranger. Celle-ci est surtout celle des malheureux campagnards « que leur situation précaire « oblige à prendre l'héroïque résolution d'émigrer. L'émigration d'une classe aussi nombreuse que déshéritée n'a « point d'époque fixe. Elle s'effectue quand l'occasion s'en « présente pour cette bonne raison que la faim ne permet « aucune attente. Aujourd'hui, ils sortent par un port espagnol, demain par un autre et très souvent, presque « toujours, les ports choisis sont des ports étrangers, parce « que les bateaux qui pratiquent cette émigration ne font « pas escale en Espagne. Ils échappent ainsi à l'obligation « de réunir les conditions d'hygiène, de santé, de sécurité, « de rapidité et de navigabilité exigées par la très sage loi « d'émigration du 21 décembre 1907. Ces bateaux n'ont « pas besoin d'avoir de l'eau potable en abondance, ni « de donner aux émigrants, l'alimentation convenable² ».

1. Voir par exemple Statistique de l'Emigration espagnole pendant le premier trimestre de 1918, pp. 16, 17 et statistiques des années suivantes et *Boletín de la J. G. de Emigración*, 1930-31, t. II, p. 626, dans lequel nous relevons seulement 67 émigrants andalous embarqués dans d'autres ports espagnols que les ports andalous.

2. Article de M. Léopoldo d'Ozouville. *Bulletin du Conseil supérieur de l'émigration*, septembre-décembre 1916, pp. 158 et ss.

Vers quels pays se dirigent principalement les émigrants. Les statistiques nous montrent que les andalous vont surtout en Argentine, en plus petit nombre à Cuba, un peu enfin au Mexique, dans l'Uruguay et au Brésil¹.

Certaines années, par exemple en 1918, c'est Cuba qui a attiré le plus d'émigrants venus d'Almería et de Cordoue ; mais, par contre, la même année, tout le contingent des émigrants de la province de Grenade partait pour l'Argentine. Il semble bien cependant qu'une attraction spéciale ait entraîné les gens vers Cuba pendant un certain temps, car en 1920 dans l'ensemble de l'Espagne près des deux tiers des émigrants partent pour Cuba (90.000 sur 147.918), alors que précédemment, par exemple en 1910, l'émigration vers Cuba n'était que de 27.000 personnes². Si Cuba a momentanément pris le premier rang, cela s'explique par le développement des plantations de cannes à sucre dans cette île. Les économistes notent d'ailleurs que l'émigration vers Cuba n'a pas le même caractère que celle qui se dirige vers l'Argentine : les gens qui vont à Cuba, comme d'ailleurs ceux qui vont aux États-Unis, deviennent des ouvriers d'industrie, notamment d'industrie agricole, tandis que ceux qui vont en Argentine deviennent purement et simplement des colons³.

Au surplus, ce courant qui entraînait les émigrants vers Cuba n'a pas duré : en 1929, c'est l'Argentine qui recommençait à entraîner la majeure partie des émigrants. Cuba ne se plaçait plus qu'au 3^e rang, après l'Uruguay (V. *Bulletin* 1930-31, t. II, p. 630).

Quant à l'émigration vers la France, si elle existe d'une

1. Voir Statistique et *Bulletin du Conseil supérieur de l'émigration* 1916, pp. 580, 581 et *Bulletin de* 1931, t. II, p. 630.

2. *Bulletin de l'Institut de Réformes sociales*, p. 441, 1^{er} septembre 1921.

3. « Statistique de l'émigration transocéanique en 1918 », p. 798.

façon très sérieuse dans le reste de l'Espagne, elle ne semble pas extrêmement élevée en Andalousie. Sur ce point précis d'ailleurs, les documents nous manquent, car les gares pyrénéennes n'ont, à notre connaissance, jamais dressé de statistiques. A défaut de pièces officielles, nous pouvons nous baser sur ce qui est de notoriété publique. Or, nous avons toujours entendu dire, dans les huit provinces d'Andalousie qu'on se rendait peu en France, et, qu'au contraire, la plus grosse partie des émigrants s'en allait vers l'Amérique¹. Par contre et nous l'avons noté plus haut, l'émigration andalouse vers l'Algérie est importante.

Il est intéressant de voir maintenant dans quelles conditions se produit parfois ce mouvement. Il existe des entrepreneurs d'émigration qui passent des contrats, soit avec des États américains, soit avec des employeurs américains pour leur procurer une certaine quantité de main-d'œuvre espagnole. Il s'agit alors pour ces entrepreneurs, qui sont payés à forfait d'effectuer le transport dans des conditions avantageuses pour eux. La conséquence, c'est que l'on méconnaît souvent de façon absolue les principes les plus élémentaires d'humanité, de morale et d'hygiène. Dans un discours prononcé à la Chambre des Députés, le 14 novembre 1916, M. Barcia y Trelles faisait allusion à des événements de notoriété publique, extrêmement douloureux et que personne ne pouvait ignorer. Il stigmatisait comme scandaleux et abusifs les trafics auxquels se livraient certains agents d'émigration².

1. Sur l'émigration vers la France dans le reste de l'Espagne, voir statistique de l'émigration espagnole et transocéanique de 1918, p. 788, et *Boletín* 1930-31 précité, p. 726. Remarquons que cette dernière étude nous cite pour Béziers et Marseille, l'origine des espagnols résidant dans ces villes : ils viendraient de Valence et de Murcie ; il n'est pas question de l'Andalousie.

2. *Bulletin du Conseil supérieur de l'émigration*, p. 501, 1916.

Jadis, avant la loi de 1907, dont nous parlerons à la fin de ce chapitre, il y avait des espagnols et aussi des argentins qui se livraient à cet égard à des abus considérables. Aujourd'hui, il semble que ceux qui, suivant l'expression plusieurs fois rencontrée dans les journaux, se livrent à « la traite des blancs » le fassent surtout sous le couvert des pavillons anglais, brésiliens et nord-américains. Le journal *El Debate* qui, fréquemment a attiré, sur toutes ces questions, l'attention du Gouvernement et celle des espagnols qui pensent à émigrer, nous cite à cet égard¹ un article vibrant paru dans le *Diario espanol* publié à Sao Paulo (Brésil). *El Debate* a laissé volontairement en blanc dans ses colonnes le nom des personnages et des bateaux auxquels il est fait allusion : MM. X..... avaient fait avec le « Gouvernement de l'État de Sao Paulo un contrat aux « termes duquels ils s'engageaient à transporter 100.000 émigrants, et les bateaux négriers A..... et P..... « commencèrent aussitôt à accomplir la criminelle mission « qui leur était destinée : celle de transporter de la chair « humaine dans des conditions seulement comparables à « celles qui sont observées dans l'embarquement du bétail ».

« Ces agents recrutent en Espagne, grâce à des mensonges, les malheureux émigrants et ils les embarquent clandestinement à Gibraltar.

« La dernière cargaison d'êtres humains que le A..... débarqua dans le port de Santos comprenait 730 personnes qui, enfermées dans des soutes immondes, lors de l'embarquement à Gibraltar, restèrent ainsi parquées pendant 23 jours de traversée. La promiscuité, le manque de propreté, l'alimentation défectueuse causèrent plu-

1. Numéro du 23 mai 1921.

« sieurs morts et beaucoup de maladies. La petite vérole et
« la scarlatine éclatèrent à bord.

« Le malheureux espagnol qui s'embarque à Gibraltar
« est inhumainement sacrifié et exploité, car il y a des fa-
« milles qui attendent dans ce port anglais 20, 30, 40 jours
« et plus, l'arrivée du bateau négrier qui doit les transpor-
« ter dans la terre promise..... Les malheureux pères de
« famille, volés et trompés, se voient dans l'obligation de
« vendre leurs propres vêtements et ceux de leurs enfants
« pour pouvoir s'alimenter jusqu'à leur embarquement.
« C'est dans cet état si horrible qu'ils sont enfermés dans
« les soutes du A... ou du P... où la misère et les insectes
« ravagent leurs pauvres corps de laboureurs espagnols..
« Dans les hôpitaux de Santos, furent admises plusieurs
« victimes des maladies qui s'étaient déroulées à bord du
« A.....

« Aujourd'hui, comme jadis les pauvres nègres africains,
« l'émigrant espagnol qui l'a remplacé est victime d'un
« infâme trafic, autorisé et presque encouragé par le Gou-
« vernement anglais, puisque celui-ci admet que les émi-
« grants espagnols s'embarquent à Gibraltar sans aucune
« garantie et sans documentation quelconque, car il est
« bien évident que l'Espagne ne peut rien exiger dans ce
« port, et les autorités britanniques se désintéressent de la
« question.

« Le dommage est d'autant plus grand que la législation
« espagnole ne peut plus, dès lors, protéger l'émigrant. En
« effet, quand celui-ci s'embarque à Gibraltar les disposi-
« tions de la loi espagnole, obligeant les Compagnies de
« navigation à rapatrier, sur simple demande de leur part,
« 20 % des émigrants emmenés dans leurs navires, demeu-
« rent sans effet. Au surplus, en dehors de tous les inconvé-

« nients habituels, il y en a un qui se présente pour les émi-
« grants embarqués dans ces conditions, c'est qu'ils sont le
« plus souvent dépourvus de documents légaux suscepti-
« bles de leur permettre de se prévaloir de leur nationalité
« devant les consulats espagnols des pays où ils se rendent
« et alors les consuls ne peuvent plus les protéger.

« Les autorités espagnoles ne pourraient-elles pas inter-
« venir pour arrêter le trafic criminel que nous dénonçons ?
« Un traité avec le Gouvernement anglais ne serait-il pas
« possible dans le but d'éviter que les émigrants espagnols
« ne soient traités comme des bestiaux ? Et en tous cas,
« le devoir du Gouvernement espagnol ne serait-il pas
« d'exiger que les eaux de leur pays soient à tout jamais
« fermées aux bateaux qui auraient embarqué dans le
« port de Gibraltar des émigrants espagnols ? Le A.....
« et le P..... sont des bateaux qui devraient être reçus à
« coups de canons dans les ports de l'Espagne, à cause des
« dommages qu'ils causent à cette nation et à beaucoup de
« ses enfants ».

Également dans *El Debate*, nous trouvons le récit suivant recueilli dans une lettre d'un émigrant débarqué à Montevideo¹. Il semblerait en résulter que même certains bateaux partant de l'Espagne, n'observeraient pas rigoureusement toutes les prescriptions légales concernant l'émigration : « Comme beaucoup d'autres, j'avais eu l'idée
« d'émigrer et de me rendre en Uruguay. Primitivement,
« je voulais faire le voyage sur le vapeur « Descado »,
« mais, comme celui-ci avait été retardé dans son départ
« et qu'on annonçait l'arrivée d'un autre bateau de la
« Compagnie M..... je me décidais à m'embarquer dans

1. *El Debate*, 23 mai 1921.

« ce dernier, sur les grands éloges qui m'en étaient faits
« par les négociants en chair humaine qu'on appelle : « les
« agents d'émigration ». Ceux-ci me disaient qu'il s'agis-
« sait d'un vapeur tout neuf, aménagé spécialement pour
« les passagers de 3^e classe. Je me décidais à m'embarquer
« avec beaucoup d'autres. Quand nous fûmes à bord et
« alors qu'il ne nous était plus possible de réclamer, nous
« découvrîmes que ce charmant bateau « fait spécialement
« pour les voyageurs de 3^e classe » était un vieux vapeur
« de marchandises, qui nous emmena sans faire aucune es-
« cale, depuis Vigo jusqu'à Montevideo, gardant la mer
« environ un mois. Ce voyage fut un véritable calvaire.
« Notre première épreuve fut le manque d'eau. Celle qu'on
« nous apportait était toute sale et jaune et elle ressemblait
« à l'eau d'un cloaque. Elle n'était déjà aucunement appé-
« tissante pour se laver ; et comme boisson, c'est tout au
« plus si elle pouvait servir de vomitif, étant donné sa tem-
« pérature. Quand nous arrivâmes à l'Équateur, ce fut un
« véritable commencement de l'Enfer. Pas de cantines
« pour aller y étancher sa soif, pas de glace pour rafraîchir
« l'eau qui apparaissait comme bouillante, aucune espèce
« de ventilation dans la cale. Beaucoup tombèrent malades
« et c'est un miracle que nous ne soyons pas tous morts.
« La rougeole se déclara à bord. Ce fut un voyage sans pré-
« cédent dans l'histoire de l'humanité. Que font les Sociétés
« d'émigration pour empêcher leurs compagnies sans con-
« science, d'embarquer les êtres humains sur des bateaux,
« sans que ceux-ci remplissent les conditions les plus indis-
« pensables pour la vie ? »

El Debate ajoute après la publication de cette lettre que des commentaires extrêmement malveillants pour certaines autorités auraient eu lieu dans le public. Mais on peut se

demander jusqu'à quel point, il n'y a pas là des exagérations. Dans le même journal, en effet, nous en trouvons une manifeste : l'article en question, parlant plus loin de l'émigration continentale, déclare que les émigrants se rendant en France, rencontrent une franche hostilité de la part des autorités françaises et que même l'Ambassadeur d'Espagne à Paris aurait plutôt obstrué que soutenu les réclamations qui lui avaient été faites par les émigrants.

Or, il apparaît à tout français bien averti de ces questions qu'il y a là une erreur manifeste. En effet, tous les émigrants espagnols trouvent facilement à s'occuper en France et y reçoivent des salaires extrêmement avantageux. Nous ne donnerons comme exemples que les salaires des équipes de vendangeurs dans le midi de la France, ou encore ceux des bûcherons espagnols qu'on trouve un peu partout dans nos forêts. Le Gouvernement français n'a jamais créé de réelles difficultés aux espagnols. Il a seulement surveillé de très près leur entrée et il semble avoir agi prudemment à cet égard, étant donné le nombre considérable d'anarchistes espagnols qui, à un moment donné, ont tenté de pénétrer dans notre pays et qui auraient pu causer des troubles regrettables.

Mais, pour en revenir à l'émigration transocéanique, ce qui est certain, c'est que les inconvénients résultant chez les émigrants de l'absence de documents, authentifiant leur nationalité sont absolument vraisemblables. En effet, la plupart sont illettrés et cela explique que beaucoup d'entre eux ne se soient pas pourvus de papiers.

Pour donner une idée de la proportion d'illettrés qui existe parmi les émigrants andalous, consultons les statistiques publiées par le Conseil supérieur de l'émigration. Nous en trouvons qui sont absolument convaincantes dans

la *Estadistica de la migracion espanola de 1918* (p. 79) et dans la *Estadistica general de la même année*, p. 612. En 1918, la moyenne générale des illettrés parmi les émigrants aurait été de 22,81 %.

Cette proportion aurait été particulièrement forte en janvier où 36,61 % des émigrants étaient illettrés. Or, il est à remarquer qu'à cette époque, ce sont surtout des gens du Sud qui émigrent. Il y a donc certainement une très grande proportion d'émigrants andalous qui ne savent ni lire, ni écrire.

En juillet 1918, sur les émigrants qui ont quitté Montilla, Grenade et Malaga, 50 % étaient illettrés¹. Les statistiques de 1929 nous donnent des chiffres similaires ; cette année-là, à Grenade, les cinq douzièmes des émigrants sont illettrés. A Malaga, la proportion est presque aussi forte : 35 % (V. *Boletin* 1930-31, p. 628).

Ce qui est également établi, c'est que la plus grande partie des émigrants andalous est composée d'agriculteurs. Le 25 février 1920, dans une conférence donnée à l'Association des Agriculteurs à Madrid, le comte de Eza abordait le problème de l'émigration. D'après lui, 78 % des émigrants seraient des agriculteurs. Ce départ en masse est une véritable saignée pour l'Espagne et pourtant le Gouvernement, dit-il, ne peut interdire l'émigration tant que la situation économique ne présentera pas plus de garanties. Le cas est particulièrement grave en Andalousie².

La situation des émigrants espagnols est d'une façon générale apparue comme tellement grave à tous les gouvernements dignes de ce nom, que beaucoup de pays se sont préoccupés de la réglementer. Il y a d'abord eu en Espa-

1. Statistique de l'émigration espagnole en 1918, p. 698.

2. *El Debate*, 25 février 1920.

gne un grand mouvement fait en faveur de la protection des émigrants, mouvement qui a abouti à des lois précises et précieuses ; mais certains gouvernements étrangers qui reçoivent des émigrants espagnols ont tenu aussi à veiller à la sécurité des individus qui venaient ainsi chercher refuge sur leur territoire.

Il existe des projets d'accords entre la France et l'Espagne pour régler l'émigration qui se fait d'Espagne vers la France¹. Ce projet de traité fut approuvé par le Conseil de Direction de l'Institut de Réformes sociales, dans sa séance du 1^{er} septembre 1920. Dans son approbation, ce Conseil émettait le désir que les grandes lignes de l'accord soient calquées sur les conventions passées entre la France et l'Italie et entre la France et la Pologne. Il demandait ensuite que l'on s'inspirât des recommandations de la Conférence de Washington pour établir un système efficace d'assurances contre le chômage et que l'on consultât les représentants des éléments patronaux et ouvriers au sujet du recrutement des travailleurs. Il émettait le désir qu'en ce qui concerne les conditions et la protection du travail, les salaires, les accidents, les grèves, etc..., l'immigrant soit traité sur le même pied que les français. Il désirait que le recrutement d'ouvriers par l'intermédiaire d'agents privés soit rigoureusement défendu à moins que ces agents privés n'aient reçu une autorisation officielle. Enfin, il demandait la formation de comités de patronage pour les ouvriers agricoles en France, la réforme de la législation espagnole concernant l'émigration vers la France. A son avis, pour terminer, il y avait lieu de faire cadrer autant que possible l'accord franco-espagnol con-

1. V. *Bulletin de l'Institut de Réformes sociales* 1920, 2^e volume, p. 8.

cernant l'émigration avec l'accord pouvant être passé entre l'Espagne et l'Argentine.

Mais cet accord n'a pu aboutir jusqu'ici. Et les publications espagnoles récentes en réclament encore la réalisation¹.

Un décret royal du 1^{er} septembre 1929 prétendait remédier à ce défaut d'accord international en instituant des organismes de patronage pour veiller sur les espagnols résidant en France. Des fonctionnaires furent même envoyés de Madrid en France pour inspecter les principaux centres où résidaient les espagnols. Ces délégués se sont, dans leurs rapports, beaucoup préoccupés de ce fait que leurs compatriotes avaient tendance à se fondre complètement avec la population française ; ils indiquent qu'il conviendrait d'après eux d'étudier les moyens d'empêcher cet état de choses².

Le Gouvernement argentin, de son côté, a réglementé l'immigration espagnole. Il se réserve le droit d'exclure tout étranger condamné ou poursuivi pour délits de droit commun. Il se réserve aussi le droit d'interdire à ceux-ci l'entrée de la République avec une forte peine d'amende pour ceux qui tenteraient de faciliter l'entrée de ces mêmes individus. Le sol argentin est formellement interdit à ceux qui se seraient livrés au vagabondage spécial. Enfin, la direction générale de l'immigration doit exiger des immigrants à leur entrée : 1^o un passeport avec photographie ; 2^o des certificats de police constatant l'absence de condamnations infamantes ; 3^o un certificat de police constatant que l'intéressé n'est pas atteint d'aliénation mentale et ne s'est pas livré à la mendicité ; 4^o un certificat consulaire ou communal constatant les aptitudes professionnelles de

1. V. *Boletín* 1930-31 précité, pp. 747 et ss.

2. *Ibid.*

l'intéressé. Tout doit être visé au départ par un Consul argentin¹.

En Espagne, l'opinion publique s'est longuement préoccupée de la question de l'émigration. Presque tous les partis y ont accordé leur attention. Lors du Congrès annuel de l'Union Générale des Travailleurs, tenu en juillet 1920 à la Maison du Peuple à Madrid, une discussion importante fut consacrée à la question de l'émigration. Les conclusions de cette disussion furent : 1^o la nécessité de l'intervention de l'État ; 2^o la nécessité de créer des organismes techniques ouvriers pour offrir aux émigrants de toute classe des renseignements sur les conditions de travail dans les autres pays ; 3^o la création d'une représentation ouvrière auprès de tous les consulats situés dans les pays vers lesquels émigrent des espagnols². Les partis libéraux et conservateurs s'intéressèrent aussi à la question et c'est sous leur impulsion que furent votées les différentes lois concernant l'émigration.

La première d'entre elles date du 21 décembre 1907. Elle est complétée par un règlement d'Administration publique du 30 avril 1908. Cette loi proclame la liberté de l'émigration, c'est entendu ; mais cette liberté est soumise à des limitations et à des conditions. Pour émigrer, il faut être majeur, il faut être libéré des obligations qui sont imposées aux citoyens par la loi du service militaire obligatoire. Nè peuvent émigrer ceux qui sont sous le coup de poursuites. L'émigration collective est interdite en principe, et ne peut être tolérée que dans des cas spéciaux, examinés par le Conseil des Ministres. L'émigration individuelle peut même être interdite pour cause de santé pu-

1. *Revista comercial*, p. 5, 30 août 1919.

2. *Bulletin de l'Institut de Réformes sociales*, 2^e semestre, p. 109, 1920.

blique ou pour d'autres causes d'intérêt international qui ne peuvent être déterminées à l'avance.

Les organismes créés pour assurer l'exécution de cette loi sont le Conseil supérieur de l'Émigration, des comités locaux, une Caisse publique de l'émigration, un Service d'inspection à l'intérieur de l'Espagne et à l'étranger ; et enfin, nous arrivons à ce qui est le plus intéressant, à un service consulaire qui, ainsi que l'a déclaré un jour à la Chambre, M. Cierva, devrait être le grand surveillant des conséquences de la loi et l'instrument le plus efficace pour la faire appliquer.

Cette loi a été modifiée par différentes dispositions parmi lesquelles nous citerons un décret royal du 23 septembre 1916. Ce décret ordonne que les conditions qui doivent être réunies par les émigrants pour justifier de leurs droits à s'expatrier seront consignées sur une carte d'identité et de renseignements éditée par le Conseil Supérieur de l'Émigration dans des conditions telles que son acquisition soit indispensable, simple et économique pour les émigrants. Un autre décret du 16 août 1916 réglemente les conditions d'embarquement et assure aux émigrants que leurs billets seront valables non seulement pour les ports dans lesquels, en principe, ils doivent embarquer, mais également pour d'autres ports en cas d'empêchement.

Enfin, un autre décret du 11 décembre 1920 réalise un progrès extrêmement intéressant pour les émigrants, puisqu'il crée une assurance en leur faveur. Cette assurance garantit pour les émigrants le risque de mort ou d'incapacité de travail, que le sinistre provienne du naufrage, d'un incendie, d'un abordage ou de tous autres accidents de navigation. Les personnes assurées sont celles visées par la loi du 21 décembre 1907, c'est-à-dire, avant tout les

majeurs. Toutefois, les émigrants qui, exceptionnellement, seraient âgés de 10 à 14 ans ne peuvent être assurés que pour l'incapacité absolue de travail, mais jamais pour le cas de mort. Les bénéficiaires de cette assurance sont la veuve et les enfants à la charge de la victime, les petits-enfants de la victime, si ceux-ci ont perdu leur père et mère et s'ils se trouvent à la charge de leur aïeul ; les parents à la charge de la victime, lorsque celui-ci n'a laissé ni veuve, ni descendants ; les grands-parents de la victime qui se trouvaient à sa charge au cas où la victime n'aurait pas eu ses parents et enfin les frères et sœurs à la charge de la victime, si ceux-ci n'avaient plus leurs parents. L'indemnité pour chaque assuré est de 3.000 pesetas, la prime est de 3 p. par assuré. Cette assurance est collective pour les émigrants et c'est le Conseil Supérieur de l'Émigration qui assure la réalisation de cette assurance avec les Comités Officiels des Assurances.

Pour terminer, notons le Décret royal du 14 décembre 1930 qui interdit aux émigrants espagnols de se rendre dans les pays transocéaniques où règne une crise de chômage, s'ils ne peuvent produire auparavant aux autorités un contrat de travail régulier.

Depuis l'avènement de la République, l'émigration n'a pas encore fait l'objet d'une réglementation nouvelle.

DEUXIÈME PARTIE

LA SOLUTION DU PROBLÈME

TITRE I

L'EFFORT DE L'ÉTAT

CHAPITRE VII

ATTENTION APPORTÉE AU PROBLÈME PAR L'ÉTAT.

LES GRANDES ENQUÊTES

LES REMÈDES ENTREVUS

Depuis que le problème agraire existe en Andalousie, mais surtout depuis qu'il a pris une acuité nouvelle dans le courant du XVIII^e siècle, ainsi que nous l'avons exposé plus haut, les Gouvernements qui se sont succédés à la tête de l'Espagne, n'ont cessé de s'en préoccuper.

Déjà dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à une époque où les Bourbons avaient réussi à ramener le reste de l'Espagne à un sérieux degré de prospérité, des ministres et des écrivains se préoccupent des questions agraires et préconisent des réformes. Les principaux agents de ces réformes furent d'abord : le Ministre Arenda, gros propriétaire, le ministre Florida Blanca, premier ministre de Charles III, à partir de 1767 et enfin et surtout le ministre Campomanes, secrétaire des Finances au Conseil de Castille à partir de 1765, puis successeur de Florida Blanca à la Présidence

du Conseil. A côté de ces hommes d'État, on place les écrivains Castro¹, Sisternes², Jovellanos³ et en seconde ligne, Daniel Sanz, Perez y Lopez, Floranes, Penarranda, Perez Quintero.

Sisternes préconisait l'idée d'ouvrir au public l'achat des biens communaux par petites quantités (lots de 50 à 200 fannègues) à la condition que les acheteurs soient obligés de construire. Il demandait en outre la réforme du contrat de louage et émettait l'idée de la création d'une banque agraire et d'une banque hypothécaire prêtant à 6 %. Jovellanos qui était un physiocrate, était partisan de la parcellation des biens communaux pour l'intensification de la culture. Il critiquait l'existence des biens d'Église qui empêchaient une grande partie de la terre de rester dans le commerce. Presque tous ces écrivains étaient très peu favorables aux grandes propriétés.

Il est peu probable que c'est sous l'influence de ces auteurs qu'en 1766 et en 1767, Charles III fit procéder à une grande enquête sur le problème agraire andalou. Le résultat de cette enquête fut publié en 1784 sous le titre : « Memorial ajustando en el expediente para una ley agraria »⁴. Dans ce mémoire sont reproduites les pétitions des paysans du Sud de l'Espagne qui demandent la réforme des contrats agricoles de culture, l'amélioration du fermage et du métayage. Le mémoire contient également une enquête très fouillée sur le prix du blé à Séville. Le Gouverneur de cette province déclare que le prix du blé est dû à un décret de

1. Discursos criticos sobre las leyes.

2. Idea de la ley agraria espanola.

3. Informe sobre la ley agraria.

4. On trouve une analyse très complète de cette information dans le livre de l'allemand Rud Leonhard, *Agrar politik und agrar reform in Spanien unter Karl III*, pp. 183, et ss., Berlin, 1909.

1765 supprimant la prohibition de circulation des blés, hors de l'Andalousie. Dans ce mémoire, on trouve déjà dans la bouche de différentes personnalités des plaintes au sujet du caciquisme. Mais les personnalités interrogées ne sont pas d'accord au sujet de l'organisation des cultures. Certains préconisent la parcellation et la division de la propriété. « L'Audiencia » de Séville n'est au contraire pas partisane de la limitation des cultures. Elle déclare que la grande propriété est une nécessité inéluctable. Certains parlent du manque de main d'œuvre. Le duc de Medina Ciciona réclame une réforme du droit de location en Andalousie et le Gouverneur de Séville Alavide abonde dans son sens en demandant le développement du fermage direct. D'après lui, il y a des fermiers généraux qui ont loué à la fois au moins, 4 « cortijos ». Ceux-ci sont mal gérés parce que chacun d'eux, au lieu d'avoir à sa tête un fermier ou un métayer intéressé aux bénéfices est gouverné par un « capataz » qui n'est pas intéressé au résultat des cultures. Les femmes et les enfants des journaliers ne travaillent pas et cela fait une population de mendiants.

Dès cette époque, des pétitions sont d'ailleurs adressées au Gouvernement par les paysans andalous. Le 22 mai 1766, 125 paysans d'Osuna firent une pétition au Gouvernement pour lui exposer leur triste situation de journaliers.

Peut-être les enquêtes faites par les Bourbons auraient-elles abouti à d'intéressantes réformes si, au début du XIX^e siècle, l'Espagne n'avait pas connu très rapidement la tristesse des luttes politiques, puis la guerre civile, enfin la guerre étrangère. Dès 1793, Charles IV déclare la guerre à la France. En 1795, après avoir fait la paix avec la France et s'être allié avec elle, il commence une autre guerre contre le Portugal et l'Angleterre. Cette dernière puissance lui fait

éprouver un terrible échec à Trafalgar : elle enlève à l'Espagne ses plus belles colonies. Ensuite, éclate la discorde entre Charles IV et son fils Ferdinand. A la suite de la révolte d'Aranjuez, il abdique en faveur de Ferdinand. Quelques années plus tard, c'est la guerre avec la France et l'invasion de toute l'Espagne qui met le pays à feu et à sang. Après la défaite de la France en 1815, l'Espagne fait la paix avec l'Europe, mais une série de conspirations éclate à l'intérieur. Ferdinand a beau rétablir le Gouvernement absolu, il n'en acquiert pas la tranquillité pour cela, car il est absorbé par les révoltes qui éclatent au Mexique, au Pérou, en Bolivie et au surplus dans presque toutes les colonies espagnoles d'Amérique. En 1820, c'est une nouvelle révolution et c'est, presque en même temps, l'intervention étrangère des troupes françaises. Or, les combats qui eurent lieu au cours de cette révolution et de cette intervention étrangère, se déroulèrent presque tous en Andalousie. L'intervention française et la victoire du duc d'Angoulême sur les insurgés rendirent la paix momentanément à l'Espagne. Mais elle ne put empêcher la réussite de la révolte des colonies américaines et, en 1824 et 1825, le Mexique et le Pérou déclaraient leur indépendance.

Après la mort de Ferdinand en 1833, la guerre civile recommence en Espagne. Ferdinand avait passé le trône à sa fille Isabelle, mais le parti absolutiste avait proclamé roi Don Carlos de Bourbon, sous le nom de Charles V. Une guerre civile se déclanche aussitôt entre les carlistes et les partisans de la reine. Sans doute, cette guerre se déroula principalement dans les provinces du Nord, mais elle absorba tellement toutes les forces espagnoles que personne ne pensa plus aux questions sociales urgentes qui se posaient en Andalousie. Pratiquement, la guerre civile a duré

presque sans discontinuer jusqu'en 1843, date de la majorité d'Isabelle. Elle connut alors une interruption de quatre années, mais recommença de plus belle en 1847 et la lutte entre isabelistes et carlistes ensanglanta à nouveau le Nord de la péninsule. Quelques années plus tard, en 1859, l'Espagne est obligée de batailler durement en Afrique contre le Sultan du Maroc. Les carlistes en profitent pour recommencer une nouvelle tentative. A ce moment éclate aussi une insurrection à Saint-Domingue. Et puis, d'années en années, se sont encore de nouveaux troubles. Le 10 avril 1865, c'est le massacre connu sous le nom de « Nuit de Saint-Daniel », où des milliers d'étudiants mêlés à la population de Madrid attaquèrent les forces gouvernementales et furent décimés par elles. Au début de 1866, c'est la guerre qui est déclarée à l'Espagne par le Pérou, le Chili, la Bolivie et l'Equateur. Le 22 juin de la même année, c'est un mouvement révolutionnaire dit « soulèvement des Sergents de la Caserne Saint-Gil » à Madrid, mouvement soutenu par le Maréchal Prim. Enfin, en 1868, c'est une forte révolution qui amène la chute d'Isabelle. De 1868 à 1870, l'Espagne vit dans l'anarchie la plus absolue. Il n'y a plus guère de sécurité pour tous ceux qui sont mêlés à la politique. L'un des derniers actes de cette anarchie est l'assassinat du Maréchal Prim. A la suite d'une intervention européenne, Amédée 1^{er} est proclamé roi d'Espagne. Cela amène aussitôt un soulèvement carliste et des batailles dans la région de Biscaye. Après une tentative d'assassinat dirigée contre le roi et la reine à Madrid, ceux-ci abdiquent et la République est proclamée. L'anarchie devient encore plus marquée qu'auparavant.

Les républicains de leur côté, les carlistes du leur, les partisans d'Alphonse XII, d'autre part, se combattent les

uns les autres. Enfin, Alphonse XII est proclamé roi au début de 1875. Il prend en personne le commandement de l'armée du Nord et il écrase don Carlos qui se retire à l'étranger. Mais l'Espagne est à peine pacifiée qu'une révolte éclate à Cuba et que toutes les énergies espagnoles sont obligées de se concentrer sur cette insurrection. En 1883, une agitation républicaine bouleverse toute une partie de l'Espagne et la République est proclamée à Badajoz. Enfin, grâce à la sombre énergie du ministre Canovas del Castillo, on arrive à rétablir la paix complète à l'intérieur du pays. C'est l'époque de la naissance du futur Alphonse XIII qui vient au monde le 17 mai 1886. L'année suivante, une nouvelle tentative républicaine, celle de Villa Campa a lieu cependant à Madrid, mais l'atmosphère publique n'était plus favorable aux guerres civiles et cette entreprise avorte complètement.

A ce moment, peut-être aurait-on pu se remettre à reconstruire économiquement ce pauvre pays dévasté par 90 ans de guerres civiles et de révolutions. Mais un nouveau malheur s'abat sur l'Espagne : la guerre éclate avec les Etats-Unis et malgré les efforts formidables faits par les Espagnols pour conserver leurs colonies de Cuba et des Philippines, ces colonies sont prises par les Américains. A ce moment le xix^e siècle est terminé, nous entrons dans le xx^e siècle, et presque aussitôt, nous voyons les dirigeants de l'Espagne, l'attentive régente Marie-Christine et bientôt après elle son jeune fils Alphonse XIII s'adonner avec ardeur à leur pacifique travail de restauration intérieure.

Il n'était pas inutile de résumer en quelques lignes les épreuves de l'Espagne à travers le xix^e siècle, parce que ces épreuves font comprendre mieux que quoi que soit par leur sèche énumération l'absence complète de réformes

économiques pendant environ 100 ans. Durant cette période troublée, le problème agraire en Andalousie ne pouvait vraiment pas être résolu et le gouvernement était par trop absorbé par d'autres préoccupations.

Dès le début du ^{xx}e siècle, venant de prendre en mains malgré sa jeunesse le gouvernement de l'Espagne, Alphonse XIII s'intéresse à la question andalouse. Celle-ci était d'autant plus présente à son attention qu'il passait tous les ans plusieurs mois à Séville et qu'il se trouvait là en contact avec tous ceux qui lui signalaient l'urgence du problème.

Par décret du 6 février 1903, le roi chargea l'Institut de Réformes Sociales d'organiser un concours pour récompenser ceux qui feraient des études sur la question agraire dans le Sud de l'Espagne. C'est ce qu'on appela « La grande enquête » de 1903-1905. Un certain nombre d'économistes distingués se mirent à l'étude du problème et les mémoires qu'ils déposèrent à l'Institut des Réformes Sociales contiennent l'analyse la plus complète du problème agraire et signalent d'une façon extrêmement précise les moyens de remédier au mal. Ces mémoires ont été publiés par l'Institut de Réformes Sociales. Ils n'ont pas été édités à grand fracas, mais ils sont cependant connus par tous les sociologues espagnols. Nous avons pu les consulter nous-même à la Bibliothèque de l'Institut de Réformes Sociales à Madrid. Nous ne saurions mieux faire pour résumer l'importance de cette enquête que de prendre une à une les réponses récompensées par le Jury et de les analyser.

Le thème du concours était le suivant : « Le problème agraire dans le Midi de l'Espagne. Moyens proposés pour harmoniser les intérêts des propriétaires et des ouvriers. Moyens d'augmenter la production du sol ».

Le mémoire qui obtint le grand prix fut celui de M. Celedonio Rodriguez. Le titre sommaire de ce mémoire est : « Progrès de la culture ». Ce n'est pas nous dit l'auteur, » l'existence des « latifundia » qui crée le problème « agraire. Il existe en Allemagne, en Hongrie, en Angle- » terre, des propriétés aussi grandes qu'en Andalousie « ou en Estramadure ; et la situation de l'ouvrier agricole « y est meilleure. La question qui se pose n'est pas une « question de superficie, mais une question de rendement. « Dans les campagnes pleines de vie et de richesse, l'ou- » vrier participe fatalement aux avantages qui résultent « de l'état de ces campagnes. Mais, dans des campagnes « désertes, exploitées avec des procédés primitifs et pro- » duisant peu, la disette vient frapper tout le monde : elle « est particulièrement dure pour celui qui possède le moins ¹ »

Si les ouvriers sont malheureux, dit en substance Rodriguez, c'est que le mal réside dans la mauvaise culture. Le radicalisme et la révolution violente ne sont pas un remède à cet état de choses. Il faut modifier les conditions sociales pour changer les tendances anarchistes des masses. Le crédit agricole fait défaut, il y a du chômage par suite du manque de travail. La prospérité agricole améliorerait l'état du travailleur ².

L'auteur ne croit pas que la division de la terre en petites propriétés soit un remède sérieux. Par des exemples il explique son opinion. En 1880 à Lora del Rio, un propriétaire avait légué aux pauvres toutes ses terres évaluées à 1.750.000 p. On les répartit entre 2.200 héritiers. Six mois après, mille héritiers avaient vendu leur lot et, en 1903, sur les 2.200 propriétaires créés par ce legs, il n'en

1. Enquête de 1903-1905, pp. 80, 81.

2. *Ibid.*, p. 107.

restait plus que 100¹. D'ailleurs, affirme Rodriganez, la petite propriété n'est un bien que dans certains endroits, non partout. Il y a des endroits où la grande est nécessaire, et c'est pourquoi il ne faut pas créer artificiellement la petite propriété, mais seulement aider à sa formation là où elle est possible.

L'auteur ne croit pas qu'on puisse, par l'intervention seule de l'État remédier au mal d'une façon sérieuse. Il se défie d'une interventionnisme exagéré. Pour lui, il faut développer les industries agricoles, parce qu'elles développent l'agriculture et il donne comme exemple l'Allemagne². D'après lui, l'État devrait surtout se borner à des travaux publics d'irrigation et de voirie.

Un deuxième mémoire obtint un accessit. Son titre est court : « Volonté ». L'auteur est don Cecilio Benitez Porral.

Il commence par analyser les facteurs qui, selon lui, interviennent dans le problème agraire. Ces facteurs sont naturels, économiques, juridiques, géographiques. Les facteurs naturels sont : le climat, le sol, la population. Les facteurs économiques sont d'abord les éléments de la production (terres, capital, travail) et les éléments de la circulation (transport et commerce), Les facteurs juridiques sont les institutions politiques, civiles et religieuses. Les facteurs géographiques sont l'existence de marchés rivaux. Ensuite l'auteur fait une synthèse du problème ou de la situation économique actuelle, nous montrant comment ces facteurs interviennent en Andalousie, spécialement. D'après lui, la crise est due à trois causes : extrême sécheresse, concentration de la propriété en peu de mains, destruction quasi-complète de la petite propriété³. On voit

1. *Ibid.*, p. 80.

2. *Ibid.*, p. 77.

3. *Ibid.*, notamment p. 215.

qu'au sujet des *causes*, il n'est pas rigoureusement d'accord avec l'auteur que nous venons de citer. Par contre, en ce qui concerne les *remèdes*, il se rencontre sur beaucoup de points avec son compétiteur. Il ramène les remèdes à huit :

1° Travaux hydrauliques et construction de chemins de fer ; 2° Amélioration de la culture par des syndicats agricoles ; 3° Législation tendant à favoriser l'accession à la petite propriété et à indemniser le colon des améliorations apportées par lui à la culture ; 4° Réformes fiscales et achèvement des travaux du cadastre ; 5° Organisation du crédit agricole principalement par l'intermédiaire des Syndicats et réforme de la législation hypothécaire ; 6° Généralisation de l'enseignement agricole dans l'enseignement secondaire ; 7° Législation ouvrière rurale en ce qui concerne les accidents du travail et le travail des femmes. Législation favorisant la création de coopératives de production et de consommation ; 8° Adoption d'une politique commerciale précise.

Un autre travail de M. Gonzalo Martini y Gonzales conclut exactement dans le même sens que le précédent, mais en appuyant sur la question de l'enseignement général, car, d'après l'auteur, le manque d'instruction dans la masse andalouse serait une des grandes causes du mal.

Dans un quatrième travail, don Jose Quesedo y Garniai Lonas, ingénieur agronome, nous dit dans son mémoire :
« La division de la propriété territoriale est un progrès
« social permanent qu'il importe d'activer et de régulari-
« ser en Andalousie par une législation appropriée. L'An-
« dalousie ne pourra progresser qu'en améliorant son agri-
« culture. Il est à peu près certain que si les riches anda-
« lous avaient été à la hauteur de leur position sociale,
« s'ils avaient utilisé en temps voulu les enseignements

« qu'ils auraient pu tirer de l'histoire et des progrès de la science, aujourd'hui, il n'y aurait pas de question agraire et les effets de la crise de main d'œuvre seraient atténués par les efforts combinés de tous les propriétaires tendant à une fin commune : celle d'augmenter l'emploi des ouvriers en vue de la richesse générale agricole »¹.

Un grand mal, dit plus loin en substance M. Quesedo, est la culture extensive, parce que les propriétaires, comprenant mal leur intérêt, ne veulent pas faire de mise de fonds ni se donner du mal pour faire progresser la culture et ne donnent pas suffisamment de travail à l'ouvrier. Ceci revient à dire que le mal réside au fond dans la paresse des grands propriétaires qui ne savent pas augmenter leurs revenus². Et pourtant les propriétaires auraient intérêt à la division de la propriété, parce que cela augmenterait la valeur des terres »³.

Un autre mémoire fait par un auteur anonyme, est intitulé « Réveillons-nous » et propose différents remèdes : 1° ce qu'il appelle les remèdes lents et qui ne sont que le résumé de ce qui a été proposé par les autres travaux analysés ci-dessus ; 2° ce qu'il désigne sous le nom de remèdes rapides et qui consisterait à créer des impôts progressifs dont le produit serait appliqué à des dépenses productives.

Enfin un dernier travail de M. Francisco Fuentes Cumplido est intitulé : « Le problème agraire résolu par les ouvriers agricoles » et conclut à la création de syndicats ouvriers ayant une action intense. C'est là que cet auteur voit le remède. Le principal intérêt de ce travail réside dans une étude très approfondie du budget d'un ouvrier marié

1. *Ibid.*, p. 7.

2. *Ibid.*, p. 33.

3. *Ibid.*, p. 170.

avec deux enfants. D'après lui le budget de cet ouvrier serait de 1.552 p. par an, le salaire journalier minimum aurait dû être de 3,30 p. à l'époque où le mémoire était écrit, c'est-à-dire en 1903-1905.

Cette première enquête aboutit à un fort mouvement d'opinion, mais ne fut pas suivie de beaucoup de réformes pratiques. Toutefois, le zèle des particuliers fut quelque peu surexcité et ainsi que nous le verrons plus loin, les travaux d'irrigation furent commencés par des entreprises privées. Certains ingénieurs publics intensifièrent en même temps leurs efforts pour améliorer la situation de l'Andalousie.

En 1919, à la suite de l'agitation agraire dans le Nord de l'Andalousie, le Gouvernement décida de procéder à une nouvelle enquête. Cette mission fut confiée à l'Institut de Réformes Sociales qui joue, en Espagne, le rôle d'un véritable ministère du Travail. La Commission d'enquête formée par l'Institut fut composée comme suit : Président, le comte de Eza ; membres : les députés Carlos Martin Alvarez et Francisco Mora et M. Angel Torrèjon, ingénieur du Comité central de colonisation intérieure ; secrétaires : deux fonctionnaires de la 3^e section de l'Institut, à savoir : M. Adolfo Alvarez Buyela, chef de cette section et M. Constancio Bernaldo de Quiros, membre auxiliaire de la même section.

Pendant que les membres de la Commission préparaient leur voyage, le délégué régional de l'Institut à Séville : M. Joaquin de Palacios Cardenas se transportait à Cordoue pour se livrer à une information préliminaire, afin de préparer les travaux.

L'enquête préliminaire du délégué régional de l'Institut de Réformes Sociales peut se résumer comme suit

Les salaires étaient véritablement insuffisants et sans rapport avec la cherté de la vie. Les grands propriétaires ne se préoccupaient en général aucunement d'améliorer la situation critique de la classe ouvrière. Il existait bien à Cordoue, depuis un temps immémorial, une Association intitulée « La Fraternelle des Agriculteurs » mais elle n'avait aucune action effective et quant à la Chambre d'Agriculture de Cordoue, elle ne s'occupait absolument que des questions revêtant un caractère officiel. Les ouvriers s'étaient organisés entre temps et avaient fait des réclamations au moment de la moisson. Ils avaient obtenu en certains endroits, une sérieuse élévation de leurs salaires, mais il était aussi arrivé que les patrons s'étaient maintenus sur leurs positions et des grèves avaient été la conséquence de cet état de choses. A la fin d'octobre 1918, il y avait eu un Congrès d'ouvriers agricoles à Castro del Rio, dont les conclusions avaient été les suivantes : Abolition du travail à la tâche, fixation de salaires tarifés, réalisation des contrats de travail antérieurement à toute grève, extension de la grève à toute une région, lorsqu'une grève juste éclaterait dans un bourg, législation tendant à donner la propriété de la terre à ceux qui la travaillent, implantation de la journée de huit heures en agriculture, application de la loi sur les accidents de travail aux ouvriers des champs etc... Ce Congrès avait été suivi de grèves ayant un caractère révolutionnaire. Presque partout, ces grèves avaient abouti à des augmentations de salaires et à des contrats collectifs entre les syndicats ouvriers et les associations de propriétaires. Beaucoup de groupements de propriétaires s'étaient formés à cette occasion.

1. Enquête de Cordoue, pp. 12 et ss.

Dans une seconde enquête effectuée quelques jours plus tard, le délégué régional de l'Institut de Réformes sociales disait : « La cause de ces grèves a un caractère économique...
« Beaucoup de propriétaires reconnaissent qu'il est nécessaire de diviser la propriété et d'intéresser le plus grand nombre possible de personnes à la possession de la terre.
« Mais pour que cette œuvre ait un certain caractère de constance, il faut en arriver à la propriété familiale, inaliénable, car autrement on ne fera qu'une œuvre passagère..... On se rappelle à Séville qu'il y a quelques années moururent deux demoiselles fort riches, qui avaient laissé de grands terrains pour être répartis entre les pauvres de Lora del Rio... La distribution fut faite, mais très peu d'années après, tous les terrains distribués se retrouvaient à nouveau entre les mains de trois ou quatre grands propriétaires ».

Aussitôt après ces premières enquêtes du représentant de l'Institut de Réformes sociales, la Commission arriva à Cordoue et se mit en rapport avec le Gouverneur civil de la province. Cette Commission se mit aussi en relation avec le Comité local de Réformes sociales, mais les membres de ce Comité étaient des patrons et des ouvriers n'appartenant pas à des professions agricoles. Aussi, le Comité ne put-il lui donner que des indications extrêmement vagues. Le Président de la Commission convoqua immédiatement après la Chambre Officielle d'Agriculture, le Conseil d'agriculture et d'élevage, le Comité provincial des éleveurs espagnols, la Fédération provinciale des agriculteurs, les Syndicats agricoles de la région andalouse, la Fraternelle des Agriculteurs de Cordoue. Il y eût ainsi une séance où étaient réunis tous ceux qui représentaient l'agriculture de la Province. Aux groupements ci-dessus, vinrent se join-

dre, en effet, les présidents des différents syndicats patronaux et ouvriers. A cette séance, on parla dans différents sens. Les uns conclurent au syndicalisme obligatoire des patrons et des ouvriers pour résoudre le problème. D'autres dirent que le sort de l'ouvrier s'était considérablement amélioré et qu'il n'y avait d'agitation qu'à cause des prédicateurs de haine qui parcouraient le pays à la solde d'organisations révolutionnaires. D'autres parlèrent du partage des terres. Un grand nombre d'assistants réclamèrent des réformes législatives tendant à favoriser les syndicats agricoles mixtes comprenant à la fois des propriétaires et des ouvriers. Ils demandèrent également que l'État favorisât la création de coopératives de production et de consommation. Certains réclamèrent l'expropriation des terres qui étaient laissées incultes par les propriétaires, etc..., etc... Aux séances suivantes furent lus des rapports émanant de différents groupements patronaux et ouvriers. Tous demandèrent des réformes dont nous indiquerons le sens en résumant les conclusions de la Commission.

Après avoir écouté ces premiers rapports, la Commission se divisa en deux sections qui s'en allèrent faire des tournées dans les bourgs les plus touchés par l'agitation révolutionnaire. Elles écoutèrent les doléances des patrons et des ouvriers et reçurent d'utiles renseignements sur les salaires, le coût de la vie, la répartition de la propriété, les contrats de travail, etc..., etc...

La Commission reçut également des mémoires qui lui furent adressés par différentes organisations. Citons celui du Conseil d'administration de *La Protection agricole d'Andalousie*.

A la suite de ces enquêtes orales et de ces discussions en Commission, le vicomte de Eza, président de l'Institut

de Réformes sociales et de la Commission envoyée dans la province de Cordoue, conformément au décret royal du 14 janvier 1919, adressa à toutes les organisations publiques et privées de la province de Cordoue un très long questionnaire dans lequel il posait des questions sur les points suivants : 1° Origine du conflit actuel ; 2° Conditions de la culture dans la province ; 3° Progrès respectifs dans la province de la culture directe et du fermage ; 4° Valeur actuelle de la propriété ; 5° Paiement des ouvriers à la journée et à la tâche ; avantages respectifs de ces deux systèmes ; 6° Durée de la journée de travail ; 7° Participation aux bénéfices de la main-d'œuvre ouvrière ; 8° Contrats collectifs de travail ; 9° Taxation des denrées ; 10° Possibilité d'extension aux autres bourgs des contrats collectifs passés entre patrons et ouvriers à Lusena et à Puente-Genil¹ ; 11° Création d'organismes d'arbitrage ; 12° Esprit d'association dans les classes patronales ; 13° Tendances actuelles des associations ouvrières ; 14° Démembrement des grandes propriétés ; 15° Comment stimuler le désir d'acquérir la propriété ; 16° Travaux d'irrigation en cours et adaptation de ces travaux à une subdivision éventuelle de la propriété ; 17° Affermage collectif des propriétés par les ouvriers ; 18° Culture industrielle et sociétés anonymes de culture ; 19° Crédit agricole ; 20° Création d'un organisme provincial indiquant le plan des réformes agronomiques ; 21° commission régionale pour exécuter les œuvres projetées ; 22° Indication de tous autres moyens pour aplanir le problème social.

Les patrons et les ouvriers répondirent à ce long questionnaire d'une façon assez étendue. Le volume publiant le

1. Ces 2 contrats collectifs étant considérés comme des modèles du genre.

résultat de l'enquête consacre 120 de ses pages (pp. 74 à 194) à l'analyse de ces réponses.

La Commission dressa ensuite des statistiques à l'aide des documents qu'elle avait recueillis au cours de ses travaux. Nous avons utilisé en partie ces statistiques ainsi d'ailleurs que les réponses des patrons et des ouvriers dans notre première partie pour exposer la nature même du problème agraire en Andalousie. Il est donc inutile que nous en fassions un nouveau résumé.

En quelques pages, la Commission résuma les solutions qu'elle proposait pour résoudre le problème.

Elle mit d'abord en avant des moyens provisoires et immédiats. Ces moyens étaient les suivants : 1° Création dans tous les bourgs de la province de Cordoue de Commissions municipales mixtes de patrons et d'ouvriers pour régler par des contrats collectifs les conditions de travail des ouvriers agricoles. 2° Ces Commissions seraient composées de cinq patrons et de cinq ouvriers, sous la présidence du maire ou de l'un des juges résidant dans la commune. 3° Dans les endroits où il existait des organisations patronales et ouvrières, les représentants des patrons et des ouvriers devaient être élus par ces organisations ; dans le cas contraire patrons et ouvriers devaient être désignés respectivement par des Assemblées générales des ressortissants de chaque catégorie. 4° Une Commission provinciale mixte devait être instituée à Cordoue pour surveiller les travaux des Commissions locales. 5° Cette Commission devait être présidée par le Président de la Cour d'appel de Cordoue. Elle devait être composée, outre le président, de trois représentants des Associations agricoles patronales et de trois représentants des Commissions ouvrières avec comme assesseur technique faisant fonction de

secrétaire, le chef du service agronomique provincial. 6° Cette Commission provinciale devait se tenir en relations constantes avec la Commission municipale d'une part et avec l'Institut de Réformes sociales d'autre part. 7° La Commission municipale devait examiner les réclamations qui pouvaient être faites par les patrons et par les ouvriers après l'établissement des contrats collectifs. 8° Si ces réclamations amenaient un désaccord profond et impossible à résoudre entre les différents intéressés, on devait en appeler à la Commission provinciale. 9° Cette dernière en cas de désaccord final devait en référer immédiatement au Gouvernement. 10° Les parties devaient toujours avoir la faculté de recourir à des arbitrages. 11° Toutes les difficultés civiles résultant des contrats de travail devaient être résolues d'après la procédure prévue par la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux industriels. Comme moyen définitif pour solutionner le conflit, la Commission affirmait la nécessité de renouveler le régime économique et juridique de la propriété de la terre, prétendant que les autorités officielles, les patrons et les ouvriers étaient presque tous d'accord pour demander la subdivision de la propriété. La Commission concluait à la nécessité de faire une loi de colonisation intérieure. Elle concluait en se référant : 1° à la loi de colonisation intérieure du 30 août 1917 qui, à vrai dire, était assez incomplète et imprécise ; 2° et surtout aux projets de réforme des Ministres Canalejas et Dato. Elle terminait en publiant un dernier projet de réforme sur une loi de colonisation et de repopulation intérieures. Ce projet sera analysé d'une façon plus complète dans le chapitre suivant.

Peu de temps après l'achèvement des travaux de cette Commission d'enquête, le Ministre de l'époque, M. Ossorio Gallardo, se rendait à son tour en Andalousie et se livrait

lui-même à une enquête personnelle. Voici comment le Ministre précisait le but de son voyage en s'adressant aux autorités de Séville : « Je me propose d'étudier différents « travaux extrêmement importants qui doivent se réaliser « dans la province de Séville et qui attirent l'attention du « Gouvernement tout entier, puisqu'ils sont alliés à la « prospérité et à la richesse du pays ». Le Ministre cita parmi « ces travaux le plan d'irrigation des terrains avoisinant le « Guadalquivir, le projet tendant à rendre le Guadalquivir « navigable jusqu'à Cordoue et l'achèvement du Canal « Alphonse XIII¹.

Peu de temps après ce voyage, un décret du 3 juin 1919, prescrivait aux ingénieurs du Service agronomique, du Service forestier et du Service cadastral des provinces de Séville, Cadix, Cordoue, Jaen, Malaga, de remettre dans un délai, de trente jours, un rapport sur la distribution superficielle de la propriété rurale, sa productivité actuelle et les possibilités d'amélioration de son exploitation².

La réponse des différents services n'a été publiée nulle part à notre connaissance ; mais il nous a été possible, grâce à la complaisance du Directeur du Service cadastral de la province de Malaga, de prendre connaissance du rapport des ingénieurs de cette province. Ce mémoire fait exactement pour la province de Malaga, le pendant de ce qui a été fait d'une façon plus grandiose pour la province de Cordoue. Il donne une analyse très approfondie de la répartition de la propriété. Son étude sur les forêts est extrêmement intéressante. Il en ressort que les forêts de pins et de chênes-liège ont été complètement abîmées pendant

1. V. sur le voyage du Ministre, *Revista Comercial*, n° du 20 mai 1919, pp. 5 et ss.

2. Labiche, *op. cit.*, p. 65.

les guerres du ^{xix}^e siècle par les coupes excessives des propriétaires. Sans doute, il existe bien une loi sur la défense de la richesse forestière privée qui date du 24 juin 1908, mais cette loi n'a jamais été appliquée, pas plus que la loi qui la complète du 24 juillet 1918. Il faudrait que l'État, surtout dans la montagne, intervienne dans la gestion des forêts mal entretenues. Dans la province de Malaga, l'État ne possède que 433 hectares de forêts, mais les municipalités en ont beaucoup plus. Elles pourraient au surplus, même en mettant des terres à la disposition de leurs administrés, consacrer beaucoup de terrains incultes au reboisement. Ces rapports constatent que les grandes propriétés, en général mal cultivées, sont susceptibles de fortes améliorations. Depuis quelques années, les propriétaires au lieu d'exploiter par eux-mêmes, auraient tendance à diviser leurs terres en petites exploitations qu'ils concèdent à bail. Il en résulterait une grande amélioration de la culture. En même temps, l'expérience démontre que dans les communes où les très grands propriétaires substituent le fermage à l'exploitation directe, le conflit social n'existe guère. Les auteurs du mémoire citent comme exemple la commune de Ronda, commune où il existe de très grandes propriétés, mais qui, déjà en 1919, avaient depuis quelques années été divisées en petites fermes. Pour solutionner le problème, social, les ingénieurs de la province de Malaga proposent : 1^o L'expropriation des terrains incultes ou insuffisamment cultivés ; 2^o la parcellation de ces terrains ; 3^o l'affermage des parcelles créées en quantités plus ou moins grandes à chaque fermier, suivant l'importance de la famille de celui-ci ; 4^o la constitution obligatoire de syndicats patronaux et ouvriers ; 5^o la détermination des chiffres maxima et minima entre lesquels peut être fixé, sui-

vant la commune, l'affermage des terres à l'hectare ; 6° l'interdiction de la sous-location ; 7° l'obligation pour les propriétaires de faire des baux d'au moins 10 années ; 8° l'intervention de l'Administration dans la culture forestière ; 9° le reboisement des terrains utilisables en forêt par les soins de l'Administration ; 10° l'assurance obligatoire contre le chômage ; 11° la création de coopératives de production et de consommation ; 12° la création de caisses rurales et de banques agricoles ; 13° la création de fermes-écoles ; 14° la fixation des salaires par des contrats de travail entre patrons et ouvriers ; 15° l'obligation pour les pouvoirs publics de veiller à ce que les ouvriers agricoles aient un logement salubre ; 16° l'instruction obligatoire pour tous les enfants des agriculteurs.

Dans la province de Cordoue, l'Ingénieur en chef de la section Agronomique, l'Ingénieur des Forêts et l'Ingénieur en chef du cadastre se livrèrent à un travail semblable, dont les conclusions sont identiques à celles de la grande enquête sur le problème agraire à Cordoue, que nous avons relatée d'autre part¹.

Depuis cette époque, les différents gouvernements qui se sont succédés au Pouvoir, n'ont pas fait procéder à de grandes enquêtes d'une portée aussi générale ; mais ils ont commencé à assurer d'une façon méthodique par l'intermédiaire de leurs services locaux, la réalisation des réformes indiquées comme nécessaires, lors des enquêtes que nous venons de résumer. Malheureusement, cette réalisation a été effectuée au compte-goutte et n'a pas donné jusqu'à présent, de résultats très appréciables.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner la dernière

1. V. le résumé de cette enquête, *El Debate*, 30 nov. 1919.

étude importante qui ait été faite par les soins du Pouvoir central.

Celle-ci est récente, puisqu'elle a été achevée le 31 mars 1931¹. Elle n'a point la portée générale des autres grandes enquêtes que nous venons d'analyser. Elle n'a pas eu pour but de chercher de nouvelles solutions pour un problème toujours critique ; les remèdes indiqués en 1905 et en 1919 sont toujours tenus pour bons. Le travail de 1931 tend simplement à préciser l'état actuel de la crise agraire en Andalousie en 1930-31 pour permettre au Gouvernement d'intensifier sur les points les plus touchés, son effort d'organisation.

C'est par les soins de la « Direccion general de accion social », organisme dépendant du Ministère du Travail (Ministerio de trabajo y prevision) que cette enquête a été menée à bien. Elle a été réalisée par des fonctionnaires du « Servicio de parcelacion y colonizacion interior » et ses travaux ont été publiés en une brochure de 211 pages. Dans une préface placée en tête de l'ouvrage, le Directeur général de l'Action sociale, M. José Aragon Motejo, nous indique que cette enquête a été motivée principalement par une très grave crise de chômage qui s'est produite en Andalousie, durant l'automne de 1930. Les causes de la crise en question consistaient principalement dans le déficit quasi total de la récolte des olives dû à l'extrême sécheresse qui affecta en 1930 tout le Midi de l'Espagne. Cette absence de récolte n'aurait été égalée, dit l'enquête, qu'en 1905 et 1882.

Le principal rapport, celui de M. C. Bernaldo de Quiros donne sur l'importance de ce chômage rural, des renseigne-

1. « La crisis agraria andaluza de 1930-31. Estudios y documentos. Madrid, 1931.

ments très intéressants. Par le fait du déficit total de la récolte d'olives, 61.500 individus sur 693.285 ouvriers agricoles auraient totalement manqué de travail dans les sept provinces de Cadix, Cordoba, Grenada, Huelva, Jaen, Malaga, Séville. Cet état de choses aurait donné lieu à des meetings de protestation, à des émeutes etc... etc...,

Tout en constatant la particulière crise de chômage due à une sécheresse exceptionnelle, cette enquête nous a fait à nouveau toucher du doigt les manifestations du problème agraire, telles que nous les avons exposées plus haut : prolétariat agricole mal payé, vivant du travail de la terre, mais n'ayant d'attache avec aucune terre, travaillant à la journée tantôt ici et tantôt là, groupé dans des agglomérations rurales qui présentent au point de vue social toutes les défauts des agglomérations ouvrières, cultures mal réparties, mal organisées, absence de travaux suffisants d'intérêt public¹.

Nous constatons en somme, par cette enquête de 1931, que le problème n'a guère changé depuis les grandes enquêtes de 1905 et 1919 et que, malgré le programme de réformes élaboré alors, et malgré les efforts commencés pour aboutir à la réalisation de ce programme, la question sociale conserve, en Andalousie, à peu près toute son acuité.

Néanmoins, M. Bernaldo de Quiros qui est un spécialiste de la question agraire andalouse et qui a étudié de très près, l'histoire des conflits sociaux suscité par elle², nous dit que dans quelques localités, les efforts précédents ont déjà porté leurs fruits. Il s'agit des communes où ont été effectués des essais de colonisation intérieure. Seulement, ces succès locaux ne constituent que quelques taches lumineuses au

1. Voir, notamment, pp. 25 et ss.

2. Voir première partie du présent ouvrage et bibliographie.

milieu d'un tableau qui, dans son ensemble, demeure encore sombre et inquiétant. Tant il est vrai qu'en matière sociale agraire, les effets des réformes sont lents et les remèdes n'agissent qu'à retardement.

CHAPITRE VIII

LA COLONISATION INTÉRIEURE

Un premier essai de colonisation intérieure fut fait après les grandes enquêtes du XVIII^e siècle. Un décret du 26 mai 1770 décréta la colonisation intérieure¹. Il prévoyait la répartition partielle des terres communales. On en donnait aux cultivateurs ayant déjà 1, 2 ou 3 attelages de labour, mais ne possédant pas assez de terres pour vivre de la culture de leur bien ; ceux-là recevaient des lots de 8 fannègues ; on donnait aussi de la terre aux ouvriers, journaliers et valets par lots de 3 fannègues. Ces dons étaient révocables si les terres étaient mal cultivées. On ne touchait pas aux biens privés, mais on imposait aux propriétaires l'obligation de prévenir dans tous les cas, les exploitants un an avant l'expiration du bail, lorsqu'ils voulaient donner congé. En outre, Olavide imagina de peupler les étendues désertes d'une partie de l'Andalousie, avec des immigrants amenés d'autres provinces. En trois ou quatre années, il conquit ainsi sur le désert dans les provinces de Jaen, Cordoue et Séville plus de 100 lieues carrées de terrain. Il y dépensa plus de un million de pesetas et créa 442 bourgs

1. Leonhard, *op. cit.*, p. 232.

peuplés de 30.000 habitants. L'illustre Campo Manes donna aux populations de ces bourgs une sorte de constitution qui est l'image d'une société idéale. Il ne devait pas y exister de majorats ni aucun bien de main-morte, les communautés religieuses étaient exclues, mais on créait des écoles primaires avec assistance obligatoire. Tous les postes officiels étaient temporaires et donnés à l'élection. Les associations privilégiées des gardiens de troupeaux étaient interdites. La loi conservait l'existence de biens collectifs, comme, par exemple, de prâturages communs, de bois communaux et de moulins. Les fermes devaient toutes être de grandeur égale et appropriées aux besoins d'une famille d'importance normale. Elles étaient louées aux cultivateurs par baux emphytéotiques avec un impôt à payer à la couronne. L'hypothèque n'était pas tolérée sur ces biens. Ils étaient indivisibles et transmis à un seul des enfants. Il était également défendu pour quelque cause que ce soit, de réunir sur une même tête, plusieurs de ces propriétés¹.

Ce dernier essai n'était que la reprise de ce qu'avait essayé de faire un demi-siècle auparavant, l'illustre cardinal Belluga qui avait fondé dans les mêmes conditions, 3 nouveaux bourgs (Dolorès, San Felipe Neri et San Fulganido, 4.500 habitants) s'étendant sur 180 kilomètres carrés de terre².

Quant au partage des terres, un décret de novembre 1767 l'avait déjà prévu pour l'Andalousie. Avant le décret précité du 26 mai 1770, les petits domaines créés par la répartition des terres communales étaient régis par le même principe que les domaines conquis sur le désert. La culture directe y était obligatoire, la sous-location était interdite,

1. Costa, *Collectivismo agrario en Espana*, p. 118.

2. *Ibid.*, p. 119.

ainsi que la subdivision. Cet essai de colonisation intérieure échoua pour un certain nombre de raisons. L'une des premières, c'est que cette réforme n'était pas soutenue par l'opinion active du pays. Elle avait principalement contre elle la ploutocratie provinciale. Des injustices furent commises dans la répartition des terres. Les puissants du jour firent répartir les biens communaux d'une façon peu conforme aux prescriptions du décret. Leurs amis furent les mieux servis et toutes les mauvaises terres furent données aux cultivateurs pauvres¹.

Par ailleurs, cette mesure fut extrêmement combattue par la « mesta ». La « mesta » était une association de gardiens de troupeaux. Une répartition des terres était extrêmement nuisible à ses membres qui étaient très favorisés par l'existence de grands terrains communaux où ils pouvaient faire paître librement. Ils entrèrent en discussion avec le Gouverneur de l'Andalousie et parvinrent à obtenir que toutes les terres qui leur servaient ne seraient pas partagées². Une grande partie des terres échappa ainsi à la répartition.

Mais surtout, la grande cause de l'échec fut le manque absolu de capital mobilier. On donnait bien des terres aux cultivateurs, mais on ne leur offrait aucun moyen de les cultiver. Or, dans une véritable colonisation, il ne s'agit pas seulement de donner de la terre aux hommes, mais il s'agit de leur donner une maison, des semences, des troupeaux, des instruments de travail et des vêtements³.

« Les terres de travail et les pâturages ne sont pas productifs par la seule prise de possession et à l'instant même ».

1. Costa, *ibid.*, p. 130.

2. Leonhard, *op. cit.*, p. 252.

3. Costa, p. 132.

C'était une erreur de prétendre émanciper une classe nombreuse de travailleurs en leur donnant de la terre, mais aucun capital.

On eut beau en 1771 et en 1776, faire de nouvelles enquêtes officielles pour améliorer la situation agraire, il n'en sortit rien. On était mal parti et ce premier effort n'aboutit qu'à une chose : à faire naître le socialisme agraire. C'est en effet à ce moment, qu'apparaissent tous les écrivains qui se font les théoriciens du collectivisme rural (Calvo Julian Penarranda, Floranes, Perez Quintero).

Même les essais de colonisation faits par des étrangers extrêmement avertis en matière d'agriculture, échouèrent faute de capital mobilier. C'est ainsi qu'un essai de colonisation intérieure allemande qui s'était quelque peu développée avec Olavide mourut avec lui. C'étaient des paysans bavarois et thuringiens qu'il avait fait venir pour les établir dans la Sierra Morena.

Un autre essai de colonisation intérieure qui ne fut pas suivi d'un grand effet, fut celui du décret des Chambres de Cadix du 4 janvier 1813, sur la diminution des terrains communaux et des grandes propriétés particulières. On a également considéré comme un essai de colonisation, un décret du 29 juin 1822 ordonnant la vente de la plupart des biens communaux. Mais c'est en 1907, que la question de la colonisation intérieure reprit une nouvelle acuité. A cette époque, Augusto Gonzales Beseda ayant étudié la question agraire dans différentes provinces de l'Espagne, déposa un projet de loi qu'il appelait : « loi de colonisation intérieure ».

C'était bien de *colonisation* qu'il s'agissait en effet, puisque cet homme d'État prétendait employer pour aplanir le problème agraire, en Andalousie notamment, des procédés exactement semblables à ceux utilisés en général pour met-

tre en valeur les terrains neufs d'une colonie lointaine. Dans son livre sur le Problème agraire en Espagne, le vicomte de Eza dénomme cette œuvre : « Une œuvre de colonisation qui se borne à respecter la situation juridique actuelle et à l'adapter à la technique de l'époque¹ ».

Dans le même volume, Eza fit un résumé extrêmement clair des principes qui, à cette époque, avaient guidé Gonzalez Beseda. Ce dernier, et ses collaborateurs pas plus que lui, n'avaient voulu condamner d'une façon absolue la grande propriété. A leur avis, il était absolument nécessaire qu'il existât de grandes propriétés bien gérées pour servir d'exemple et de modèle aux petites entreprises : « Je considère comme essentielle, écrivait l'un d'eux, la « fonction d'exemple du grand propriétaire² ». Mais tous les grands propriétaires ne cultivaient point leurs propriétés d'une façon satisfaisante en Andalousie, ainsi que nous l'avons exposé plus haut et si les grands propriétaires laissaient beaucoup de terrains incultes, l'État et les Municipalités suivaient leur exemple. Les législateurs de 1907 estimèrent que la Société avait le droit de demander aux propriétaires, à l'État et aux Municipalités, de se dessaisir de leurs biens pour que ceux-ci puissent mieux remplir leur fonction sociale d'enrichissement du pays. Il ne s'agissait d'ailleurs aucunement d'une confiscation, mais seulement d'un achat de biens incultes que l'on désirait voir transformer. « Il est bien entendu que le droit à indemnisation « du possesseur actuel est à la base de la réforme³ »... Détruire la propriété à la façon des socialistes et des communistes... Chercher au moyen de la loi civile une distri-

1. *Op. cit.*, p. 89.

2. *Ibid.*, p. 90.

3. *Ibid.*, p. 90.

« bution de la richesse meilleure que celle instaurée par la
« loi naturelle, c'est un moyen d'abaisser la production et
« non point de l'accroître... En effet, c'est détruire le meil-
« leur stimulant de l'activité humaine : l'intérêt¹ ». La loi de
1907 n'alla d'ailleurs pas jusqu'à prévoir l'expropriation
forcée des propriétés privées. Elle se bornait à organiser
la colonisation des terrains appartenant à l'État et aux Mu-
nicipalités et aussi celle des terrains qui seraient vendus
amiablement au Comité Central de colonisation, par des
propriétaires désirant se défaire de leurs terres.

Cette loi, extrêmement simple, donnait tous pouvoirs
au Comité Central de colonisation intérieure pour procéder
au choix des propriétés d'État ou municipales qu'il dési-
rait coloniser. Ce Comité avait également tous pouvoirs
pour faire l'aménagement et le lotissement de ces propriétés
et pour céder les lots aux colons. Pour faciliter le travail,
une Commission fut nommée aussitôt pour faire un projet
de loi sur les propriétés rurales, loi qui aurait complété celle
du 30 août 1907. Voici dans ses grandes lignes, l'analyse
de ce projet, déposé en 1907.

Assez long, il comprenait 60 articles ; il était divisé en
6 chapitres. Le premier était consacré à l'indivisibilité des
propriétés rurales. Il édictait l'interdiction de diviser, soit
pour cause de succession, soit par acte entre vifs, les par-
celles de terre cultivées ou cultivables ayant une grandeur
inférieure à 10 ares, sauf s'il s'agissait de propriétés situées
dans le périmètre des bourgs. Le deuxième chapitre, con-
sacré « aux exploitations agricoles indivisibles » permettait
à chaque propriétaire jouissant de ses droits civils d'obtenir
que sa propriété devienne indivisible, à la condition qu'il y
habite, que les terres dépendant de ladite propriété soient

1. D'après Silvela. Discours du 23 janvier 1890, cité *ibid.*, p. 91.

d'un seul tenant, n'excèdent pas 50 hectares et ne soient pas d'une grandeur inférieure à 10 hectares. Non seulement, l'indivisibilité protégeait la propriété du vivant de celui qui l'avait demandée, mais encore, après sa mort, les héritiers devaient s'arranger entre eux pour qu'un seul en devienne propriétaire, les autres étant indemnisés en argent. Le troisième chapitre était consacré à la création « d'exploitations agricoles familiales ». Chaque laboureur voulant créer une exploitation agricole familiale, devait habiter la propriété à laquelle il allait attacher les avantages que nous avons exposés. Cette propriété devait avoir de 3 à 25 hectares, elle devait être d'un seul tenant ; le propriétaire devait être marié, âgé de plus de 18 ans, avoir au moins un enfant et ne pas posséder d'autres moyens d'existence que son travail dans la propriété en question. La Commission agraire provinciale devait veiller à ce que, chaque exploitation agricole familiale concédée à un cultivateur soit d'une importance telle que, tous frais de culture et tous frais d'entretien de la famille payés, il puisse rester au cultivateur un bénéfice net supérieur à 2.000 pesetas. La propriété devenue exploitation agricole familiale était insaisissable, elle ne pouvait être hypothéquée, elle ne pouvait répondre des responsabilités pécuniaires qui frappaient le propriétaire, sa femme et ses enfants, à la suite d'une condamnation pénale. Elle ne pouvait être saisie pour dettes de contributions ou d'impôts. Étaient également insaisissables comme faisant partie de l'exploitation agricole, le bétail de travail, les outils, les semences et les engrais indispensables pour la culture ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation de la famille. Le reste du bétail pouvait être saisi : toutefois, la saisie ne portait pas d'effet immédiat ; mais seulement pour la fin de l'année pendant laquelle elle était

pratiquée. Toute exploitation agricole familiale devait être déclarée à la Direction des Contributions. Quand une semblable exploitation était distante de plus de 3 kilomètres des bourgs, le chef de famille avait le droit de porter des armes et il était également dispensé des impôts de consommation. Les quatrième, cinquième et sixième chapitres étaient consacrés à l'échange des propriétés rurales, en vue du regroupement de la propriété.

Ce projet resta provisoirement lettre morte, pour cette bonne raison que la loi elle-même du 30 août 1907 n'eût pas les résultats que l'on en attendait. En effet, cette loi visait surtout la colonisation des terrains d'État.

« A peine était-elle promulguée et à peine le Comité Central de colonisation et de repopulation intérieures, (organisme auquel était confiée la réalisation), avait-il commencé ses travaux que l'on fut obligé de constater que l'État n'avait absolument aucun terrain important possédant les qualités nécessaires pour y créer une colonie¹ ».

Les premiers travaux du Comité donnèrent uniquement naissance à cinq petites colonies comprenant au total 171 familles de colons. Certains publicistes en conclurent que cet essai avait fait faillite. Mais ces auteurs ne tenaient pas compte de ce fait que, malgré la pauvreté du sol des terres colonisées, tout le capital employé avait donné un produit de 7 à 8 % dès le début, produit suffisant pour subvenir à l'entretien des familles des colons, pour commencer dans une petite mesure, l'amortissement de la somme engagée et pour faire entrevoir dans un avenir prochain un amortissement rationnel².

1. Étude de la Loma, ingénieur agronome et secrétaire du Comité de colonisation intérieure, *Revista Comercial* du 20 août 1919, p. 10.

2. *Ibid.*, p. 10.

Cette loi de 1907 était incontestablement insuffisante mais, cependant, les modestes résultats obtenus parurent, à un certain nombre d'esprits éclairés, assez concluants pour les pousser à perfectionner l'œuvre en question. Ce qui avait réussi dans des terrains pauvres et de mauvaise qualité, devait à plus forte raison réussir dans des terrains riches. Et n'était-il pas possible de s'entendre avec un certain nombre de propriétaires pour acheter de grandes propriétés que le Comité central de colonisation intérieure aurait ensuite pour mission de peupler ? Et si les grands propriétaires se refusaient à vendre amiablement leurs terres, s'ils préféraient les laisser dans le même état, à peu près incultes, n'était-il pas possible d'user en ce qui les concerne, de l'expropriation pour cause d'utilité publique ? S'il importe en effet, de ne jamais toucher au droit de propriété, si le respect de ce droit et sa conservation intégrale sont à la fois une prescription de la loi naturelle et la meilleure condition du progrès social, il n'est pas défendu par la stricte justice, d'exproprier dans certains cas, un propriétaire et de lui remettre, en échange de sa terre, une indemnité équivalente. La morale et toutes les législations ont toujours admis l'expropriation pour les grands travaux publics. C'est ainsi que, quand il s'agit de construire une route, un chemin de fer, un canal, on est obligé de forcer les propriétaires à vendre à l'administration chargée de l'œuvre à réaliser, une partie de leur bien. Quant il s'agit de terres laissées incultes et dont la mise en culture est une nécessité pour l'État, tant à cause des familles pauvres qu'il faut nourrir, qu'à cause des citoyens qu'il faut empêcher d'émigrer, il peut être licite de pratiquer l'expropriation pour cause d'utilité publique.

C'est dans ces conditions que Canalejas proposa en 1910,

aux Chambres espagnoles de voter un projet de loi réformant d'une façon complète la loi de 1907 et prévoyant l'expropriation des terrains incultes ou mal cultivés, moyennant une indemnité. Canalejas fut assassiné avant d'avoir pu faire voter la loi en question. Cette loi fut reprise le 13 novembre 1914 par le Ministre Dato.

L'exposé des motifs du projet de loi présenté à la Chambre, en juin 1915, commençait par rappeler l'existence des réalisations intérieures. Il affirmait que l'œuvre de colonisation devait maintenant s'étendre au delà des propriétés de l'État et des biens municipaux et s'exercer sur les domaines privés, afin de répandre la propriété dans les classes rurales, d'augmenter le nombre des possédants et surtout de créer la propriété familiale. Il précisait que la colonisation devait se faire sur les terres particulières abandonnées, de la même façon que sur les terrains de l'État. L'expropriation était prévue. Mais l'exposé des motifs ajoutait que l'on ne serait peut-être pas souvent forcé d'y recourir, de très nombreuses offres de ventes de propriétés ayant déjà été faites au Comité Central de colonisation et au Ministère de l'Agriculture. Le travail devait se faire sous la surveillance de l'État, car ce dernier devait réaliser de grands travaux publics ? Mais Canalejas et Dato affirmaient cependant qu'il était nécessaire que l'organisme chargé de l'application de la loi fut autonome et indépendant. Cet organisme devait vendre aux particuliers les terres qu'il aurait achetées, mais en s'assurant que ces ventes n'étaient faites qu'à des gens susceptibles de faire une œuvre durable d'installation de culture.

Le projet de loi qui comprenait 45 articles, commençait par traiter de la colonisation des biens d'État. Seules, devaient être affectées à la colonisation, les propriétés de

l'État qui avaient été reconnues susceptibles de s'y prêter par le Comité central de colonisation et de repopulation intérieures. Il appliquait les mêmes principes aux terrains municipaux. Les communes conservaient cependant un certain nombre de biens communaux désignés dans la loi. La partie originale du projet est celle qui concerne la colonisation des propriétés particulières. Voici la rédaction de l'art. 13 : « La colonisation de ces propriétés se fera de la « façon suivante : 1^o colonisation par l'État après avoir « acquis la propriété soit par vente volontaire, soit à la « suite d'une expropriation ; 2^o colonisation par les parti- « culiers dans leur propre propriété avec le secours de « l'État ». En cas d'expropriation, la valeur de la terre expropriée devait être fixée par deux experts, l'un nommé par le Comité, l'autre nommé par le propriétaire. Si les deux experts ne pouvaient pas se mettre d'accord entre eux, un troisième expert était nommé par le juge. La même procédure était d'ailleurs prévue pour la fixation du prix des terrains communaux.

Avant de procéder à l'acquisition d'une terre susceptible d'être colonisée, le Comité Central devait établir un plan de culture, avec indication du rendement net probable à l'hectare, croquis des édifices communaux de la colonie, et des maisons à édifier pour les colons, devis détaillé et cahier des charges concernant la construction de ces bâtiments, devis général de l'installation de la colonie, règlement concernant le fonctionnement de la coopérative des colons. La création d'une coopérative était en effet obligatoire. Elle devait servir d'organe indicatif et permettre en même temps aux colons de se procurer les crédits nécessaires, d'y placer leurs économies, d'y faire des achats à bon compte

d'y trouver tous renseignements concernant l'amélioration de leur culture, d'y contracter des assurances contre tous risques. Ces associations coopératives devaient être surveillées par le Comité Central. La répartition des terrains était faite par ce Comité. L'importance des lots variait suivant la nature du terrain et l'importance de chaque famille. Le Comité devait prévoir dans chaque colonie, l'établissement d'une forêt et il devait également consacrer une portion de terrain au pâturage des bestiaux. Les pâturages pouvaient être communs ou bien ils pouvaient être divisés entre les colons. Pendant les cinq premières années le colon était considéré comme un simple fermier et au bout de cinq ans, il pouvait être privé de son lot s'il n'avait pas obtenu des résultats satisfaisants. Au bout de cinq ans, les colons devenaient propriétaires de leur lot et payaient celui-ci par des versements annuels faits au Comité Central. Des primes en argent étaient prévues pour les colons qui acclimateraient dans une colonie des industries agricoles ou qui y feraient l'élevage de vers à soie. D'autres dispositions concernaient l'organisation du bien de famille dans des conditions à peu près semblables à celles prévues par le projet de loi déposé en 1907 et que nous avons analysé plus haut. Ce projet de loi ne fut pas voté, mais il donna un appui moral au Comité Central et celui-ci commença l'organisation de deux colonies dans des propriétés privées dont il négocia l'achat. La première devait être établie dans la « Isla mayor del Guadalquivir ». Cette île, d'une grandeur de 25 à 30.000 hectares, a un sol extrêmement riche et n'était cependant qu'un marécage inhabitable, propre tout au plus à servir de refuge aux grands troupeaux. Le propriétaire de cette île était déjà, en 1905, en pourparlers pour la vendre à l'État. On pré-

voyait que cette colonie donnerait annuellement 10 millions de pesetas et qu'elle permettrait l'emploi de huit à dix mille familles. La seconde colonie devait être établie dans la région de Jèrèz de la Frontera.

Une troisième colonie d'un genre spécial devait être organisée dans une propriété privée. Le propriétaire n'aurait pas aliéné complètement son droit de propriété : il n'aurait vendu qu'une partie de son domaine au Comité, le surplus aurait été loué par petites fermes, le colon versant à la fois une redevance au Comité pour l'amortissement des travaux généraux de colonisation et un loyer au propriétaire qui avait fourni le terrain¹.

En 1915, Eza signale ce projet dans son ouvrage, mais, à notre connaissance, la colonisation ainsi projetée n'aurait pas été effectivement réalisée.

En 1917, le 24 août, un nouveau projet de loi est adopté par le Ministre de l'Agriculture, en ce qui concerne la colonisation intérieure. A lire l'exposé des motifs, on comprend pourquoi un nouveau projet se substituant au projet antérieur, était devenu nécessaire. C'est qu'en effet, depuis 1914, si le Comité Central avait fait relativement peu de chose, par contre une œuvre de colonisation extrêmement sérieuse avait été commencée par des particuliers. Nous y reviendrons plus loin. Il fallait donc que la loi prévoit, non seulement la colonisation obligatoire organisée par le Comité Central, mais aussi la colonisation volontaire effectuée par les particuliers. L'État, en effet, encourageait aux termes de cette loi, les efforts privés qui étaient faits en vue de la colonisation intérieure.

Dans un article publié en 1919, dans la *Revista commercial*, le comte de Eza insistait à nouveau sur la nécessité

1. Eza, *El problema agrario en Espana*, p. 100.

qu'il y avait selon lui, à pousser plus avant l'œuvre de colonisation intérieure. Il fallait, disait-il, exproprier une quantité plus grande de terres privées. Il considérait cette réforme comme nécessaire en s'appuyant sur l'exemple de différents pays se trouvant dans une situation quelque peu semblable à celle de l'Espagne. En Allemagne, nous dit-il en substance, on a pratiqué la colonisation intérieure, en Prusse Orientale, et c'est ce qui a fait la richesse de cette province. Le parti démocrate allemand (ancien parti du centre) avait soutenu d'une façon toute spéciale la réalisation de la colonisation intérieure. En Hongrie où les grands propriétaires occupaient plus de 40 % du territoire, il y avait eu des projets de colonisation intérieure, non pas tant parce que la terre était mal cultivée (les magnats hongrois étant, au contraire en général, assez attentifs à ce que la culture de leurs propriétés soit bien faite), que pour diffuser la petite propriété considérée comme un élément de paix sociale. Mais c'est surtout en Roumanie que la colonisation intérieure avait été pratiquée sur une large échelle. Dès 1909, un gouvernement conservateur roumain avait adopté un programme tendant à la diffusion de la petite propriété rurale. Il s'agissait de faire passer 400.000 hectares entre les mains des paysans. En janvier 1919, le Parlement roumain votait une loi concernant la répartition des terres. Les grandes propriétés n'étaient pas complètement supprimées, puisqu'on laissait une moyenne de 300 hectares à chacun des grands propriétaires ; mais deux millions d'hectares composant autrefois de grandes propriétés privées ou municipales, étaient livrées à l'Institut de Colonisation intérieure pour être divisés, en petites fermes devant être vendues à des paysans. Des banques populaires et des coopératives devaient mettre à la disposition des

ruraux, les instruments de crédit et de travail nécessaires.

A l'exemple de la Roumanie, le comte de Eza demandait que l'Espagne organise d'une façon sérieuse, la colonisation intérieure en Andalousie.

Le Gouvernement de la République, tout en se préoccupant lui aussi de la question et tout en parlant fréquemment de colonisation intérieure, semble vouloir la réaliser sur des bases passablement différentes. Il accorde une place beaucoup plus grande à un effort individuel *collectif*, basant en quelque sorte, sur une organisation syndicaliste, la mise en valeur des terres. Nous y reviendrons au dixième chapitre, consacré à l'aide apportée par l'État aux efforts privés.

CHAPITRE IX

TRAVAUX PUBLICS

Nous avons parlé dans notre premier chapitre, de ce qui avait été fait par les Romains ou les Arabes au point de vue des travaux Publics. Par leurs canaux, ils avaient sillonné l'Andalousie de voies de communication extrêmement pratiques qui assuraient aux produits agricoles un débouché sur la mer. C'était l'époque où Cordoue était un grand port maritime, malgré son éloignement de la Méditerranée et de l'Océan. D'autre part, ils avaient par leurs travaux, transformé l'Andalousie tout entière en un vaste jardin.

Nous avons dit aussi comment tous ces travaux avaient été petit à petit presque entièrement détruits par les guerres de la conquête castillane.

Qu'ont fait les différents gouvernements espagnols depuis environ 150 ans, en ce qui concerne les travaux publics ?

Si nous ouvrons le magistral ouvrage du Comte de Eza sur « *Le problème agraire en Espagne* », nous y trouvons deux chapitres consacrés aux travaux publics. L'un nous parle des Chemins de fer ; l'autre de la Politique hydraulique. Suivons nous aussi ce plan et examinons où en sont

les travaux publics, d'abord en ce qui concerne les voies de communication, et ensuite en ce qui concerne la répartition des eaux.

Les voies de communication dans un pays sont triples. Elles se composent d'abord des routes carrossables, ensuite des chemins de fer et en troisième lieu, des canaux.

Jusqu'en 1925, les routes laissaient extrêmement à désirer en Andalousie. Il existait bien un certain nombre de grandes voies nationales en bon état d'entretien, mais les voies secondaires étaient plus que médiocres et extrêmement poussiéreuses. Enfin, en pleine campagne, il n'y avait que relativement peu de chemins. Ceci explique ce fait qu'en Andalousie, on voyait et on voit encore moins de transports par charrettes que dans les autres pays. Dans les campagnes, il arrive fréquemment que l'on rencontre de longues files de mulets chargés des choses les plus diverses. On croise aussi parfois une suite interminable de petits ânes transportant de lourdes charges. Ainsi se rentraient les récoltes, et se transportaient généralement toutes choses, avant 1830, dans nos provinces françaises de l'Ouest.

Il était nécessaire de construire des routes en Andalousie. Le Gouvernement de la dictature l'a fait. Mais naturellement, son effort s'est surtout porté sur l'amélioration des principales voies. Ce n'est pas en cinq ou six ans que l'on peut doter un pays d'un bon réseau routier. En France, il n'a pas fallu moins de trente années d'efforts, et des travaux ininterrompus, persévérants de la Monarchie de Juillet, de la deuxième République et du Second Empire pour donner à notre pays le réseau excellent dont nous jouissons aujourd'hui. Il reste à réaliser en Andalousie une quantité de chemins d'intérêt communal et même provincial. Il nous suffit pour nous en convaincre, de lire les instructifs

compte-rendus élaborés commune par commune, dans sept provinces andalouses lors de l'enquête de 1930 dont nous avons déjà parlé. Dans toutes les communes, on indique la nécessité de construire de nouveaux chemins, pour la mise en valeur des terres. La construction de routes, ajoutent les compte-rendus précités, était d'ailleurs le meilleur moyen de porter remède à la crise de chômage qui sévissait en 1930 et 1931 dans les campagnes, par suite de récolte déficitaire. Le gouvernement Royal et ensuite celui de la République ont voté des crédits pour que les chômeurs puissent entreprendre ces travaux d'intérêt général. Il semble donc qu'actuellement, le réseau routier, même local, soit en voie de sérieuse amélioration en Andalousie.

Mais, cependant, ce n'était pas là ce qu'il y avait de plus pressé. En effet, il faut tenir compte de ce fait que, dans un pays où il ne pleut guère, les chemins, même mauvais, sont relativement plus praticables que dans un pays boueux. Sans doute, une charrette et une automobile marchent difficilement dans le sable, mais cependant elles s'en tirent plus facilement que lorsqu'elles tombent dans un marécage.

Ce qui importe avant tout, en Andalousie, c'est de construire des chemins de fer.

Les huit provinces andalouses sont desservies à peu près uniquement par la Compagnie dite « Des chemins de fer andalous ». Il existe bien en principe, une autre compagnie, celle « du sud de l'Espagne », mais aujourd'hui, elle est en fait, contrôlée par la précédente. La « Compagnie des andalous », ainsi qu'on l'appelle couramment, est surtout en possession des grandes lignes, mais elle a construit très peu de chemins de fer secondaires. Ce sont ceux-ci qu'il serait nécessaire d'établir.

1. V. *Crisis Agraria andalura*, Madrid, 1931.

L'association des Agriculteurs d'Espagne a déclaré dans une motion : « Il faut proclamer la nécessité de la construction rapide de chemins de fer complémentaires, secondaires ou stratégiques et décréter que cette construction est d'une importance urgente et vitale pour la nation¹ ».

D'après ce qu'affirme cette Société, on devra trouver facilement, des capitaux pour procéder à la construction de ces chemins de fer. Il a existé un projet du député Calbeton au sujet de la construction de chemins de fer secondaires. L'Etat devait prendre part aux dépenses dans une proportion variant de 85 à 95 %, mais l'exploitation des lignes ainsi construites, devait être assurée par des compagnies, concessionnaires qui participeraient elles aussi, aux frais de construction pour une somme égale à 5 ou 15 %, de leur montant. L'exploitation devait se faire aux risques des compagnies concessionnaires, seules responsables du déficit s'il en existait, et l'Etat devait participer aux bénéfices s'il y en avait, une fois tous les frais généraux payés. Il devait toucher 80 % de ces bénéfices, le reste restant aux Compagnies, tout au moins jusqu'à ce que l'intérêt et l'amortissement du capital soient assurés. Si les bénéfices étaient tels qu'ils suffisaient à assurer l'intérêt et l'amortissement du capital, le surplus des bénéfices revenait encore à l'Etat dans une proportion de 50 %. On prévoyait qu'en moyenne, chaque kilomètre de chemin de fer coûterait environ 125.000 p, Il était donc question d'émettre un emprunt de 700.000.000 de p. de façon à construire environ 5.000 kilomètres de chemin de fer secondaires. Cet emprunt aurait été garanti par les droits de l'Etat sur les bénéfices des compagnies concessionnaires. Ce projet est resté lettre morte².

1. De Eza, *El problema agrario en Espana*, p. 66.

2. *Ibid.*

En effet, les chemins de fer espagnols ont traversé une très grosse crise dans les années qui ont suivi la fin de la grande guerre. A ce moment-là, les grandes lignes elles-mêmes avaient un rendement insuffisant, et toutes les compagnies, même la compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, extrêmement prospère auparavant, étaient atteintes. Lorsque les principales lignes elles-mêmes ne faisaient pas de bénéfices, il ne pouvait guère être question de construire des lignes secondaires. Deux grands projets furent faits pour assurer la réforme des Chemins de fer. L'un émana de M. Cambo, l'autre de M. Cierva. Les Chambres discutèrent entre les deux projets qui, tous deux, envisageaient des opérations de vaste envergure.

En fait, le régime des chemins de fer n'a pas encore été bien défini et la construction des lignes d'intérêt secondaire est toujours en suspens.

A côté des chemins de fer, les canaux constituent des moyens de communication extrêmement précieux. Les canaux manquent en Espagne. Il y eut à différentes époques, des projets importants pour en construire. En 1588, l'illustre Antonelli avait réussi à faire arriver en 15 jours, six péniches de blé de Madrid à Lisbonne en se servant du Tage. Il avait formé le projet de réunir le Tage avec le Douro, en se servant du Manzanares et du Jarama. Autre homme remarquable, Pignatelli avait porté à Philippe III un plan destiné à rendre l'Ebre navigable. Mais il s'agissait là de projets qui ne concernaient point l'Andalousie. C'est sous la domination française, à l'époque napoléonienne, que furent faits le plus grand nombre de travaux dans cette contrée. En 1809, après quatre mois de travail, les Français rétablirent des communications fluviales, par le Guadalquivir entre Cordoue et Cadix. Ces communications avaient

déjà existé du temps des Arabes ; mais ces derniers travaux furent faits d'une façon hâtive et ils ne tardèrent pas à tomber en ruines¹.

La seule réalisation pratique qui semble avoir été faite depuis, est un canal de 10 mètres de profondeur permettant d'éviter les boucles du Guadalquivir et de donner aux grands navires, accès dans un port creusé près de Séville. Ce travail a été mené avec sagesse et a enrichi la ville et la province².

Il a été question d'une façon très sérieuse, de canaliser le Guadalete qui passe à Jerez et qui aboutit près de Cadix.

Un projet de travaux publics tendant à canaliser l'embouchure de ce fleuve, au moyen de dragages a été déposé aux Cortès par le général Carrenza, député du lieu. Si ce projet était réalisé, il favoriserait grandement toute la région, car, « canaliser l'embouchure du Guadalete, ce serait
« ouvrir de vastes horizons de prospérité. Aujourd'hui, ce
« n'est pas seulement Jerez, mais c'est toute la Sierra
« (actuellement pour ainsi dire coupée de toute communica-
« tion, et région presque inexplorée), qui profiterait de cette
« voie de communication. Cette canalisation permettrait
« la création d'un port important, par exemple à Puerto de
« Santa Maria³ ».

En dehors de la création des canaux, deux ordres de travaux hydrauliques s'imposent : 1^o travaux en vue d'empêcher les rivières et les fleuves de s'embourber ; 2^o travaux en vue de l'irrigation.

Des travaux de ce genre ne peuvent être réalisés que s'ils sont prévus et imposés par un texte légal. Il existe

1. Senador Gomez, *Cancion del Duero*, p. 93.

2. Valdour, *L'Ouvrier espagnol*, t. II, p. 68.

3. Article de Luis Perez dans le supplément du *Sol* du 12 février 1908.

sans doute à cet égard une loi du 7 juillet 1908, mais cette loi bien que parfaitement intentionnée, semble insuffisante. Il faudrait que l'Etat commence par faire des travaux hydrauliques de grande envergure pour entraîner dans son sillage les particuliers. Le Vicomte de Eza estime qu'il devrait y consacrer de cinq à sept cent millions de pesetas¹.

C'est un fait que les cours d'eau sont mal entretenus et s'ensablent. Par exemple, le Guadalete transporte chaque année dans la baie de Cadix 500.000 tonnes de sable². Cet embourbement ou cet ensablement des rivières est activé par ce fait que les sables de la côte sont emportés par le vent vers les lits des rivières. Les dunes sont beaucoup trop importantes dans la province de Huelva. Dans la province de Cadix, il y a celles qui avoisinent l'embouchure du Guadalquivir et celles de Rota et de Véjà qui s'étendent sur 11 kilomètres jusqu'à Trafalgar. Il y a enfin, les dunes de Puerto Santa Maria, qui coupent la voie ferrée quand le vent vient de l'Est.

Il serait de toute première nécessité, de supprimer ces dunes en faisant ce qui a été réalisé en France dans les Landes, de 1787 à 1793, sous l'impulsion de Brémontier³.

Sans doute, il faudrait en Espagne (comme ce fut le cas dans les Landes), surmonter la mauvaise humeur et la mauvaise volonté des habitants. Senador Gomez croit que cela est impossible sous le régime de la propriété privée⁴. Cette affirmation ne semble pas extrêmement sérieuse, car, dans les Landes aussi, la réforme a été faite sous le régime de la propriété privée. Mais, évidemment, il faudrait une loi et une réglementation pour empêcher les agriculteurs d'entra-

1. Eza, *ibid.*, p. 80.

2. Senador Gomez, *Cancion del Duero*, p. 19.

3. Reclus, *op. cit.*, 11, p. 100.

4. *Op. cit.*, p. 17.

ver par leur mauvaise volonté, l'œuvre d'assainissement des dunes. Par exemple, un des grands torts des cultivateurs, c'est de mener paître leurs moutons sur la côte. Ceux-ci attachent l'herbe en broutant, ils la détruisent et la terre ainsi dépouillée devient la proie du vent. C'est par les arbres et, principalement s'ils sont groupés pour former des bois, que les dunes andalouses seront rendues inoffensives. Nous avons d'ailleurs donné plus haut les résultats qui avaient été obtenus par quelques propriétaires privés, lesquels ont assaini des terres en y faisant des plantations de pins¹. C'est ainsi que Don Javier de Ferrer a sauvé la commune des Ampuries des méfaits d'une rivière qui la dévastait sans cesse et qui ne peut plus l'inonder. Il a enfermé le terrible Camalobera dans une enceinte d'arbres, en plantant, dans une seule année, environ 30.000 aulnes. De même, Don Angel de Castro a gagné du terrain sur les dunes de Puerto Santa Maria, en plantant 40.000 pins, 1000 eucalyptus et 11.000 acacias.

La deuxième catégorie de travaux, c'est celle des travaux d'irrigation. Il semble à ce sujet que chaque fois que l'Etat entreprendra un travail sérieux, il conviendrait d'obliger les particuliers à en profiter. En effet, lors des quelques trop rares essais qui ont été faits par l'Etat pour irriguer telle ou telle région les habitants ont quelquefois par leur incurie rendu ses travaux inutiles. C'est ainsi que, dans une province voisine de l'Andalousie, en Estramadure, à Badajoz, on avait construit un canal susceptible d'irriguer 2.000 hectares. En fait, il n'en irrigua que 100, les propriétaires des 1900 autres hectares ne s'étant nullement souciés de faire les travaux nécessaires pour profiter de l'irrigation. A vrai dire, cette inertie des propriétaires se comprend un peu.

1. Voir à cet égard les détails que donne Senador Gomez sur les propriétaires qui ont fait des plantations.

Les travaux d'irrigation même après que l'Etat a fait le gros œuvre, sont extrêmement coûteux : en moyenne, pour transformer un hectare de terrain sec en terrain irrigué, il faut le plus souvent de 1.500 à 2.000 p. Celui qui ne les a pas, n'utilise pas l'eau et voilà l'effort perdu. Les propriétaires qui possèdent un certain nombre d'hectares de terrain sec, valant chacun de 1000 à 1500 p, ne possèdent pas nécessairement en argent liquide, une somme égale à la valeur vénale de la propriété, somme qu'ils puissent consacrer du jour au lendemain à la transformation de leur domaine.

Mais alors une conclusion s'impose. C'est qu'en faisant de grands travaux pour préparer l'irrigation, l'Etat devrait obliger les propriétaires à s'en servir en mettant à leur disposition les moyens de crédit nécessaires pour exécuter le travail. Ces moyens de crédit pourraient être procurés soit par des caisses spéciales, soit par des caisses rurales ordinaires. Le propriétaire s'y retrouverait, car, même en se voyant obligé d'emprunter une somme égale à la valeur primitive de sa propriété pour améliorer celle-ci, la propriété une fois irriguée, aurait une valeur intrinsèque et une capacité de production telles que si le propriétaire vendait son bien, il y retrouverait facilement et le montant de l'emprunt et la valeur primitive du domaine. Ou bien, s'il voulait continuer son exploitation, il en retirerait un bénéfice supérieur au total du revenu précédent, des intérêts de la somme empruntée et de l'amortissement de cette somme.

Cette conclusion ressort nettement d'une conférence faite à l'hôtel Ritz, le 17 novembre 1919, par don Angel Ossorio Gallardo, dans laquelle l'ancien ministre exposait les mécomptes du gouvernement dans les efforts tendant à fertiliser auprès de Jéréz, le borbier du Guadalcacin. Ce travail qui avait nécessité de gros frais et qui était, à coup sûr, à l'hon-

neur des ingénieurs espagnols, devait irriguer 10.000 hectares, pouvant donner naissance à une colonie agricole, mais il n'était pas arrivé à irriguer plus de 400 hectares, parce que les propriétaires n'avaient pas voulu ou pas pu faire les dépenses nécessaires pour irriguer le surplus.

Si l'irrigation des terrains improductifs est un moyen de résoudre le problème agraire, il est donc certain que l'Etat ne pourra faire quelque chose de sérieux à cet égard, qu'en modifiant sa législation.

Une dernière catégorie de travaux hydrauliques à exécuter, ce sont les travaux destinés à utiliser la houille blanche. Les rivières espagnoles et notamment les rivières andalouses peuvent donner une force considérable¹. Mais il semble que jusqu'ici le Gouvernement espagnol ne se soit jamais préoccupé d'avoir une politique hydro-électrique.

1. Senador Gomez, *ibid.*, p. 19.

CHAPITRE X

**MOYENS INDIRECTS EMPLOYÉS PAR L'ÉTAT
POUR REMÉDIER AU PROBLÈME.
AIDE APPORTÉE AUX EFFORTS INDIVIDUELS
PAR L'ORGANISATION DES CHAMBRES D'AGRICULTURE,
PAR LES LOIS SUR L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE,
SUR LES SYNDICATS AGRICOLES,
SUR LE CRÉDIT AGRICOLE.**

A la fin du XVIII^e siècle, les Bourbons se préoccupèrent des moyens qui pourraient être employés par eux pour aider les efforts individuels tendant à la solution du problème. Leur principale œuvre à cet égard, fut l'organisation du prêt agricole¹.

Mais, ensuite après la tourmente napoléonienne et au cours des nombreuses années de guerres civiles, l'Etat demeura à peu près inactif. Nous ne voyons aucune loi intéressante, nous ne retrouvons aucun effort sérieux pour aider l'initiative individuelle jusqu'au 2 octobre 1877, date où fut promulguée une loi sur les municipalités conçue dans un sens assez intéressant à cet égard. Cette loi prévoyait en effet, que les minorités agricoles seraient représentées dans les Conseils municipaux. Dans l'esprit du législa-

1. Lavissee et Rambaud, *Histoire générale*, t. VII, p. 998.

teur, ceci devait améliorer la situation agraire, car, en effet, un Conseil municipal composé de toutes les classes de la Société, était susceptible d'apporter une aide précieuse aux agriculteurs les moins fortunés, notamment par l'utilisation judicieuse des biens communaux. Mais le caciquisme dont nous avons parlé plus haut, détruisit, d'une façon à peu près complète, l'effet de cette loi.

Les Chambres d'agriculture qui furent créées, elles aussi dans la seconde moitié du XIX^e siècle, devaient être en principe des organes de perfectionnement agricole. Mais en fait, dit un journaliste, « les chambres d'agriculture, le ministre « l'a reconnu lui-même, n'ont rien fait d'utile jusqu'à présent ; elles ont été jusqu'à ce jour ou bien des organismes « stériles, ou bien des cercles de plaisirs, ou bien des centres « de réunions caciquo-politiques¹ ».

Il y a longtemps qu'en face de l'inaction des Chambres d'agriculture, on parle de les réformer. C'est le ministre de l'agriculture Calderol qui, le premier, eut l'initiative de cette réforme. Mais, il ne put tomber d'accord avec le directeur Général de son ministère. M. Antonio Monedero demanda, en effet, qu'on réorganisa les Chambres sur des bases syndicalistes, c'est-à-dire, après avoir procédé à une vaste consultation des syndicats agricoles. Il ne fut pas suivi et donna finalement sa démission en proclamant que la réforme des Chambres d'Agriculture aurait dû être précédée d'une consultation de tous les éléments agricoles du pays. Le Ministre répondit en lui faisant remarquer que le but des Chambres d'Agriculture était de procéder à des enquêtes permettant de stabiliser le budget, de créer des écoles de contre-maîtres agricoles, etc... Il ajoutait qu'il n'aurait pas manqué

1. Article de M. Ulises Yarteo, *Bulletin de la Fédération Catholique agraire*. Cordoue, 1^{er} octobre 1919.

de consulter les membres des différentes organisations agricoles, avant de faire voter la réforme d'une façon définitive par la Chambre. Mais M. Monedero maintint sa façon de voir¹.

Un écrivain très connu d'Andalousie, qui est en même temps un agronome distingué et un propriétaire important, M. Ignacio Sanz a publié en 1919, et 1920, un certain nombre d'articles acerbes sur la question de la Réforme des Chambres d'Agriculture dans le « Correo de Andalucia ». Il critiquait violemment les projet ministériels d'après lesquels les seuls électeurs et les seuls éligibles auraient été dans chaque province, les contribuables payant au moins 25 pesetas d'impôts pour terre de culture ou de pacage. Or, c'est une erreur, déclare Igacio Sanz, de prétendre que ceux qui rentrent dans cette catégorie, composent « les « facteurs les plus intéressés à l'agriculture nationale, ». « Une législation de ce genre serait parfaite en France, par « exemple, où la propriété est extrêmement divisée. Elle « pourrait se comprendre encore pour la Castille où il y a « beaucoup de petits propriétaires, mais elle est un non-
« sens en Andalousie ... Je connais, ajoute Sanz, des quanti-
« tés de petits bourgs de campagnes où il n'y a que deux
« ou trois propriétaires. Ceux-ci ne résident pas, ils ont loué
« leurs terres à des « arrendatarios, qui seuls ou avec des
« ouvriers, ont crée des institutions de crédit, d'assurances,
« etc ..., ce sont donc ces « arrendatarios » et leurs ouvriers
« qui ont fait dans ces bourgs, une œuvre de perfectionne-
« ment agricole intéressante.

« Or, d'après le projet, ils ne seraient pas membres de la
« Chambre d'Agriculture et le Ministre considère comme

1. *Revista social y agraria*, numéro d'octobre 1919, p. 16.

« seuls intéressés à l'agriculture, les deux ou trois propriétaires qui ne viennent jamais dans le bourg¹ ».

Il semble donc résulter de ce qui précède que les Chambres d'agriculture n'ont pas fait grand chose jusqu'ici dans l'ensemble et que, si leur réforme a été prévue, elle ne l'a été que dans des conditions insuffisantes qui n'ont d'ailleurs pas abouti.

Toutefois, nous serions injuste si nous ne constatons pas qu'un certain nombre de membres des Chambres d'Agriculture ont fait une œuvre extrêmement sérieuse, par exemple à Séville, M. José Huesca Rubio, Président de la Chambre officielle, qui s'est beaucoup préoccupé du rendement des oliveraies et de leurs débouchés.

Le Gouvernement s'est préoccupé d'aider les efforts privés par l'organisation de l'enseignement agricole.

Un règlement du 29 septembre 1918 organise l'enseignement agricole dans des fermes-écoles pratiques. Ce règlement est complété par un décret royal du 4 août 1919. Les écoles sont ouvertes en principe, aux jeunes ouvriers agricoles de 15 à 35 ans. Les élèves peuvent jouir de bourses fournies par les corporations provinciales ou municipales, par les Chambres d'agriculture, par les syndicats ou les particuliers. La seule condition d'entrée est de savoir lire et écrire et de posséder des éléments d'arithmétique. Tous les élèves pensionnés par les organismes sus-indiqués, sont admis sans limitation de place, mais en outre, dans chaque centre, l'Administration a créé 24 bourses d'État qui sont données aux concours après des examens passés chaque année en septembre. L'enseignement des écoles d'agriculture dure deux ans, le travail s'y divise en travail

1. *Correo de Andalucía*, 4 octobre 1919, 6 octobre 1919, 8 octobre 1919.

manuel et travail intellectuel. Le travail manuel dirigé par des professionnels, occupe, la première place et prend une moyenne de six heures par jour. Ces écoles sont pourvues des machines et des instruments agricoles les plus divers. On y étudie toutes les cultures, y compris l'arboriculture, et on y soigne également le bétail. Les ouvriers-élèves reçoivent un salaire journalier égal à la moyenne des salaires agricoles de la région¹.

Il a été question également d'enseignement agricole dans un décret royal du 25 octobre 1917 qui réglemente les cours post-scolaires destinés aux ouvriers et qui réglemente aussi l'enseignement agricole susceptible d'être donné aux soldats dans les casernes².

Mais l'œuvre la plus sérieuse de l'Etat pour aider l'initiative privée, fut incontestablement la législation concernant les Syndicats agricoles. Le 28 janvier 1906, fut promulguée la loi sur les Syndicats agricoles. Elle fut saluée par tous les ruraux avec un grand enthousiasme. On l'appela La Grande Charte des Syndicats. Le patriarche de l'action sociale en Espagne, l'illustre P. Vincent en vint à dire que ni Charles 1^{er}, ni Philippe II n'avaient fait plus pour l'agriculture que le ministre Gasset en publiant cette loi³.

A vrai dire, ce n'était pas le ministre Gasset qui avait eu l'idée de la loi. Celui qui l'avait le premier réclamée était M. Théodoro Creus, de la Fédération Agricole des Iles Baléares. Villa Nueva, ministre de l'agriculture, s'était emparé de l'idée à son tour et avait déposé un projet de loi au Sénat le 18 octobre 1902, Son plan était de donner aux syndicats

1. La Gaceta, *Bulletin de l'Institut de Réformes Sociales*, p. 542, octobre 1919.

2. *Manuel de législation obrera*, publié par l'Institut de Réformes Sociales, t. 1^{er}, p. 936.

3. Noguér, *Las Cajas rurales en Espana*, p. 534.

les plus grandes facilités pour atteindre leur but, sans être arrêtés par aucune espèce de restrictions d'ordre administratif. Le projet dans son préambule, reconnaissait aux Syndicats la plus grande autonomie. Il cherchait par ailleurs, à les favoriser par de larges exemptions d'impôts. Il leur permettait la création de caisses de Crédit Agricole. Cette loi ne passa pas tout de suite. A vrai dire, elle fut bien approuvée par le Sénat avec un certain nombre de modifications, mais le Ministère Sagasta s'étant constitué, c'est Canalejas qui devint ministre de l'Agriculture à la place de Villa Nueva et le projet fut enterré. Deux ans plus tard, le 15 juin 1904, Moret déposait sur le bureau de l'Institut de Réformes sociales, un nouveau projet de loi sur les syndicats. Le 7 octobre 1904, Maura, alors président du Conseil, s'emparait de ce projet après l'avoir modifié, et le déposait aux Chambres. Les Cortes le laissaient en sommeil, mais à son tour Romanones, Ministre de l'Agriculture, en 1905, reprenait exactement le même texte. Toutefois, c'était Gasset qui devait le faire aboutir en 1906. La loi de 1906 est relativement courte. D'après elle, sont considérés comme Syndicats tous les groupements quelconques qui sont constitués ou se constitueront pour l'achat de machines agricoles, d'outils, d'engrais, de semences, de plantes quelconques, de bestiaux, ainsi que pour la vente, l'exportation, ou la conservation de tous les produits agricoles ; pour la meilleure exploitation des terrains mal cultivés ou incultes, l'exécution ou l'exploitation de toutes constructions ou entreprises favorables à l'agriculture, à l'élevage ou aux industries annexes. Sont également syndicats, tous groupements destinés à développer le crédit agricole, les assurances sous leurs diverses formes et en général, toutes les institutions de mutualité, de coopération, de prévoyance ou d'in-

dustrie en général. Tout syndicat agricole doit pour être reconnu par l'Etat, se soumettre à un certain nombre d'obligations : déclarations, dépôts de statuts, etc ... Après ces formalités, le syndicat jouit des dispenses d'impôts et notamment de la dispense des droits de timbre et des droits de douane.

En ce qui concerne les formalités de constitution, celles-ci devaient être précisées par décrets. Plusieurs décrets furent publiés successivement à cet égard. Ceux du 26 avril 1906 et du 29 juillet 1907 ayant été très combattus, c'est un autre décret qui, finalement, subsista, celui du 16 janvier 1908.

Voici les formalités prévues pour la constitution des Syndicats. Les statuts doivent être déposés au Gouvernement Civil de la Province. Celui-ci les communique au Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Agriculture les soumet lui-même au Ministère des Finances. Dans quelques cas, les statuts sont même soumis au Conseil des ministres, notamment lorsqu'il y a conflit entre les ministres de l'Agriculture et des Finances au sujet de la nature du syndicat. Ces différentes administrations n'ont qu'un délai relativement restreint pour faire toutes les formalités en question. En effet, si dans le délai de trois mois, les administrations ministérielles n'ont pas répondu au Gouvernement civil de la province, le Syndicat est obligatoirement inscrit, comme réalisant toutes les conditions prévues par la loi pour jouir des faveurs de cette loi.

La dispense des droits de douane, en ce qui concerne l'importation des machines et des choses utiles pour l'agriculture, est formellement prévue par la loi de 1906. A vrai dire, la loi de Finances du 20 mars 1908 semble bien contredire sur un point la loi de 1906 en ce qu'elle supprime toutes

les franchises de droit de douane. On a discuté la question de savoir si cette suppression de franchises visait les organismes qui en avaient été dispensés par une loi antérieure. A notre connaissance, la question n'a pas été tranchée par le Conseil d'Etat, mais nous croyons qu'en fait les Syndicats ont accepté bénévolement de payer les droits de douane sur les machines qu'ils importaient. Cette loi a été complétée par différentes dispositions. En ce qui concerne justement la dispense d'impôts, un décret du 24 novembre 1919 dispense de tout impôt commercial les syndicats, faisant l'achat et la vente en commun. Les Syndicats sont ainsi assimilés à des coopératives de consommation.

En vertu d'une circulaire du directeur général de l'Agriculture du 13 août 1919 (parue à *La Gaceta* du 16 août 1919), les demandes de constitution des syndicats agricoles doivent être signées par 10 contribuables au moins et remises avec trois exemplaires des statuts aux gouvernements civils. Ceux-ci les envoient directement au Ministère de l'Agriculture, sans que les conseils provinciaux d'agriculture aient quoi que ce soit à y voir, ainsi qu'ils avaient primitivement voulu le faire.

Un décret du 22 septembre 1917 a autorisé les syndicats agricoles et les caisses rurales à faire, même sans caractère commercial, des opérations de dépôts dans les Magasins généraux. Ces dépôts doivent être faits sous forme de warrants.

Au début, ces warrants ne pouvaient servir aux Syndicats que pour la transmission de la propriété des marchandises entreposées, mais en vertu d'un décret du 30 août 1919 (paru à *La Gaceta* du 2 septembre 1919), les Caisses rurales et les institutions de Crédit à responsabilité solidaire et illimitée, sont autorisées à faire des opérations de prêt sur les marchandises entreposées.

C'est en 1883 que les Caisses rurales du système Raffaisen commencèrent à être connues en Espagne, grâce à un livre de M. Joaquin Diaz de Rabago. En 1894, le même auteur, séduit par l'admirable livre de M. Durand : « *Le crédit agricole en France et à l'étranger* », fit une monographie sur ce livre dans laquelle il concluait avec enthousiasme dans le même sens que M. Durand. Ensuite, apparurent dans la presse, des articles de M. Severino Asnar vers 1896. Mais il faut arriver, à 1901, pour constater la création des premières caisses rurales. Celles-ci furent fondées dans la province de Zamora. En 1903, en réponse au discours de la Couronne, un député, M. Zorita déclarait : « Il faut que nous ayons une promesse formelle que la présente session ne se passera pas sans que nous ayons établi en Espagne un solide système de caisses rurales. » La même année, eurent lieu à Madrid, du 23 au 30 novembre, d'importantes conférences sur le Crédit agricole. Et enfin, c'est cette même année de 1903 qui vit les Caisses rurales se répandre d'une façon vraiment importante dans une province espagnole, celle de Navarre. La création de ces caisses était facilitée dans cette province par la multitude des petits propriétaires. L'exemple donné par la Navarre fut suivi dans les Asturies, à Salamanque, à Saragosse, à Burgos. Mais ce n'est que vers 1910, que nous voyons la création de caisses rurales en Andalousie. D'après une publication de l'Association des Agriculteurs d'Espagne¹, voici quel était en 1911, le nombre des Caisses rurales existant dans les huit provinces andalouses : cinq à Alméria, trois à Cadix, onze à Cordoue, vingt-cinq à Grenade, onze à Huelva, trois à Jaen, deux à Malaga, et quarante-cinq à Séville. Ajoutons qu'à Séville, il existait

1. Noguér, *Les Caisses rurales en Espagne*, p. 552.

en sus, quarante-huit autres caisses non accréditées près la Banque d'Espagne, et plus strictement privées que les autres.

Au point de vue légal, les Caisses rurales sont constituées sous le régime des associations et sous le régime des syndicats. Elles se conforment en général, principalement aux prescriptions de la loi de 1887 sur les Associations. Quand une caisse rurale se place sous le régime de cette loi, elle doit adresser en double exemplaires, ses statuts au Gouverneur de la province, huit jours avant de fonctionner. Le gouverneur de la province les fait enregistrer, à moins qu'il n'y trouve quelque chose de contraire à la loi. Dans ce dernier cas, le Gouverneur indique les rectifications nécessaires. Quand une Caisse se place sous le régime de la loi syndicale, les formalités ne sont pas très différentes. Il faut également remettre les statuts, (en triple exemplaire cette fois), et sur papier libre, au Gouverneur de la province ; on y joint une demande d'autorisation sur papier timbré et trois listes des premiers sociétaires. Les associations peuvent d'ailleurs demander à être en même temps, reconnues comme syndicats. Un des avantages qu'il y a à se placer sous le régime de la loi syndicale, c'est ce que l'on peut créer des fédérations de Caisses. Les Caisses rurales sont administrées par un Conseil d'administration, sous la surveillance d'une Assemblée générale.

Les livres de la Caisse rurale sont aussi simples que possible. Il doit y avoir un registre des associés, un livre d'inventaire sur lequel on note toutes les variations du capital, à chaque fois qu'un associé verse de l'argent en caisse, qu'il en retire ou que des sommes quelconques sont gagnées ou perdues pour une raison ou pour une autre. Il y a également un livre des procès-verbaux d'Assemblées Générales et de

Conseils d'administration. Quant au reste de la comptabilité, c'est la comptabilité ordinaire qui est utilisée par les Caisses rurales. Elle comprend notamment un livre de caisse et deux grands-livres. Une inspection sévère est organisée à l'intérieur de la Caisse rurale.

Si les ministres qui ont favorisé l'éclosion des caisses rurales, ont fait œuvre particulièrement féconde en résultats, d'autres ont eu des idées infiniment plus dicutables. M. Alba, Ministre des Finances, s'imagina, par exemple, que l'on pourrait utiliser l'impôt pour faire l'éducation des masses. A la date du 26 novembre 1918, il déclarait que l'impôt devait devenir un instrument moralisateur destiné à combler les inégalités sociales. Il proposait en conséquence 1^o le prix — limite du fermage ; 2^o la faculté dans certains cas pour le fermier de faire proroger le bail d'office ; 3^o la faculté pour le fermier de demander l'expropriation des terres à son profit, lorsqu'il aurait augmenté de plus de 50 % la valeur de la terre ; 4^o la création d'un impôt conçu d'après les idées des physiocrates¹. Il n'a pas été suivi.

Un œuvre originale et nouvelle a été effectuée par le Gouvernement de la République. Elle se résume en un mot : permettre aux groupements d'ouvriers agricoles de se constituer locataires de grands domaines pour organiser l'exploitation de ceux-ci au profit de leurs adhérents. Un décret du 19 mai 1931, portant la signature d'Alcala Zamora et de Caballero, donne aux syndicats agricoles une situation privilégiée pour aboutir aux locations de ce genre. Les associations d'ouvriers agricoles ont un droit de préférence pour louer les terres appartenant à l'Etat et aux Communes. Ils ont également le droit de vérifier aux bureaux de

1. La Gaceta, 30 novembre 1919.

l'Enregistrement, quelles sont les terres louées à des particuliers qui viennent prochainement, à bout de bail. Dans les trois mois qui précèdent la fin du bail, ces associations ouvrières ont un droit de préférence pour réclamer la passation d'un nouveau bail à leur profit. Le propriétaire ne peut se refuser à leur accorder ce bail, à moins qu'il ne préfère entreprendre lui-même, sur place, la culture directe de sa propriété. Si l'on ne parvient pas à tomber d'accord sur le prix du bail, on en réfère aux commissions paritaires dont la présidence est donnée au Juge municipal.

Les Associations ouvrières agricoles, ayant ainsi loué des terres, ont le droit de requérir de l'Etat des secours de toutes sortes pour les aider dans leur travail. Elles ont droit notamment à l'aide technique des écoles d'agriculture.

Le Gouvernement de la République a, par ailleurs, fait des efforts très sérieux pour tâcher de remédier aux conflits sociaux dans le « campo andaluz. »

Pour atténuer le chômage, un premier décret du 28 avril 1931, publié dans « *La Gaceta* » du 30 du même mois, oblige les propriétaires à occuper de préférence à tous autres, les ouvriers de leur commune. Sur ce point, la République est allée moins loin, que la monarchie dans la voie de la coercition. Quelques mois avant l'abdication d'Alphonse XIII, un décret avait en effet, ordonné l'emploi forcé des journaliers inoccupés par les gros propriétaires de chaque commune. Cette disposition n'avait porté que des fruits médiocres, beaucoup de propriétaires ne s'étant pas trouvés en mesure, pécuniairement de faire face à la charge qu'on leur imposait.

D'autres décrets du gouvernement républicain ont prévu la culture obligatoire des terres laissées incultes par leurs

propriétaires. En cas de résistance, le travail est effectué par les municipalités, aux frais du propriétaire.

Un décret du 1^{er} juillet 1931, publié dans « *La Gaceta* » du 2, décidait par ailleurs, — toujours dans le but de remédier au chômage, de fixer à huit heures, la durée maxima de la journée de travail, même en agriculture.

Par ailleurs, un décret très long, en date du 7 mai 1931, paru dans « *La Gaceta* » du lendemain, prévoit la constitution de commissions paritaires pour résoudre tous les conflits sociaux relatifs à l'agriculture. Ces commissions portent le nom de jurys mixtes. Elles sont divisées en trois classes :

- 1^o Jurys mixtes du travail rural ;
- 2^o Jurys mixtes de la propriété rustique ;
- 3^o Jurys mixtes de la production et des industries agricoles.

Les premiers sont chargés de prévenir et de résoudre les conflits entre le capital et le travail. Ils surveillent l'application des lois sociales, organisent des Bourses du Travail agricole et peuvent adresser au gouvernement des projets de lois et règlements. Ils sont élus par les associations patronales et ouvrières.

Les seconds sont chargés d'établir les bases des contrats de location en matière rurale, de régulariser le prix des baux et de statuer sur les conflits entre propriétaires et fermiers. Ils sont composés de cinq propriétaires et de cinq fermiers, les uns et les autres désignés par leurs syndicats respectifs.

Les troisièmes ont pour mission d'interpréter les clauses douteuses des contrats passés entre les producteurs de matières premières et les industries agricoles et en général de faire le nécessaire pour éviter les conflits entre producteurs et transformateurs.

Ces décrets ont été presque tous ratifiés par des lois.

Quels ont été, leurs effets ? Il semble encore être prématuré de porter un jugement à cet égard. L'expérience seule permettra de déterminer la valeur intrinsèque de ces mesures législatives.

TITRE II

L EFFORT PRIVÉ

CHAPITRE XI

LES GRANDES TENDANCES DE L'EFFORT INDIVIDUEL

Il n'y a pas que l'État qui ait cherché à porter remède à la situation agraire en Andalousie. Les particuliers ont travaillé de leur côté, isolément ou en groupe. En 1913, deux écrivains français que nous avons eu fréquemment occasion de citer ici, MM. Lorin et Dauzat, rendaient hommage à leur bonne volonté. « Il faut saluer, nous disait « M. Dauzat, le sentiment de justice sociale qui s'est ré-
« veillé chez les monarchistes espagnols et qui leur fait
« honneur »¹. « Emus en effet de la pauvreté de leurs jour-
« nalistes, des maîtres ont essayé de faire d'eux de petits
« propriétaires »² ».

C'est dans les premières années du XIX^e siècle que nous voyons se réaliser les premiers efforts individuels pour améliorer la condition sociale du paysan. Les moyens employés sont de deux sortes :

1. Dauzat, *La Revue* 1913, p. 503.

2. H. Lorin, *Revue des Deux Mondes*, p. 862, octobre 1913.

D'abord par la création de caisses rurales, on cherchera à procurer au journalier les crédits nécessaires pour lui permettre d'acheter de la terre¹.

Ensuite par l'organisation des syndicats agricoles, on tâchera de procurer au petit propriétaire et au fermier les moyens d'améliorer les rendements de sa culture. On lui fournira en effet à bas prix des engrais, des machines, des semences, etc..

Ces créations furent parfois l'oeuvre d'individus isolés. Elles furent plus souvent le fait d'un certain nombre de groupements dont nous devons étudier l'oeuvre séparément : le parti régionaliste andalou, la Confédération catholique agraire, parfois même les associations spartakistes. Nous examinerons l'action des uns et des autres dans 3 chapitre séparés.

Mais auparavant, citons un autre procédé d'amélioration sociale qui fut principalement le fait d'efforts strictement privés : le développement du métayage et du fermage. M. Labiche qui a constaté l'existence d'un certain nombre de réalisations en ce sens, y voit le plus sûr remède à la misère paysanne².

Dans certains coins de la campagne andalouse, on a par ailleurs pratiqué l'affermage collectif. Les propriétaires au lieu de louer leur terres directement aux paysans, ont pris l'engagement de ne les louer qu'aux Syndicats. Ceux-ci font à leur tour des sous-locations à leurs adhérents. On a vu là un moyen de porter remède au caciquisme et aux abus de la ferme générale. Et ce système semble avoir donné de bons résultats, puisque dans certaines communes

1. Noguer, *Les Cajas rurales en Espana*, p. 504.

2. Labiche, p. 72, voir dans le même sens discours de M. Yves Guyot rapporté dans *l'Economiste français* pp. 359 à 362, 20 mars 1920.

il a été adopté par l'unanimité des propriétaires et des laboureurs¹.

Une réforme mise en pratique par certains propriétaires en ce qui concerne leurs conventions avec leurs salariés, procède de la même idée. Elle consiste à substituer aux contrats individuels entre patrons et journaliers, des contrats collectifs.

Les conventions collectives de travail ont été extrêmement fréquentes à partir de 1919. Il nous suffit pour nous en convaincre, de feuilleter les journaux et les revues économiques de cette époque².

Presque tous ces contrats sont rédigés d'accord entre quelques représentants des syndicats d'ouvriers agricoles et quelques représentants des syndicats patronaux. Ils sont parfois signés en présence d'un magistrat municipal ou d'un officier de la garde civile, d'autres fois rédigés en dehors des pouvoirs publics.

La plupart des conventions collectives ne se bornent pas à prévoir le salaire détaillé suivant les saisons de chaque catégorie de travailleurs agricoles. Elles établissent en outre, d'une façon minutieuse les conditions mêmes du travail.

C'est ainsi qu'à Montilla, dans une convention du 17 septembre 1919, il est stipulé que les travailleurs jouiront d'une heure de repos à chacun des principaux repas et auront en outre, deux ou trois fois le jour, le droit d'interrompre leur besogne pour fumer une cigarette.

A Bollulos, les patrons s'engagent à ne jamais employer

1. V. *Revista social y Agraria*, n° de janvier 1920, p. 18 à propos de la province de Jaen.

2. V. par exemple la *Revue Andalusia* des 17 septembre 1919, 24 septembre 1919, 31 décembre 1919, etc.

d'ouvriers étrangers à la localité. Il en est de même à La Rembla et dans bien d'autres communes.

A Cabra, une commission paritaire est instituée pour aplanir les différents entre patrons et ouvriers. Ailleurs, des amendes sont prévues pour toutes les parties contractantes, en cas de violation du contrat.

Il va de soi que beaucoup d'associations patronales se constituèrent à la faveur de ces contrats de travail. Ces Associations patronales acquirent un développement particulier dans la région de Cordoba où elles fondèrent une fédération¹. Il est probable que cette intensification du mouvement dans la région de Cordoba est due à ce fait que cette province est de toute l'Andalousie, celle qui a été le plus atteinte par les troubles sociaux de 1918 à 1921².

Exception faite des contrats collectifs de travail, ces groupements patronaux n'aboutirent pas en général, à des réalisations sérieuses dans le domaine social. Par contre, ils firent quelques louables efforts pour améliorer les conditions techniques de la culture des terres. Les résultats obtenus furent d'ailleurs médiocres : il ne faut pas s'en étonner. Une question technique domine tout dans ce domaine : c'est la question hydraulique. Avant tout, il faut fixer l'eau dans la terre andalouse, ce qui ne peut être obtenu que par l'irrigation et le reboisement. En dehors de cela, tous les efforts seront plus ou moins vains.

1. Voir à cet égard *La Revista Commercial Industrial Agrícola y Minera de Sevilla*, année 1919, Passim.

2. V. *Historia de las Agitaciones campesinas Andaluzas*, Madrid, 1929, passim.

CHAPITRE XII

LES RÉGIONALISTES ANDALOUS

Hors de l'Espagne, on parle beaucoup du mouvement autonomiste de la Catalogne. On cite d'autre part volontiers, les mouvements d'indépendance qui par moments, agitent la Navarre, la Galice ou le Pays Basque. Il est extrêmement rare que l'on prononce le mot de « régionalisme andalou ».

Il s'agit là cependant d'un mouvement qui est loin d'être négligeable, qui sans doute, existe plus dans les milieux intellectuels que dans les masses, mais qui est cependant puissant et qui a fait en tous cas, de très louables efforts pour essayer de sortir la vieille Bétique, de l'ornière où elle s'est enlisée.

Il existe un parti régionaliste andalou. C'est un parti qui possède ses docteurs¹, qui a pour l'appuyer des journaux et des revues². Son action s'est manifestée jusque dans les députations provinciales et a beaucoup contribué à la formation de l'opinion publique. Sa doctrine est en tout cas trop originale et puissante, elle a conquis un nombre

1. P.c. Blas Infante, *Ideal Andaluz*.

2. Noticiero Sevillano, Andalucia, etc...

bien trop important d'esprits cultivés pour qu'il soit possible de le passer sous silence dans un travail consacré à la question agraire en Andalousie.

Le caractère essentiel, dominant, du régionalisme andalou, c'est un patriotisme régional très ardent. Cet amour du sol natal va presque jusqu'à insinuer que l'Andalousie devrait être indépendante. Il existe, nous disent les régionalistes, un peuple andalou, très distinct des autres populations de l'Espagne. L'existence de ce peuple a été reconnue et consacrée par les Carthaginois, les Romains et les Goths. Les uns et les autres n'ont jamais confondu la Bétique avec le reste de la péninsule¹.

Vivante, l'Andalousie doit exister par elle-même². Elle se doit de devenir un grand peuple, car il faut être grand pour constituer un peuple heureux³. Elle ne pense cependant pas à l'indépendance complète; elle veut simplement accomplir son évolution en union avec le reste de l'Espagne et elle réclame dans ce but une puissante autonomie⁴. Cette préoccupation est telle que chez certains autonomistes, on voit percer cette idée qu'une réorganisation politique de la région commande les réformes économiques et sociales, celles-ci ne pouvant être efficaces que si elles sont précédées par celle-là. Telle est à tout le moins, l'impression que nous avons rapportée de nos conversations avec plusieurs chefs du parti, notamment à Séville et dans la région de Cordoue.

Pour rendre efficaces les efforts effectués en vue de solutionner le problème agraire, il faut, nous dit un député provincial de Cordoue, M. Rafaelo Castejon⁵, confier la

1. Blas Infante, *Ideal Andaluz*, pp. 35 et ss.

2. *Ibid.*, pp. 87 et ss.

3. Nous avons trouvé ces affirmations dans des tracts de propagande de parti.

4. Blas Infante *Ideal Andaluz* passim, *Revue Andalucia* passim.

5. Interview dans la *Revue Andalucia* du 24 septembre 1919.

direction des réformes à des spécialistes locaux. Les seuls qui puissent jouer efficacement ce rôle, ce sont les membres des députations provinciales. Il faudrait donner à ces corps élus des pouvoirs quasidictatoriaux. C'est à tort qu'ils sont critiqués par certains partis politiques, notamment par les socialistes. Les députations provinciales devraient « administrer » à la place du gouverneur civil auquel il conviendrait de laisser seulement ses pouvoirs de police. C'est par elle-même et par les chefs choisis par elle que l'Andalousie peut et doit se sauver.

S'ils arrivaient au pouvoir, que feraient les régionalistes Andalous dans les députations provinciales, en admettant que celles-ci aient les pouvoirs qu'ils réclament pour elles?

Des tracts nombreux et clairs nous l'apprennent. Nous avons pu à Séville, au centre du parti, examiner la plupart de ces tracts. Nous allons en résumer la teneur.

I. — Au lieu de nous parler comme les collectivistes de la socialisation des terres, les régionalistes nous proposent de faire une distinction entre la propriété du sol non amélioré et celle du sol amélioré. La première, nous disent-ils, est fondée uniquement sur la conquête et n'a pas été légitimée par la mise en valeur du sol, elle n'a pas rempli sa fonction sociale qui est d'améliorer le sort de la collectivité. Il convient donc, ajoutent-ils, de ne pas laisser subister cette propriété, on peut soit aboutir à son extinction en la frappant ; de lourds impôts, soit donner aux communes le droit de pratiquer l'expropriation¹.

Au contraire, la propriété d'un sol amélioré est légitime, nous disent les régionalistes, parce qu'en réalité, dans ce cas, ce n'est pas le sol qui est possédé, mais bien les amélio-

1. Contre indemnisation, ajoutent la plupart des régionalistes.

rations incorporées au sol par le travail. Il s'agit donc de mettre en œuvre une législation respectant cette dernière propriété, mais mettant au contraire entre les mains des pouvoirs locaux ce qui correspond à la valeur primitive intrinsèque du sol, à sa « valeur sociale ». Ce résultat pourrait être obtenu par la création d'un impôt profitant à la communauté municipale. Ainsi seraient constituées des finances naturelles d'Utilité publique. (*Hacienda del pro-comun*).

II. — Les communes ainsi dotées de puissants moyens financiers, organiseraient dans chaque localité, de vastes entreprises coopératives. Il y en aurait pour la consommation et aussi pour la production. Les entreprises dues à l'initiative privée ne seraient point pour cela interdites. Mais leurs bénéfices seraient limités et régularisés par la concurrence des coopératives. D'ailleurs, ces dernières entreprendraient dans la plupart des cas une besogne de progrès industriels et culturels à laquelle les particuliers se sont jusqu'ici très insuffisamment attelés.

III. — Les Régionalistes préconisent de vastes efforts pour faire naître une « conscience collective », en vue d'en finir avec le caciquisme. Ils réclament par exemple, l'obligation pour les municipalités de discuter sur la place publique toutes les questions importantes ; ils demandent même le droit pour la population d'intervenir dans la discussion¹. En tout cas, ils insistent sur la nécessité du droit de pétition pour tous les citoyens, ils préconisent l'obligation pour les magistrats communaux d'envoyer mensuellement à chaque

1. Ce système n'est peut être pas aussi utopique qu'il peut apparaître à première vue. Il semble bien que sous l'Ancien Régime, les paroisses françaises aient connu une organisation similaire. Cf. Babeau, *Le Village sous l'Ancien régime*.

électeur un compte rendu écrit de la gestion municipale.

Chaque commune devrait être rigoureusement autonome au point de vue administratif.

IV. — L'enseignement agricole, celui de l'art et des sciences devraient être organisés en Andalousie dans un sens strictement adapté aux besoins de la région. Ils devraient être propagés dans les campagnes par toute une armée de médecins et d'hygiénistes qui veilleraient par ailleurs, à l'amélioration des conditions d'existence.

V. — Une législation propre à l'Andalousie, devrait être promulguée. La procédure devrait être simplifiée et l'arbitrage largement répandu.

VI. — Pour parvenir à ces fins, il faudrait, ajoutent les tracts du parti, réunir en Andalousie des assemblées constituintes, qui transformeraient le pays en une « Démocratie autonome », suivant le désir manifesté à différentes reprises par la population, notamment dans des réunions tenues à Antequera en 1883 et à Ronda en 1918.

Les régionalistes andalous prétendent être les seuls *réalisateurs* possible de ce programme. Voici en effet, ce qu'ils déclaraient en 1919, au moment d'un congrès tenu par eux à Cordoue : « Tandis que les tenants de la politique classique espagnole et les membres des différents partis se consumment dans de stériles luttes d'étiquette, les régionalistes andalous vont à Cordoue pour proposer des solutions et pour obtenir à force de prières, la direction du problème agraire andalous¹ ».

Par application des principes exposés ci-dessus, les régionalistes ont fait des campagnes tendant à l'instauration du

1. Noticiero Sevillano, 23 mars 1919.

syndicalisme obligatoire pour les patrons et ouvriers, au droit pour les municipalités de créer des impôts locaux, en vue d'organiser des services d'intérêt général. Ils ont lutté également pour la création d'une taxe d'absentéisme, demandant que soient doublés les impôts des propriétaires non résidents.

Naturellement, les régionalistes n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient. Mais en fait, ils ont puissamment contribué par leurs campagnes d'idées, à la création de syndicats patronaux et ouvriers. Et par ailleurs, on retrouve certaines de leurs idées dans les mesures qui ont été prises par le gouvernement républicain et que nous avons relatées ci-dessus (mesures législatives défavorables aux propriétaires non résidents, organisation de commissions paritaires destinées à jouer le rôle d'arbitre dans les conflits sociaux ou privés etc. etc...)

CHAPITRE XIII

LA CONFÉDÉRATION CATHOLIQUE AGRAIRE

Il existe en Espagne une organisation assez puissante qui s'appelle la « Confédération national catholico Agraria ». Elle a été fondée en 1917 et n'est, en somme, que le développement, étendu au pays tout entier, d'une association provinciale créée cinq ans auparavant et dont le champ d'action se limitait à la vieille Castille. Son but est d'améliorer le sort des Campagnards, grâce à l'esprit d'association et au développement de la mutualité. En avril 1919, la C.N.C.A. comptait comme affiliés, 50 fédérations, 2.200 syndicats et environ 350.000 familles.

Les Fédérations adhérentes à ce vaste mouvement ont un champ d'action limité à une province. Elles sont elles-mêmes subdivisées en syndicats communaux, et de ceux-ci dépendent à leur tour des caisses rurales, des coopératives, des mutualités de toute sorte.

Lors de la fondation de la Confédération en 1917, l'Andalousie était intégralement en dehors du mouvement. Mais elle y entra assez rapidement, puisqu'en octobre 1919 chacune de ses 8 provinces possédait une fédération catholique agraire, avec cette particularité que dans celle de Huelva,

le Siège social était à Moguer et dans celle de Cadix, à Jerez de la Frontera¹.

Dans le volumineux ouvrage qu'il a écrit sur l'histoire des agitations rurales en Andalousie, M. Diaz del Moral consacre plusieurs pages à l'effort de rénovation social des Fédérations catholiques agraires². Il nous expose que c'est au lendemain des premiers troubles révolutionnaires de 1918-1920 que commença le travail de ces organisations : « Elles furent, nous dit-il, de toutes les entreprises patronales lancées contre les Socialistes et les syndicalistes, les plus solides et les mieux organisées. »

M. Diaz del Moral semble commettre une erreur d'appréciation quand il qualifie « d'entreprises patronales » les fédérations catholiques agraires. Si nous parcourons en effet, les périodiques publiés par ces Associations ou les articles de la grande presse inspirés par elles, nous nous rendons compte que le mouvement ne fut point lancé par des éléments patronaux agissant en tant que tels, mais bien plutôt par des prêtres ou des hommes d'œuvres qui loin d'être soutenus par le patronat, se voyaient, au contraire, obligés d'entrer en conflit avec lui. L'action des syndicats catholiques, nous dit en substance un périodique³, se heurte à l'ignorance ou à l'hostilité des hautes classes comme des basses classes : « Il y a des propriétaires extrêmement « riches qui ignorent ce qu'est un syndicat, qui ne se font « aucune idée de ce que sont l'action sociale et les problèmes sociaux. » Un des grands quotidiens de Madrid rapporte que dans un meeting tenu à Castro del Rio, un des propagandistes les plus en vue de la Confédération catho-

1. Monedero *Memoria leída en la Asamblea celebrada en Madrid en los días 12 al 19 de octubre de 1919*, Madrid, Imp. Vicente Rico.

2. Diaz Del Moral, *op. cit.*, pp. 404 à 410.

3. *Boletín de la Federación católica agraria de Córdoba*, junio 1919, p. 4.

lique agraire. le P. Nevares «fulmine contre les éléments « patronaux à cause de leur égoïsme et de leur manque de « charité et de justice¹ ».

D'ailleurs Diaz del Moral reconnaît lui-même² que dans la région de Cordoue les premières tournées de propagande furent faites par le Vice-Président de la C.N.C.A., le Madrilain Diez del Corral, et par un ouvrier M. Mariano Antolin. Ailleurs, c'étaient des religieux et principalement des jésuites qui prenaient la parole dans les conférences.

Dans les années qui suivirent leur fondation, les Fédérations catholiques agraires eurent un succès assez marqué auprès des populations.

C'est ainsi qu'en mai 1920 la Fédération catholique agraire de Cordoue comptait 36 syndicats avec 6.867 adhérents. L'année suivante, le nombre des syndicats affiliés était passé à 42 et celui des syndiqués à plus de 11.000 (7.079 ouvriers agricoles, 2.561 fermiers et 1.534 petits ou gros propriétaires³. En 1919, la Fédération de Malaga comptait 22 syndicats⁴, celle de Séville 16, celle de Huelva une dizaine les 4 autres fédérations quelques unités.

Que firent ces Fédérations ?

Elles cherchèrent d'abord par leurs syndicats à créer un esprit de solidarité paysanne entre leurs adhérents. Elles s'efforcèrent ensuite de procurer aux cultivateurs au meilleur compte possible, des engrais, des sèmenes sélectionnées, des machines agricoles dont ils manquaient trop souvent. Elles créèrent enfin des caisses rurales (système Durand), pour développer le sens de l'épargne chez les travailleurs ruraux, principalement chez le journalier agricole, en

1. *El Debate*, 6 mars 1920.

2. *Op. cit.*, p. 404.

3. Diaz del Moral, *op. cit.*, p. 407.

4. *Debate*, 23 avril 1920.

mettant à sa portée un organe de placement à la fois commode et sûr. Les caisses rurales servaient en même temps à procurer des fonds aux petits cultivateurs sans ressource, désireux de s'installer à leur compte comme fermiers ou de devenir petits propriétaires. Il fallait naturellement que les emprunteurs présentent des garanties suffisantes de sérieux d'intelligence et de compétence professionnelle. Ils devaient aussi fournir la signature d'une ou plusieurs cautions.

Pour faciliter la diffusion du fermage moyen et de la petite propriété, les Fédérations, aidées en cela par les services centraux de la C.N.C.A., louaient ou achetaient de grands domaines dont elles assuraient ensuite la parcellation en vue de sous-locations ou de reventes.

A quels résultats pratiques arrivèrent les Fédérations catholiques agraires des 8 provinces andalouses ?

Au début, lors de l'agitation révolutionnaire de 1918-20, les succès furent très appréciables. Nous en citerons quelques-uns au hasard, et naturellement, nous ne parlons ici des succès obtenus que dans le strict domaine économique, de ceux ayant abouti à l'amélioration matérielle du sort de beaucoup de paysans. Nous laisserons de côté les résultats strictement moraux, ceux consistant dans l'apaisement des esprits, l'appréciation de ces derniers apparaissant comme beaucoup plus difficile.

A Cordoue, à l'Assemblée générale de mai 1921, le rapport du Secrétaire général de la Fédération affirme que les caisses rurales affiliées ont fait un chiffre d'affaires de 2.773.000 pesetas et que les syndicats correspondant sont loué 4.370 hectares pour les sous-louer à leurs adhérents¹.

Dans une province voisine, Huelva, deux caisses rurales,

1. Diaz del Moral, *op. cit.*, p. 407.

celles de Bollulos del Contado et de Paterna avaient dès 1918, réussi en quelques mois à rassembler l'une 12.000, l'autre 30.000 pesetas grâce aux seuls versements de travailleurs très pauvres qui durant la semaine, allaient acheter des « timbres d'épargne » pour pouvoir le dimanche faire chacun à la caisse le dépôt d'une simple peseta¹. L'année suivante, la première de ces deux caisses, celle de Bollulos voyait tripler le chiffre de ses dépôts, et il en allait de même à la caisse de Villaverde del Rio². A Jerez, les dépôts faits à la caisse rurale atteignaient même 100.000 pesetas en quelques jours³. Des résultats semblables étaient atteints dans la province de Malaga⁴.

La diffusion de la petite propriété s'effectuait par ailleurs avec une certaine ampleur. A Bollulos del Candado (Huelva) le syndicat catholique achetait pour 500.000 pesetas, 540 hectares et les répartissait entre 854 ouvriers agricoles. A Belalcazar (Cordoue) le syndicat répartissait de même 1200 hectares entre 574 individus. Des opérations de même genre étaient effectuées sur les territoires de Jaen et de Séville⁵.

Par ailleurs, la F.C.A. de Malaga fondait une grande ferme-école tenue par des frères des écoles chrétiennes⁶.

Mais pour appréciables qu'ils fussent, ces résultats étaient cependant peu importants par rapport à ceux obtenus dans d'autres régions de l'Espagne par la C.N.C.A.

Aucune des provinces andalouses n'arrivait comme celle de Valence par exemple, à avoir une F.C.A. groupant 200 syndicats et représentant 300.000 agriculteurs⁷. Aucune

1. *Correo de Andalucia*, 31 décembre 1918, article de M. Ignacio Sanz.

2. *Correo de Andalucia*, 11 décembre 1919.

3. *Debate*, 1^{er} mai 1920.

4. *Debate*, 23 avril 1920.

5. *Debate*, 10 mars 1921.

6. *Debate*, 30 mars 1920.

7. *Debate*, 4 avril 1921.

n'opérait par ses caisses rurales, des mouvements de fonds aussi importants que deux de la F.C.A. de la Rioja qui en 1920, atteignaient le chiffre de 33 millions ¹.

Toutefois, même inférieurs aux résultats obtenus dans d'autres provinces, ceux réalisés en Andalousie par les 8 F.C.A. n'en constituaient pas moins quelque chose de tangible qui permettait de très larges espoirs. Et il était permis à un orateur enthousiaste comme M. Ignacio Sanz de dire qu'il sentait passer sur son âme une rafale d'optimisme devant l'effort réalisé par la C.N.C.A. ².

Malheureusement, ces succès de la première heure n'ont pas eu de lendemain. Très intense après l'agitation révolutionnaire de 1920, la vie des F.C.A. s'est considérablement ralentie. N'en prenons comme exemple, que la province de Cordoue. En 1927, au lieu des 42 syndicats de 1921, la F.C.A. n'en possédait plus que 13 ³ et ceux-ci ne faisaient guère parler d'eux. Il en était de même dans la plupart des provinces andalouses. Si nous feuilletons les journaux, comme le *Debate* qui se plaisait à donner le compte rendu des efforts de la C.N.C.A., nous ne voyons de 1923, à 1929, pas dire grand chose de l'Andalousie. Quelques caisses rurales continuent à vire, quelques réunions se tiennent de ci, delà. Mais loin de prendre une grande ampleur, le mouvement reste stationnaire ou décline.

Quelle en est la raison ?

Faut-il comme Diaz del Moral, accuser l'hostilité sourde des patrons et le caractère fataliste, le manque d'esprit de suite des ouvriers andalous ? Peut-être. Mais il y a autre chose : c'est que les efforts privés ne peuvent réussir dans

1. *Debate*, 26 février 1921.

2. *Correo de l'Andalucia*, 26 juin 1918.

3. Diaz del Moral, *op. cit.*, p. 410.

ce pays que s'ils sont soutenus par un travail méthodique, persévérant et prolongé de la part de l'Etat. En Andalousie, la réforme agraire est une œuvre de géants. Elle exige un formidable esprit de suite, des pouvoirs peut-être dictatoriaux, en tout cas, une continuité dans l'effort qui jusqu'ici n'a pu être réalisée.

CHAPITRE XIV

LES VIOLENTS

Ainsi que nous l'avons exposé plus haut (chapitre V) il existe en Andalousie un spartakisme agraire dont les manifestations ont été nombreuses depuis le milieu du XIX^e siècle. Quels sont les remèdes proposés et mis en action par ces violents pour solutionner le problème agraire andalous ?

Il convient pour se renseigner à cet égard d'étudier chronologiquement les doctrines des révolutionnaires andalous.

Et tout d'abord, notons cette constatation faite par un auteur récent : « Durant les 30 dernières années, on n'a jamais observé en Andalousie une tendance quelconque vers « la propriété collective dont parle Joaquim Costa dans son « *Colectivismo Agrario*. La propriété collective est un concept à peu près inintelligible pour les masses populaires de « cette région. La tendance des meetings agraires a toujours « été de réclamer la déchéance des propriétaires actuels de « la terre pour leur substituer des propriétaires nouveaux « beaucoup plus nombreux. C'est pourquoi dans les soulèvements populaires, le premier soin des insurgés à toujours

« été de détruire les titres de propriété en brûlant les archives notariales et municipales ¹ ».

Il est en effet exact qu'en 1861, lors de la conspiration républicaine de Perez del Alamo, les orateurs des sociétés secrètes parcouraient les campagnes en préconisant la République comme étant le seul moyen de parvenir au partage des terres ².

Un peu plus tard, le socialisme andalous se teintait fortement d'anarchisme. Plusieurs de ses chefs étaient particulièrement influencés par les doctrines de Proudhon ³. Il ne faut donc pas s'étonner si, en 1892, en 1903, en 1909 et 1913, les faits de violence se multiplient. — La grève tumultueuse, les incendies de moissons, les attaques à main armée, l'action directe en un mot, deviennent les grands moyens d'action des spartakistes agraires.

Il en est ainsi d'une façon encore bien plus marquée durant ce que Diaz del Moral appelle le *trienio bolchevista* (les trois années de bolchevisme) de 1918-20 ⁴.

C'est à cette époque que se sont multipliées d'une façon tout à fait particulière, les associations d'ouvriers agricoles. La plupart étaient affiliées au parti socialiste. Certains de leurs chefs pouvaient être influencés par les doctrines de Costa, le grand écrivain collectiviste, mais la masse était composée essentiellement de socialistes « partageux ».

Grand écrivain, grand philosophe, Costa préconisait un collectivisme réduit à la terre cultivable, Maisons, usines, machines, objets mobiliers de toute sorte auraient pu faire l'objet de propriétés individuelles, motif pris de ce qu'ils

1. Diaz del Moral, *Historia de las Agitaciones campesinas Andaluzas*, Madrid, 1929, p. 61 en note.

2. Diaz del Moral, *op. cit.*, pp. 62 et ss.

3. *Ibid.*, pp. 89 et ss.

4. *Ibid.*, pp. 280 et ss.

sont à peu près multipliables à l'infini. Seul le sol arable, les prés, les bois seraient obligatoirement demeurés biens communs. pour cette raison que leur quantité est strictement limitée.

Dans une certaine mesure, on se réclamera dans les milieux socialistes d'Andalousie, des théories de Costa, mais on ne les adoptera jamais intégralement, Dans la question qui nous occupe, son œuvre constitue donc, un document d'importance, secondaire puisqu'elle ne s'est pas transformée en programme.

C'est dans les discours politiques de certains parlementaires, dans les manifestes des groupements syndicaux à inspirations socialistes et dans quelques livres épars que nous allons découvrir les grandes lignes de la doctrine révolutionnaire.

Cette doctrine ne commence à se manifester qu'en 1904, elle est à ce moment à la fois républicaine, socialiste et syndicaliste corporative¹. Mais elle se double rapidement d'un souverain mépris pour tout ce qui ne possède pas simultanément cette triple tendance. Les Républicains qui ne vont pas jusqu'au socialisme sont l'objet d'une véritable haine de la part des syndicalistes révolutionnaires, ils ne sont pour eux que des *réactionnaires*, au même titre que les libéraux ou les conservateurs².

La tendance révolutionnaire des socialistes andalous va-t-elle jusqu'au bolchevisme ? On l'a nié³, mais ce n'est pas l'impression qui se dégage de la lecture de journaux publiés de 1918 à 1920⁴. Voyons par exemple la *Voz del Campesino*, publiée à Jerez. Il n'y a pas un seul de ses numéros dont les

1. Guichot, *Historia del pensamiento Cordobès*, p. 19.

2. Article de Fabra Ribas, *La Internacional*, 20 février 1920.

3. Andalucía, n° du 13 septembre 1919.

4. V. les passages cités par Diaz del Moral, *op.cit.*, pp. 281 et ss.

colonnes ne soient remplies d'articles enthousiastes sur la Révolution Russe. De même, le « *Accion solidaria* » de Séville nous déclare le 3 juillet 1918, que ses lecteurs doivent être prêts à étendre jusque dans leur province, le mouvement révolutionnaire.

Mais si le programme final des socialistes andalous était d'arracher par la violence la terre à ses possesseurs actuels, il convient de remarquer que leurs chefs admettaient officiellement que ce but pourrait être long à réaliser et qu'en attendant, il fallait par des réformes momentanées, travailler à améliorer le sort de la population.

C'est ainsi que les plus intransigeants deviennent réformistes à leurs heures.

Un célèbre parlementaire Andalous, M. Fernando de los Rios, député de Granada, a précisé dans un grand discours, aux Cortés, les lignes principales de ce programme réformiste provisoire¹.

1^o. — Obligation pour les propriétaires de mettre en culture toutes leurs terres, sous peine d'en être expropriés purement et simplement au profit des syndicats d'ouvriers agricoles.

2^o Là où le fermage existe, maintien du fermage ; mais droit pour le fermier de racheter la terre faisant l'objet de son bail à un prix payable en 20 ans et égal à la valeur locative indiquée sur les feuilles d'impôts multipliée par un chiffre à déterminer.

3^o Interdiction absolue de faire des baux de moins de dix années.

4^o Création d'un patrimoine municipal égal à 10% au moins de la superficie de la commune.

5^o En vue d'organiser ce patrimoine, expropriation de

1. V. analyse de ce discours *El Sol.*, 22 janvier 1920.

toutes les propriétés privées dépassant 250 hectares. On laisserait provisoirement 250 hectares à chaque gros propriétaire, mais à la condition qu'il réside dans ses terres et qu'il en dirige par lui-même la mise en valeur et l'exploitation. Ce chiffre serait d'ailleurs porté à 500 hectares pour les propriétaires de pâturages en montagne.

6° Mise en valeur des propriétés expropriées par les syndicats agricoles d'ouvriers.

7° Revision des droits de propriété en remontant à 20 ans en arrière.

8° Impôt progressif sur la terre pour absorber la « rente foncière ».

Nous retrouvons un programme à peu près similaire dans des discours prononcés en différentes circonstances, par les chefs syndicalistes, par exemple en juin 1920, lors du congrès de la « Union General de Trabajadores¹ » (C.G.T. espagnole); en octobre 1920, lors du congrès interregional agraire de Jaen²; en avril 1921, lors d'un congrès du parti socialiste espagnol³, ect, etc....,

Lors de manifestations plus restreintes et plus locales, d'autres mesures de caractère provisoire et d'esprit semblablement réformiste, ont aussi été proposées.

Dans son numéro du 7 mai 1919, la Revue « Andalucia » nous résume les vœux adoptés par le congrès des sociétés ouvrières agricoles tenu à Cordoue, les 17, 18 et 19 avril 1919. Voici en substance, la teneur de ces vœux :

1° Les terres appartenant à l'Etat, aux provinces et aux communes seront données en usufruit à des sociétés ouvrières.

1. V. *Boletín del Instituto de reformas sociales*, p. 105, juillet 1920.

2. *Boletín del Instituto de reformas sociales*, novembre 1920, p. 826.

3. *Ibid.*, pp. 569 et ss., avril 1921.

2° Il sera créé des comités d'inspection composés d'ouvriers et de techniciens, auxquels on donnera le droit d'obliger les propriétaires à exécuter les travaux nécessaires pour mettre les terres en bon état de culture. Si les propriétaires refusaient, les terres seraient remises en usufruit à des sociétés ouvrières.

3°. Afin d'assurer au profit du personnel journalier ou domestique, la participation aux bénéfices, tout propriétaire serait obligé de remettre en usufruit aux syndicats ouvriers une partie de son domaine. La portion ainsi remise en usufruit, serait de 5 à 20 % suivant l'importance de chaque propriété. Mais cette mesure n'aurait frappé que les domaines d'une grandeur supérieure à 6 ou 12 hectares selon la nature des cultures.

4° Il serait interdit à chaque propriétaire de toucher sous forme de loyer, une somme supérieure au revenu cadastral de ses terres.

5° Il serait créé dans chaque commune un patrimoine municipal géré par les syndicats d'ouvriers agricoles, l'Etat ou la Municipalité fournissant les fonds nécessaires pour mettre en œuvre cette gestion.

6° Il serait interdit aux propriétaires de donner leurs biens à bail à d'autres locataires qu'aux associations ouvrières.

7° La classe patronale serait déclarée responsable du chômage. On la contraindrait dans chaque commune à occuper d'une façon permanente tous les ouvriers agricoles de la localité. Les dirigeants des syndicats agricoles veilleraient à répartir entre les différents domaines les journaliers inoccupés.

8°. La journée de 8 heures deviendrait obligatoire.

9° Les salaires seraient toujours déterminés par des com-

missions paritaires, dont les tarifs seraient affichés et deviendraient obligatoires pour tous.

Les groupements ouvriers n'étant pas parvenus en 1919 et 1920 à faire accepter leur programme transitoire, ils eurent fréquemment recours à la grève pour améliorer les conditions d'existence de leurs membres.

On ne peut nier que les grèves aient eu en maintes circonstances des résultats tangibles. Elles ont été très fréquentes en 1919 et en 1920 et le *Boletín del Instituto de reformas sociales* en a donné des compte-rendus fidèles¹. En septembre 1919, dix grèves en différentes localités des provinces de Séville, Malaga et Cordoue, aboutissent à des augmentations de salaires. Le même mois, deux autres à Montilla (Cordoue) et à Bollulos del Condado (Huelva) aboutissent à la signature de contrats collectifs de salaires. En avril 1920, une grève à Penaflor (Sevilla) a pour résultat d'obtenir des patrons l'embauchage de tous les chômeurs de la localité. En mai, et juin 1920, nous relevons dans les provinces de Seville, Cordoue, Jaen et Cadix, 21 grèves ayant abouti à des relèvements de salaires, une ayant eu pour conséquence la conclusion d'un contrat collectif de travail, une autre ayant obtenu l'engagement de la part des patrons de ne jamais employer d'ouvriers étrangers à la localité, une dernière ayant eu pour résultat la suppression du travail à la tâche. En contre partie, quelques grèves eurent au contraire pour conséquence des mesures de représailles de la part des patrons et la suppression de travail.

Remarquons en passant que rares sont les grèves qui aient eu pour résultat la passation de contrats collectifs de

1. Voir par exemple, nos d'octobre 1919, pp. 407 et ss., de juin 1920, pp. 428 à 437, de juillet 1920, pp. 202 et ss., de septembre 1920, pp. 735 et ss., de décembre 1920, p. 1160, de février 1921, pp. 360, etc..., etc...

travail. La plupart de ceux-ci qui furent nombreux en 1919, 1920 et même depuis, ont été le résultat de pourparlers amiables entre les ouvriers et les patrons.

Par contre, on doit reconnaître que l'effort de propagande effectué depuis 1916 par les groupements socialistes a porté ses fruits lors de l'avènement de la République.

Les premières mesures législatives prises par le régime nouveau ont été en effet en partie inspirées par les revendications des syndicalistes révolutionnaires. Qu'il nous suffise de rappeler à cet égard, le décret du 28 avril 1931, obligeant les patrons à donner un droit de préférence pour les emplois vacants aux journaliers de leur commune, le décret de 1^{er} juillet 1931, sur la journée de huit heures, les décrets des 7 et 29 mai 1931, sur les commissions paritaires et les conflits du travail¹, le décret du 4 mai 1931, sur l'aide aux chômeurs, celui du 18 juillet 1931, sur l'emploi obligatoire des chômeurs, celui du 19 mai 1931 sur les affermage collectifs de terres par les syndicats ouvriers.

Par ailleurs, les mesures en préparation en vue de l'expropriation de certains grands domaines sont également d'inspiration socialiste. Il est difficile de prévoir jusqu'à quel point le gouvernement républicain suivra ou ne suivra pas les partis d'extrême gauche dans leurs réclamations. L'attitude du gouvernement sur ce point n'est pas encore suffisamment précise pour qu'il soit possible de porter à cet égard un jugement définitif.

1. A vrai dire, ce décret s'est aussi inspiré largement des idées du parti régionaliste comme nous l'avons relaté ci-dessus.

CONCLUSION

Les constatations matérielles qui s'imposent à la suite de cette étude sont les suivantes :

Les conditions de vie de l'immense majorité des paysans andalous sont mauvaises. Elles se traduisent parfois par une véritable misère, elles entraînent, d'une façon assez généralisée, un état d'esprit révolutionnaire tel que tout le monde est d'accord pour déclarer qu'il faut modifier le mode d'existence des masses rurales en Andalousie. Mais l'unité est moins parfaite sur les moyens à employer pour parvenir à ce but.

Par ailleurs, la mise en pratique de certains des remèdes, préconisés cependant comme souverains par leurs inventeurs, n'a donné jusqu'ici que des résultats médiocres.

Essayons de découvrir les leçons qui semblent se dégager des faits que nous avons retracés et des études que nous avons analysées.

Une grosse erreur qu'il faut avant tout éviter, est de croire qu'il faille incriminer exclusivement l'égoïsme des classes possédantes. Celles-ci peuvent avoir leurs responsabilités, mais leurs fautes ne sont pas à la base du problème. On pourrait supprimer les maîtres actuels du sol, les déposer de tout leur avoir et le problème n'en serait point pour cela inexistant. Il n'est point prouvé en effet, que des communes ou des syndicats agricoles procureraient aux

journaliers un salaire meilleur et une vie plus confortable que les propriétaires actuels des grands *latifundia*. Les collectivités n'y parviendraient, en effet, que si elles amélioreraient notablement les rendements financiers des grandes exploitations agricoles. Or, c'est là justement que gît le problème.

Ce que des propriétaires riches et particulièrement intéressés au résultat de l'accroissement de valeur de leur bien n'ont pas pu réaliser, les municipalités ou d'autres collectivités jouissant de moyens limités, ne pourront sûrement pas mieux le faire. Pour « refaire » l'Andalousie, il faut l'aide puissante, *très longue et très persévérante*, d'un grand État. L'Espagne toute entière doit s'atteler à cette besogne.

L'histoire nous montre qu'il a fallu un très grand travail de la part de l'Empire Romain pour mettre en valeur l'Andalousie et la rendre prospère. Le génie de tous les Scipions, leur longue et laborieuse existence n'a, pour cette tâche, pas été superflue. Rome a passé aux Wisigoths et aux Arabes un héritage qu'ils n'ont fait que conserver.

Deux siècles de guerre ont à la fin du Moyen Age, démoli ce bel édifice. Combien faudra-t-il pour le reconstruire ?

L'Histoire peut encore nous le montrer. Un sol fertile comme celui de l'Algérie ou de la Tunisie, n'est généreux que si de grands travaux d'utilité publique sont faits pour le mettre en valeur. Les romains avaient exécuté ces travaux et fait de l'Afrique du Nord l'un des mieux aménagés de leurs domaines. De Sfax et de Gabès jusqu'au Maroc, les champs couverts de récoltes puissantes alternaient avec des jardins luxuriants. Ces richesses s'évanouirent au cours des invasions et des conquêtes successives. Là encore, la guerre et les troubles intérieurs avaient réalisé leur œuvre dévastatrice.

Combien de temps fallut-il à la France pour restituer à l'Afrique du Nord sa prospérité d'antan ? Pas moins de 80 ans pour l'Algérie et de 30 à 40 ans pour la Tunisie. L'œuvre de Lyautey au Maroc, fut infiniment plus rapide, mais il est juste aussi de reconnaître que le Maréchal avait eu la charge de restaurer un pays bien moins désorganisé. Il y a 20 ans que les italiens travaillent en Tripolitaine. Malgré leur immense effort, ils ne lui ont encore restitué qu'une partie de sa splendeur romaine.

C'est donc sur une période de plusieurs dizaines d'années qu'il faut songer à travailler si l'on veut rendre à une région aussi vaste que l'Andalousie toute sa prospérité passée.

Par ailleurs, il faut à la base ou plutôt à la tête, l'action persévérante d'une entité très stable.

Les trois départements d'Alger, Oran et Constantine, tels que nous les admirons aujourd'hui, sont l'œuvre du *Gouvernement de l'Algérie*. Une *grande administration* jouissant de pouvoirs étendus et dotée de solides moyens financiers, possède une continuité de vues et une puissance d'action que rien ne peut remplacer. La monarchie capétienne, en réalisant l'unité nationale de la France, n'a après tout pas été autre chose qu'une *grande administration*, une sorte de *Foreign Office* se perpétuant à travers les siècles. On a tort de médire de M. Lebureau.

Les différents gouvernements espagnols qui se sont intéressés à l'Andalousie n'ont rien su réaliser dans cette région où tout est à faire, parce que leur existence propre a été éphémère et que le Gouvernement du lendemain se désintéressait de leurs efforts d'hier et ne les continuait pas.

Si les derniers Bourbons du XVIII^e siècle avaient créé un *ministère d'Andalousie*, ayant ses bureaux à Séville ou à Cordoue et doté d'un budget spécial, cette vaste admi-

nistration eut su effectuer des merveilles ; elle aurait construit des routes, elle aurait irrigué les terres ; elle aurait reboisé les montagnes et les landes ; elle aurait su en un mot, continuer et développer les efforts réalisés sous Charles III, efforts qui, intelligemment exécutés, avaient porté leurs fruits, ainsi que nous l'avons exposé ci-dessus, mais qui n'eurent, hélas, pas de lendemain.

Créer une direction permanente et stable des travaux à mettre en œuvre, voilà la grande condition de toute réforme utile en Andalousie. Une semblable administration sera au-dessus des partis et en dehors des vicissitudes de la politique. Elle peut se survivre à elle-même à travers tous les troubles et tous les changements de régime. Nous en trouvons la preuve dans l'histoire. Les grands ministères qui président aux destinées de la France, ceux par exemple, de la Guerre ou des Travaux Publics, ne sont-ils pas la simple continuation de ceux de l'Ancien Régime ? Avec les mêmes fonctionnaires la plupart du temps, en tout cas, avec le même programme et les mêmes moyens d'action, ils ont traversé la grande Révolution et l'Empire, la Restauration et les Gouvernements qui ont suivi, pour continuer jusqu'à maintenant leur persévérant labeur.

Quand l'Espagne aura créé la grande Administration qui *refera* l'Andalousie, elle lui donnera un budget. Mais celui-ci ne saurait être infime : de l'avis de tous les spécialistes, il faut pour remettre en valeur les terres andalouses dépenser en moyenne 1.000 pesetas à l'hectare¹. Or, la superficie des huit provinces de Séville, Grenade, Cordoue, Malage, Cadix, Jaen, Almería, Huelva est de 7.347.300 hectares. A mille pesetas par hectare, la dépense totale à prévoir

1. Un peu plus pour l'irrigation (environ 1500 pesetas) un peu moins pour le reboisement (environ 500 p.).

pour irriguer ou reboiser toute l'Andalousie et la pourvoir de chemins, serait de 7 milliards 1/2. En répartissant cette somme sur 20 années, il s'agirait de consacrer à un semblable effort 375 millions de pesetas par an. Ajoutons-y, si on le veut, 150 millions pour doter de fonds de roulement toutes les caisses de crédit et pour compléter le réseau des grandes routes, des chemins de fer et des grands canaux. Nous arrivons à un demi-milliard. Ceci n'excède pas les possibilités financières de l'Espagne. D'ailleurs, l'État récolterait rapidement les fruits de son effort, car le rendement des impôts serait facilement accru dans cette région régénérée.

Irriguer certaines terres, reboiser certaines autres, diffuser les arbres à fruits et les arbres de bordure, protéger les arbres au besoin, par des sanctions pénales contre ceux qui les abattraient, hors l'époque de maturité, ou qui ne remplaceraient pas les pieds morts ; construire des routes nombreuses et des chemins d'exploitation : telle est ensuite la besogne nécessaire.

Effectuer cette besogne rationnellement, commune par commune, en partant de préférence des sources des rivières et des fleuves, voilà également ce qui, en bonne logique, paraît par ailleurs, s'imposer.

Obliger les propriétaires à accepter tous ces travaux, les forcer en tout cas, à les entretenir, pratiquer quelquefois des expropriations, seront aussi des mesures indispensables.

Dans les terres ainsi renovées, faudra-t-il supprimer irrévocablement tous les grands domaines ? Faudra-t-il installer et répandre avant tout, la petite propriété ? Serait-il préférable d'avoir des biens communaux exploités par des syndicats ouvriers ? Voilà des questions qui nous apparaissent comme plus secondaires.

A notre sens, on aurait d'ailleurs tort d'exclure complètement tel ou tel de ces systèmes.

Il n'est jamais inutile qu'il existe dans un pays un certain nombre de grandes propriétés. Elles ont leur rôle social à jouer. Si elles sont bien gérées, elles peuvent servir souvent de terrains d'expérience pour les réformes à réaliser. Les grands propriétaires peuvent, en effet, quelquefois se permettre de faire des innovations et d'en courir les risques, tandis que les petits propriétaires sont tenus à une bien plus grande prudence.

Mais, la grande propriété doit constituer l'exception et non point la règle générale. Il faut que la petite propriété soit suffisamment répandue dans chaque pays pour que n'importe quel journalier, n'importe quel fermier, n'importe quel domestique puisse compter y accéder un jour. La petite propriété apparaît alors comme la récompense normale et assurée d'un certain nombre d'années de labeur : elle devient donc un solide élément de paix sociale.

Par ailleurs, lorsque la grande ou petite propriété n'est pas cultivée sous l'impulsion directe d'un propriétaire résident, il est à souhaiter qu'elle fasse l'objet de contrats de fermage ou de métayage. Le fermage ou le métayage donnent, en effet, au cultivateur, avec des moyens honnêtes d'existence, le sentiment de l'indépendance et le sens des responsabilités.

C'est là ce qu'il faut rendre, avant tout, aux pauvres journaliers andalous pour les sortir de leur misère.

Ainsi renaîtra la paix dans la vieille Bétique.

Vu le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu le Président,
William OUALID

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES FRANÇAIS

- ALFRED FOUILLÉE. — *Esquisse psychologique des peuples européens*, un volume, chez Alcan, éditeur, Paris, Livre III, « Le peuple espagnol ».
- ÉLISÉE RECLUS. — *Nouvelle géographie universelle*, chez Hachette, Paris, 1876. 1^{er} volume, chap. X et principalement les pp. 709 à 766 sur l'Andalousie.
- P. VIDAL-LABLACHE. — *Etats et nations d'Europe autour de la France*, un volume, chez Delagrave, Paris.
- DESDEVISES DU DÉSERT. — *L'Espagne sous l'Ancien Régime*, à la Société Française d'imprimerie et de librairie, Paris, t. III, « La richesse et la civilisation ».
- ANGEL MARVAUD. — *L'Espagne au xx^e siècle*, chez Armand Colin, éditeur, Paris. Deuxième édition et corrigée, 1915.
- DAUZAT. — « La misère en Espagne », article paru dans *La Revue*, 1913, 5^e vol. pp. 493 et ss.
- GEORGES-PIERRE LABICHE. — *Les beaux ruraux et la question agricole en Espagne*, Thèse de doctorat, Paris, juin 1920.
- JACQUES VALDOUR. — *L'Ouvrier espagnol*, chez Rousseau, Paris, 1919, deux volumes.
- ANGEL MARVAUD. — *La question sociale en Espagne*, chez Alcan, Paris.
- HENRI CAVAILLES. — « Le problème agraire dans le Midi de l'Espagne », *Revue politique et parlementaire*, 1906, t. I, pp. 335 et ss.
- ADOLFO POSADA. — « Le mouvement social en Espagne », articles parus dans la *Revue internationale de sociologie*, 1897, t. v, p. 214 ; 1899, t. VII, p. 516 ; 1901, t. IX, p. 543 ; 1907, t. XV, pp. 362, 436.
- LEPELLETIER. — Articles parus dans *La Réforme sociale*, sous la rubrique : Mouvement économique et social, Espagne.
- HENRI LORIN. — « L'Espagne au xx^e siècle », *Revue des Deux-Mondes*, octobre 1913.
- BRUNHES. — *L'irrigation dans la péninsule ibérique et dans l'Espagne du Nord*, Paris, 1902.

OUVRAGE ALLEMAND

RUD. LEONHARD. — *Agrarpolitik und Agrarreform in Spanien unter Carl III*, Berlin, 1909.

OUVRAGES ESPAGNOLS

Travaux édités par l'« Instituto de Reformas sociales », à la suite du concours ouvert en 1903 sur le problème agraire dans le Midi de l'Espagne.

D. CELEDONIO RODRIGANEZ. — « Memoria que obtuvo el premio ofrecido por S.M. el Rey en el concurso obierto por Real orden de 6 de febrero de 1903 », *El problema agrario en el Mediodia de Espana*, Madrid, 1904.

D. FRANCISCO FUENTES COMPLIDO. — *Memoria que obtuvo acusat en el concurso*, Madrid, 1904.

D. CECILIO BENITEZ PORAL. — *Memoria que obtuvo accesit en en concurso*, Madrid, 1904.

D. JOSÉ QUEVEDO Y GARCIA LOMAS. — *Memoria que obtuvo accesit en el concurso*, Madrid, 1904.

D. GONZALO MARTIN GONZALEZ. — *Memoria que obtuvo accesit en el concurso*, Madrid, 1904.

AUTOR ANONIMO. — *Memoria que obtuvo accesit en el concurso*, Madrid, 1904.

VIZCONDE DE EZA. — *El problema agrario en Espana*, chez l'éditeur Bernardo Rodriguez, Madrid, 1915.

PEDRO RICALDONE. — *Los labradores, la agricultura y la cuestion social*, éditions de la Biblioteca agraria Solariana, Séville, 1903.

BERNALDO DE QUIROS. — *El espartaquismo agrario andaluz*, chez Reus, Madrid, 1919.

ANDRES BARTHE Y BARTHE. — « Las grandes propiedades rusticas en Espana », publié par les soins de la *Real academia de ciencias morales y politicas*, Madrid, 1912.

« INFORMACION sobre el Problema Agrario en la Provincia de Cordoba », publié par l'*Instituto de Reformas sociales*, à la suite de l'enquête ordonnée par décret royal du 14 janvier 1919, Madrid, 1919.

D. FRANCISCO DE LA PUERTA ET D. ALBERTO CANDAU, ingénieurs agronomes et fonctionnaires de l'Administration provinciale agricole de Séville, *El problema social agrario*, brochure publiée par la Chambre d'Agriculture de Séville, 1919.

JUAN GALLARDO LOBATO. — *El problema agrario en Andalucia*, éditions du Diario de Jerez, Jerez de la Frontera.

JOAQUIN COSTA. — *Euvres complètes* (éditions de la Biblioteca Costa à Madrid) et principalement :

— *El colectivismo agrario en Espana. Doctrinas y hechos*.

— *Oligarquia y caciquismo*.

— *La formula de la agricultura espanola*.

— *Agricultura armonica*.

- *Política hidráulica. Misión social de los riegos en España*
- *El arbolado y la patria.*
- *La tierra y la cuestión social.*
- RAFAEL ALTAMIRA. — *Psicología del pueblo español*, Barcelona (editorial minerva), 2^e édition, 1917.
- FRANCISCO BERNIS. — *La hacienda española, Los impuestos*, Barcelona (editorial minerva), 1917.
- BLAS INFANTE PEREZ. — *Ideal andaluz*, Madrid, Francisco Beltran, 1915.
- ALEJANDRO GUICHOT. — *Breves indicaciones acerca de la historia del pensamiento corbobo*, Córdoba, 1919.
- « Dictamen sobre la producción y exportación del aceite de Oliva ». — Brochure éditée par la Chambre d'agriculture de Séville, 1917.
- ANGEL OSSORIO Y GALLARDO. — *Los problemas sociales*, conférence prononcée à l'Assemblée du parti mauriste à l'Hôtel Ritz à Madrid le 17 novembre 1919, édité en tract.
- MANUEL VASQUEZ ARMERO. — *La lucha entre el capital y el trabajo agrícola*, Madrid (éd. Fortanet).
- BALS INFANTE PEREZ. — *La obra de Costa*, Sevilla, 1916.
- JULIO SENADOR GOMEZ. — *La tierra libre*, 2^e éd., 1920, Valladolid (Librería viuda de Montero).
- *La Cancion del duero*, (Librería viuda de Montero), 1919 et *La ciudad castellana*, Barcelona (éd. Monerva), 1918.
- DR. JAIME BALMES. — *Miscelanea*, « Observaciones sociales, políticas y económicas sobre los bienes del clero », édition de l'Imprenta barcelonesa, Barcelona.
- NARCISO NOGUER. — *Las cajas rurales en España*, Madrid, 1912.
- DIAZ CORMONA. — *Elementos de la historia de España*, Córdoba, 1896.
- ALTAMIRA Y CREVEA. — *Historia de España y de la civilización española*, 3 volumes, Barcelona, 1900-1905.
- PAZ. — *La España de la edad media*, Madrid, 1898.
- MEDINA Y MARONON. — *Recueil général de la législation espagnole*, édité par la maison Hijos de Tella (et en dépôt à la Librairie Beltran, Madrid).
 - « Leyes administrativas de España », un vol.
 - « Leyes civiles de España », un vol.
 - « Leyes penales de España », un vol.
- COLECCION LEGISLATIVA DE ESPAÑA. — *Recueil périodique de législation publié chez Reus*, Madrid, depuis 1898 à nos jours un volume par an.
- « ESTADISTICA DE LA EMIGRACION ESPAÑOLA. — Statistique publiée par le Conseil supérieur d'émigration en 5 volumes correspondant aux années 1910 à 1914.
- « LA ÉMIGRACION ESPAÑOLA TRANSOCEANICA (1911-1915) ». Un volume, Madrid, publié par le Conseil supérieur d'émigration.
- Nuestra emigración por los puertos españoles en 1919. Características y modalidades del exodo, un volume, Madrid, 1918, publié comme le précédent.
- ESTADISTICA DE LA MIGRACION ESPAÑOLA TRANSOCEANICA, Madrid, 1919.
- BOLETIN DE LA INSPECCION GENERAL DE EMIGRACION. Tome 2, n^o 2 1930-31.

SANCHEZ CASADO. — *Historia de Espana*, manuel. Ed. Madrid, 1917.

DIAZ DEL MORAL. — « Historia de los agitaciones campesinas andaluzas », Cordoba, Ed. *Revista de Derecho Privado*, Madrid, 1929.

CRISTOBAL DE CASTRO. — *Al servicio de los campesinos*, Éd. Javier Morata, Madrid, 1931.

• La crisis agraria andaluza de 1930-31 ». Estudios y documents del Ministerio de Trabajo, ed. Imprenta Helenica, Madrid, 1931.

REVUES ET JOURNAUX ESPAGNOLS

REVUES

Boletin del instituto de reformas sociales, revue mensuelle, publiée à Madrid, collection complète depuis 1904.

Revista social y agraria publiée à Madrid (mensuelle), organe de la «Confédération nacional catolico agraria ». Collection complète depuis sa création (mai 1919).

Revista comercial, industrial, agricola y minera, organe officiel de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture de Séville, revue trimensuelle, publiée à Séville, années 1919 et 1920.

Andalucia, revue hebdomadaire, politique, économique et littéraire, publiée à Cordoue, années 1919 et suivantes.

Boletin de la Federacion catolico agraria de Coboda, revue mensuelle publiée à Cordoue, collection complète depuis sa création (1^{er} juin 1919).

Boletin del consejo superior de emigracion, publication mensuelle de l'Administration, Madrid, années 1909 à 1931.

JOURNAUX QUOTIDIENS DE MADRID

El Sol.

El Debate.

El Socialista.

El A.B.C.

El Heraldo de Madrid.

N.-B. — Nous avons trouvé peu de renseignements dans les autres quotidiens de Madrid, bien que nous ayions feuilleté quelques collections des journaux suivants : *La Tribuna*, *El Figaro*, *La Internacional*, *La Epoca*, *El Siglo futuro*, *El Correo espanol*, *El restaurador*.

JOURNAUX DE PROVINCE

SÉVILLE. — *El Noticiero Sevillano*, quotidien publié à Séville, principalement les numéros de mars et avril 1919 donnant le compte-rendu de l'Assemblée régionaliste de Cordoue (mars 1919) et celui de la *Semana olivarea* de Séville, avril 1919.

El Correo de Andalucia, *El Liberal*.

CORDOUE. — *El Defensor de Cordoba* et *El Diario liberal*.

MALAGA. — *El Diario de Malaga*.

XERES. — *El Guadalete* et *El Diario de Jerez*.

AUTRES SOURCES

Nous devons encore mentionner ici les renseignements que nous avons pu recueillir grâce à la très grande amabilité de plusieurs fonctionnaires espagnols, dans les archives de différentes administrations, notamment dans les services cadastraux et dans ceux de l'émigration. MM. les présidents des Chambres d'agriculture de Séville et de Cordoue ont bien voulu également nous communiquer de très intéressants documents. De leur côté, les secrétaires des Fédérations catholiques agraires de Séville et de Cordoue nous ont ouvert avec une inépuisable complaisance leurs dossiers, très nourris d'observations et de comptes-rendus d'expériences sociales.

Nous devons faire état des données qui nous ont été fournies oralement par de nombreux journalistes, hommes politiques, sociologues, propriétaires, industriels, commerçants et agriculteurs de la région. Les conversations que nous avons tenues à de fréquentes reprises, avec des paysans et des ouvriers de la campagne andalouse nous ont aidé, elles aussi, à mieux comprendre le problème.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE L'EXPOSÉ DU MAL

CHAPITRE PREMIER	Pages
L'Andalousie. Géographie. Population. Histoire. Naissance de la question agraire	3
CHAPITRE II	
Une des faces de l'organisation politique et administrative de l'Espagne. Le caciquisme en Andalousie. L'Administration et les travaux d'intérêt général. Les Pouvoirs publics et l'instruction	23
CHAPITRE III	
Les cultures en Andalousie. Leur état actuel. Pauvreté et richesse des terres. Insuffisance des rendements. Déboisement. Irrigation. Genres et procédés de culture	35
CHAPITRE IV	
Origine de la propriété en Andalousie. Les « latifundia ». Emploi des terres dans les grands domaines. Absentéisme de certains propriétaires ruraux. Les fermiers généraux. Le régime légal des contrats de culture. Les contrats de culture dans la pratique	49
CHAPITRE V	
Situation sociale des ouvriers agricoles. Salaires. Misère des paysans. Mentalité de l'ouvrier agricole. Son caractère dépensier. Mécontentement général des populations rurales. Le spartakisme agraire	63
CHAPITRE VI	
L'émigration. Ses causes. Son importance. Ses modes. Sa direction. Ses caractères. Ce qu'on a fait pour l'enrayer	91

DEUXIEME PARTIE

LA SOLUTION DU PROBLÈME

TITRE PREMIER

L'EFFORT DE L'ÉTAT

CHAPITRE VII

Attention apportée au problème par l'Etat. Les grandes enquêtes. Les remèdes envisagés	117
--	-----

CHAPITRE VIII

La colonisation intérieure	141
----------------------------------	-----

CHAPITRE IX

Travaux publics	157
-----------------------	-----

CHAPITRE X

Moyens indirects employés par l'État pour remédier au problème	
Aide apportée aux efforts individuels par l'organisation des	
Chambres d'Agriculture, par les lois sur l'enseignement	
agricole, sur les Syndicats agricoles, sur le Crédit agricole ..	167

TITRE DEUXIEME

L'EFFORT PRIVÉ

CHAPITRE XI

Les grandes tendances de l'effort individuel	181
--	-----

CHAPITRE XII

Les régionalistes andalous	185
----------------------------------	-----

CHAPITRE XIII

La confédération catholique agraire	191
---	-----

CHAPITRE XIV

Les violents	199
--------------------	-----

CONCLUSION	207
------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	213
---------------------	-----

IMPRIMERIE SPÉCIALE
— DE LABEURS —

F. BOISSEAU
34, rue du Taur, TOULOUSE

